

Cahiers du mouvement ouvrier

- **Odile Dauphin : les révoltes dans l'empire colonial français pendant la Première Guerre mondiale**
- **Ukraine :**
Jean-Jacques Marie : "Un mélange inextricable de mythe et de réalité".
Léon Trotsky : "La question ukrainienne" (1939)
- **Pierre Roy : les conférences internationales de Zimmerwald et Kienthal**
- **Cahier du Cermtri : le Parti communiste français de 1930 à 1934**

C
E
R
M
T
R
I



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Liliane Fraysse,
Marc Goloviznine, Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : www.trotsky.com.fr

E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Sommaire

- **Présentation p. 7**
- **Odile Dauphin : les révoltes dans l’empire colonial français pendant la Première Guerre mondiale p. 9**
- **Pierre Roy : les conférences internationales de Zimmerwald et Kienthal p. XX**
- **Ukraine :**
 - Jean-Jacques Marie : “Un mélange inextricable de mythe et de réalité”..... p. XX**
 - Léon Trotsky : “La question ukrainienne” (22 avril 1939)..... p. XX**
- **Hommage à Myriam Dechezelles p. XX**
- **Notes de lecture p. XX**
- **Chronique des falsifications p. XX**

Cahier du Cermtri :

Le Parti communiste français de 1930 à 1934

Dossier établi par Liliane Fraysse

Présentation	p. XX
Repères chronologiques	p. XX

I. 1930-1931 : LE RENFORCEMENT DE LA MAINMISE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE SUR LE PCF

• Introduction	p. XX
• “La grande poussée” SFIO (<i>L'Humanité</i> , 12 janvier 1931)	p. XX
• Devant le Tribunal suprême. (<i>L'Humanité</i> , 28 février 1931)	p. XX
• Les ouvriers social-démocrates se révoltent contre leurs chefs (<i>L'Humanité</i> , 5 avril 1931)	p. XX
• Pierre Naville : Le Premier Mai et la “poussée révolutionnaire” (<i>La Vérité</i> , 8 mai 1931)	p. XX
• Les bouches s'ouvrent (<i>L'Humanité</i> , 21 août 1931)	p. XX
• Vers le redressement ? (<i>La Vérité</i> , 15 septembre 1931)	p. XX
• “Jetons la pagaïe !” (<i>L'Humanité</i> , 23 septembre 1931)	p. XX
• Les renégats à la porte ! (<i>L'Humanité</i> , 23 avril 1932)	p. XX

II. LE PCF À L'ÉPREUVE DE LA MONTÉE DU NAZISME

• Introduction	p. XX
• Rapport de Piatnitski au XII ^e Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, août-septembre 1932 (Extraits)	p. XX
• On vote en Prusse (<i>L'Humanité</i> , 24 avril 1932)	p. XX
• Le scrutin allemand (<i>L'Humanité</i> , 2 août 1932)	p. XX
• Du congrès d'Amsterdam à la séance de Bullier (<i>L'Humanité</i> , 31 août 1932) ..	p. XX
• Trotsky : La tragédie du prolétariat allemand (Prinkipo, 14 mars 1933 - In <i>Comment vaincre le fascisme ?</i>)	p. XX
• Trotsky : La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne (In <i>Comment vaincre le fascisme ?</i>).....	p. XX

III. LE PCF APRÈS L'ARRIVÉE DE HITLER AU POUVOIR

• Introduction	p. XX
• Appel du Komintern : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! (<i>L'Humanité</i> , 5 mars 1933)	p. XX
• Le pacte de non-agression franco-soviétique est un succès de la politique de paix de l'URSS (<i>L'Humanité</i> , 17 mai 1933)	p. XX
• La crise ministérielle (<i>Cahiers du bolchevisme</i> , 1 ^{er} novembre 1933)	p. XX
• Pierre Naville : La classe ouvrière est en danger ! (<i>La Vérité</i> , 8 février 1934) .	p. XX
• Pierre Frank : La journée du 6 février (In <i>La semaine du 6 au 12 février</i>) ...	p. XX
• Adresse de Doriot au Comité exécutif de l'Internationale communiste	p. XX
• Trotsky : Où va la France ? (extraits - octobre 1934)	p. XX

Cahiers du mouvement ouvrier

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **35 euros** ;

— Etranger : **40 euros**.

— Abonnement de soutien donnant droit à la consultation des archives du CERMTRI et de sa bibliothèque : **50 euros (ou plus)**.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Courriel :

Chèques à l'ordre du CERMTRI

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI

www.trotsky.com.fr
<<http://www.trotsky.com.fr>>

Présentation

Ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* est donc le second de la « nouvelle formule », formule qui semble avoir reçu l'assentiment de nos lecteurs. Continuez à nous donner votre avis et à nous faire part de vos remarques.

La première partie de ce numéro comporte, outre les rubriques habituelles, quatre sujets :

- un article sur les révoltes dans les colonies françaises durant la Première Guerre mondiale, événements qui sont bien sûr occultés par tous ceux qui « commémorent » la « Grande Guerre » et sont, de ce fait, peu connus ;
- un article sur les conférences de Zimmerwald (dont c'est le centième anniversaire) — qui a permis un premier regroupement de l'avant-garde ouvrière combattant contre la guerre et l'exploitation — et de Kienthal ;
- un dossier sur l'Ukraine pour éclairer la difficile constitution de cette nation et son combat pour l'indépendance, indépendance qui est aujourd'hui totalement remise en cause par l'allégeance de ses gouvernants à l'Union européenne ;
- un hommage à Myriam Dechezelles, militante des droits de l'homme et défenseur des peuples opprimés, décédée l'an dernier. Ses fils ont souhaité que les archives de son mari, Yves Dechezelles, soient confiées au Cermtri, où elles sont en cours de classement.

La deuxième partie du numéro est constitué du *Cahier du Cermtri*, qui est un dossier sur le PCF de 1930 à 1934, composé essentiellement d'articles tirés de *L'Humanité* et de la presse du PCF, mais aussi d'articles de militants de l'Opposition de gauche, dont Trotsky.

Nous avons décidé d'arrêter cette étude au 6 février 1934, parce que les émeutes de ce 6 février vont ensuite provoquer des réactions qui conduiront au front unique imposé par les masses le 12 février, front unique qui sera ensuite dévoyé vers le Front populaire : ce sera le sujet d'un autre *Cahier*.

**Les révoltes
dans l'empire colonial
français pendant
la Première Guerre
mondiale**



L'armée de Nouvelle Calédonie telle que les sites "commémorateurs" de la Grande guerre nous les présentent.



La révolte kanak, en 1917.

Les révoltes dans l'empire colonial français pendant la Première Guerre mondiale

Si l'on connaît assez bien la participation des troupes issues des colonies à la Grande Guerre, les réactions des « indigènes », leurs oppositions aux conséquences de cette guerre sont beaucoup moins évoquées, et leur étude laisse subsister de nombreuses questions.

Tout d'abord, comment peut-on les connaître ? Savoir exactement ce qui s'est passé, et pourquoi ? Enfin, quels en ont été les épilogues et les conséquences ?

Des sources "asymétriques"

Premier obstacle, les sources sont « asymétriques ». Elles sont abondantes pour la puissance coloniale, son administration, son armée, on peut lire les décisions prises à Paris, les ordres donnés, les rapports faits en retour, les journaux en métropole et dans les colonies, des documents plus personnels... En revanche, du côté des indigènes, peu d'écrits. La tradition orale a perpétué le souvenir des révoltes et de la répression, mais pendant des décennies, on s'est peu soucié de recueillir ce type de témoignages. Peu d'historiens ont travaillé sur ce sujet, certains travaux sont très récents, ou à paraître, ou souhaités...

Des appréciations différentes d'une même réalité

D'autre part, il n'est pas toujours facile de trancher par rapport à des appréciations différentes d'une même réalité, tant on a l'impression d'une histoire en cours d'élaboration.

Il en est ainsi pour le rôle de l'empire d'Allemagne, à l'origine ou non des actes d'insoumission des indigènes des colonies françaises.

C'est ainsi que Francesco Correale, chercheur au CNRS, et ayant travaillé sur des archives françaises mais aussi espagnoles, parle d'un véritable élargissement du « front, prolongeant la ligne des tranchées de la Belgique jusqu'aux villages du Rif et de l'Atlas, et plus loin encore, jusqu'aux campements des grands nomades qui sillonnent le désert » (1). Alors que Jacques Frémeaux, qualifie plutôt de « mythe » le rôle des « agents allemands ».

(1) *La Grande Guerre des trafiquants. Le front colonial de l'Occident maghrébin*, Francesco Correale, L'Harmattan, Histoire et Perspectives Méditerranéennes, Paris, 2014.

Les révoltes dans l'empire colonial : un "objet (d'étude) froid" ?

Enfin, même si un siècle s'est écoulé depuis les événements étudiés, ceux-ci ne sont pas un « objet froid », loin de là ! La colonisation et le sort des peuples indigènes sont encore en France un sujet délicat, en particulier dans les DROM-COM-POM (2).

N'oublions pas que Paris est la seule grande métropole coloniale à ne pas avoir de musée de la colonisation.

Sylvette Boubin-Boyer, dont la thèse « *De la Première Guerre mondiale en Océanie. Les guerres de tous les Calédoniens* », soutenue en 2001 est le premier travail « historique » sur ce sujet, présente les travaux de ses « prédécesseurs ethnologues », « linguistes », « poètes », « metteurs en scène », comme des « contributions (qui) ne prennent pas suffisamment en compte le fait que la révolte kanak (3) de 1917 se situe au cœur d'un événement majeur, la Grande Guerre » (4).

Elle pose une question importante : « Faut-il prendre comme vérité absolue les constructions mémorielles souvent devenues anticolonialistes ou pacifistes, les utiliser comme sources tant elles ont évolué en une "victimisation" des colonisés qui s'inscrivent alors comme "tous victimes", y compris les tirailleurs engagés volontaires ? »

Notons toutefois qu'il y aurait beaucoup à dire sur le caractère « volontaire » de l'engagement de ces tirailleurs (5).

D'autre part, à la lecture de la conclusion : « *Il est temps de s'atteler à un travail en équipe (...) qui débouchera enfin sur une histoire commune à tous les acteurs (...), Calédoniens, militaires, travailleurs engagés et Kanak, noyés alors dans la masse et la coercition des événements de la Grande Guerre. Une telle entreprise aidera-t-elle à mieux vivre, à exorciser les fantasmes ?* », comment ne pas percevoir, au-delà d'un souci de rigueur scientifique, la perspective du référendum d'autodéter-

mination, repoussé plusieurs fois, et qui devrait avoir lieu avant 2018 ?

La Première Guerre mondiale a eu des répercussions dramatiques dans les colonies, sur le plan humain, économique, social...

Productions vivrières en baisse du fait de la mobilisation, réquisition de produits de base, comme le riz et autres céréales, au profit de la métropole qui en fixe les prix, importations de produits comme le sucre, le thé, le charbon, le pétrole, et même de produits fabriqués comme les ustensiles de cuisine, en baisse à cause de la carence des transports maritimes et du contingentement, entraînent une forte hausse des prix.

Le démantèlement des réseaux commerciaux intra-africains entre les colonies des Alliés et les colonies allemandes, les efforts supplémentaires demandés aux populations privées des jeunes recrues militaires, les corvées plus lourdes, la diminution de l'encadrement médical, la suspension de la recherche en matière de lutte contre les grandes pandémies, tous ces facteurs aggravent la malnutrition, et selon les recherches en cours, auraient (avec les opérations militaires entre les colonies) fait plusieurs millions de morts en Afrique.

A cela s'est ajouté le poids de la guerre en termes de recrutement de soldats et d'ouvriers, qui a souvent eu, quant à lui, un impact politique.

(2) Dernières appellations en vigueur pour les vestiges de l'Empire colonial français : Départements et Régions d'Outre-Mer, Collectivités d'Outre-Mer, et Pays d'Outre-Mer pour les terres du Pacifique.

(3) Les Kanak, « indigènes » de la Nouvelle-Calédonie revendiquent depuis les années 1980 cette orthographe de leur nom, et sous une forme invariable. Le fait d'ajouter un « e » au féminin ou un « s » au pluriel n'est donc pas neutre en soi. L'appellation « Canaques », attribuée par la puissance coloniale était péjorative. La reprise phonétique du terme mais avec une orthographe différente a donc une signification politique.

(4) « *La révolte kanake de 1917 au regard des archives de l'armée de Terre et de la Marine* », contribution de Sylvette Boubin-Boyer à une conférence de la Pacific History Association, tenue à Nouméa le 7 décembre 2004, site du Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914-1918.

(5) « *Les troupes coloniales mobilisées en masse par la puissance coloniale pour une guerre qui n'était pas la leur* », Odile Dauphin, *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 62, Cermtri, Paris, deuxième trimestre 2014

Les “vieilles colonies”, entre engagement patriotique et stratégie d'évitement

Dans les « vieilles colonies » (6), il n'y a pas eu de révoltes pendant la Première Guerre mondiale. Le député de Guyane Gratien Candace déclare en 1912 : « *Je sais, moi, personnellement, ce que je dois à la France, parce que je sais tout ce que ma race doit à la grande et généreuse France de 1789 et 1848* » (7). Lorsque, en 1913, le gouvernement français fait voter le retour du service militaire à trois ans, un arrêté est pris en Guyane le 26 septembre 1913 pour faire cesser l'exemption des « *citoyens de deuxième classe* », c'est-à-dire les descendants d'esclaves. D'ailleurs, les conscrits créoles ne sont pas assimilés aux troupes coloniales. Gratien Candace et le sénateur Henri Béranger obtiennent qu'ils soient incorporés dans les régiments d'infanterie coloniale du Midi. Les milieux capitalistes et bourgeois coloniaux redoutent alors, outre la perte de main-d'œuvre, le progrès de fait de l'« assimilationnisme », et obtiennent des médecins-majors qu'ils exemptent de nombreuses recrues (du début de la guerre à 1916, le pourcentage des réformés est impressionnant : 74,7 en Guyane, 82 en Guadeloupe et 84,6 en Martinique).

En 1915, le député guadeloupéen Achille René-Boisneuf (fils d'un esclave affranchi) et Lagrosillière, député de La Martinique, tous deux partisans de l'assimilation, déposent à la Chambre des députés un projet sur la départementalisation des colonies antillaises. Et les « députés noirs » du palais Bourbon, Gratien Candace, Blaise Diagne et Achille René-Boisneuf, ne déclarent-ils pas au début de l'année 1917 que les troupes issues des anciennes et nouvelles colonies se battent pour la « *défense du patrimoine de civilisation* » contre la barbarie allemande ?

Néanmoins, si quelques descendants d'esclaves ont voulu remercier la France pour la liberté et l'égalité des droits, octroyées en 1848, la situation réelle des Noirs et des mulâtres est tellement

marquée par un racisme très profond lié au passé esclavagiste, et par une grande pauvreté, que ceux-ci se sentent peu concernés par la défense de la « Mère-Patrie ». A La Réunion (8) par exemple, le pourcentage d'insoumis est de 16 % sur l'ensemble de la guerre, et si les dirigeants syndicaux exaltent l'« Union sacrée », les travailleurs, quant à eux, n'hésitent pas à déclencher des grèves (d'avril 1915 à septembre 1918. La Réunion connaît neuf grèves, le plus souvent pour demander de meilleurs salaires, dont celle du 3 juillet 1917 suivie par trois cents dockers). Grèves aussi à La Martinique (contre la fixation des prix de certaines denrées) et en Guadeloupe (des ouvriers agricoles) en 1916.

Manque d'enthousiasme donc face au recrutement de soldats et aux sacrifices demandés, stratégie d'évitement, contestations, mais pas de révoltes ouvertes.

En revanche, dans les colonies du second empire colonial (constitué à partir de la prise d'Alger en 1830, et surtout au cours du dernier quart du XIX^e siècle et au début du XX^e), l'opposition au recrutement prend des formes diverses, allant de la résistance passive à différentes manifestations plus visibles d'insubordination, et même à des révoltes de plus ou moins grande ampleur.

Etudier les mouvements d'opposition et de révoltes dans un ordre strictement chronologique n'offre pas un grand intérêt, car s'il y a eu contagion à l'intérieur de grands ensembles comme en Afrique-Occidentale française (AOF), ou dans le Sahara, il est peu probable (et selon l'état actuel des recherches, exclu), qu'il y ait eu des contacts entre les « indigènes » révoltés des possessions africaines et ceux des autres colonies françaises, Indochine, Nouvelle-Calédonie, et même de Madagascar.

(6) Celles du premier empire colonial français, d'avant la Révolution française, appelées parfois « îles à sucre », où des esclaves issus de la traite africaine travaillaient sur de grandes plantations.

(7) *La Grande Guerre et les colonies. Le cas guyanais*, Odon Abbal, Ibis Rouge Editions, août 2014.

(8) « *La Première Guerre mondiale vue par les poilus réunionnais* » Documents réunis et présentés par Prosper Eve, Editions CNH (Les Cahiers de notre histoire), 1992.

A Madagascar, “complot” du VVS, climat de “jacquerie” et état de siège

Pour Madagascar, Gallieni, Joffre, et même Mangin pensent que les Malgaches constitueront un maillon faible des troupes au front. Ils envisagent de les faire servir à l'arrière (bataillons d'étape, ouvriers), tandis que le gouverneur Garbit déclare, en mars 1916, que les unités malgaches sont « *capables pour le front* », et multiplie les cérémonies pour encourager le « *patriotisme* ». Mais la grande île connaît deux formes d'opposition à cette politique. En effet, si Garbit veut donner de l'île dont il a la responsabilité une image de loyauté et de dévouement à la Mère-Patrie, c'est en partie pour faire oublier le « *complot* » du VVS (9).

Cette société secrète regroupant essentiellement des élèves de l'école de médecine et de celle d'instituteurs, de lettrés et de membres du clergé, est favorable à une autonomie malgache. Toutefois au moment de l'arrestation de ses membres fin 1915, ceux-ci paraissent très isolés, et ne constituent pas un danger véritable, n'ayant pas de projet immédiat.

A partir de 1916, l'« *engagement militaire spécial des indigènes* », puis leur « *engagement militaire spécial pour les usines de la Défense nationale* » sont de plus en plus pesants, pour atteindre 90 % d'une classe d'âge dans les régions centrales. Celles-ci supportent l'essentiel de l'effort de guerre au niveau démographique et économique (les régions côtières étant relativement protégées par les colons soucieux de garder leur main-d'œuvre). Rien d'étonnant à ce que ces régions rurales connaissent un climat de « *jacquerie permanente* » (10) durant toute la Grande Guerre (vols de bœufs, incendies de brousse, pillages, destruction des liaisons téléphoniques, escarmouches incessantes), qui conduit le gouverneur Garbit à promulguer, le 20 janvier 1917, un arrêté mettant en application le décret instaurant l'état de siège, dans le but officiel de réprimer le vagabondage.

Ainsi à la fermentation nationaliste urbaine a succédé une résistance larvée

mais efficace dans les régions centrales rurales, les deux étant aujourd'hui considérées comme des actes de rébellion contre la puissance colonisatrice dont le conflit mondial avait accru la pression.

Dans l'archipel des Comores, sous administration malgache, aux difficultés du recrutement s'ajoute, en 1915, un mouvement antifiscal qui s'élargit rapidement, entraînant la fuite de réfractaires en brousse, des heurts et la formation d'un regroupement de 1 200 personnes, qui, avec leurs chefs, refusent de se soumettre, nécessitant l'envoi d'un détachement à partir de Madagascar.

En Indochine, échec d'une révolte coordonnée. Nombreux troubles et climat d'insubordination

L'exemple du Japon, puissance asiatique ayant pour la première fois vaincu une puissance européenne (la Russie), en 1905, et la proximité de la Chine où le pouvoir impérial a été renversé par une révolution en 1911 (sur une base en partie nationaliste), contribuent à exciter des ressentiments vis-à-vis des colonisateurs. La situation est troublée avant même le début de la guerre (attentats contre des Français ou des notables locaux liés à la puissance coloniale, attaques de bandes armées composées de Chinois et de Vietnamiens contre les postes-frontières français). En 1914, les Mnong des hauts plateaux sont en état quasi permanent de révolte.

Les populations résistent en envoyant au centre d'incorporation des proportions importantes d'inaptes (57 % à 92 %). La censure essaie de cacher l'hostilité des populations ainsi que de nombreux incidents, parfois graves, par exemple ceux qui se produisent en 1915, au nord, dans le Haut-Laos, puis en Annam (attaque du bagne de Lao Bao).

(9) VVS de « *vy* » : fer ; « *vato* » : pierre ; « *sakelika* » : ramifications.

(10) *Le Soldat occulté. Les Malgaches dans l'armée française 1884-1920*, Chantal Valensky, L'Harmattan, Paris, 1995.

En 1916, les troubles gagnent au sud la Cochinchine, déclenchés par le recrutement forcé. Cette révolte dite des Treize provinces prend de l'ampleur : à Biên Hòa, pillage d'un dépôt d'armes, destruction d'archives, marche sur Saigon, où la prison est attaquée pour délivrer un militant... En 1916 aussi, l'empereur Duy Tan prend la tête d'un mouvement destiné à soulever trois provinces du Centre-Annam, et lance des appels à la révolte. C'est un échec ; les autorités françaises le remplacent par le père du futur Bao-Daï. Néanmoins, cela montre que le dévouement affiché des monarques et autorités locales peut être remis en cause. Au Cambodge, des dizaines de milliers de paysans marchent sur Phnom Penh pour protester contre l'abus des prestations forcées, rendant ainsi le recrutement quasiment impossible.

La révolte la plus importante est la mutinerie des soldats de la garnison de Thai Nguyen, au nord-est de Hanoï, en août 1917, qui proclament : « *Notre ennemi (la France) est attaqué en ce moment en Europe, ils réquisitionnent nos hommes pour en faire une barrière protectrice contre les balles, enlèvent nos biens pour ravitailler les troupes. Arrivés là-bas, nos compatriotes survivants sont accablés par le travail. Ceux qui meurent ne sont pas correctement enterrés. Les veuves et les orphelins se lamentent dans leurs foyers, nos vieux pères pleurent le long des routes...* » (11). Ils appellent au soulèvement général, en liaison avec des détenus politiques qu'ils viennent de libérer. Cette révolte ne dure que quelques jours, mais il faut quatre mois de campagne pour y mettre fin.

Enfin, début 1918, les détenus du bagne de Poulo Condor se soulèvent, et malgré une répression très violente, d'autres révoltes vont se produire après la fin de la guerre.

En Nouvelle-Calédonie, la « guerre kanak » de 1917

Excédés par le recrutement qui s'ajoute à un système colonial qui les détruit en tant que peuple et en tant

qu'individus, des Kanak effectuent des incursions à Koné, un des centres de l'administration coloniale en brousse. Une pseudo-cérémonie de « réconciliation », organisée par le Service des affaires indigènes, aboutit en fait à l'arrestation de dix-sept rebelles. Une véritable guerre qui met en scène plusieurs chefs importants de la région et mobilise des centaines de guerriers, face aux troupes coloniales françaises secondées par des soldats permissionnaires réquisitionnés sur place, des supplétifs tahitiens, et même kanak issus de tribus « loyalistes », se déroule entre avril 1917 et la fin janvier 1918. Des « stations » (fermes) européennes, des campements miniers, sont attaqués. Le gouverneur Repiquet déclare le centre et le nord de la Grande-Terre « *front de guerre* » pour obtenir des renforts. Cette révolte kanak de 1917 mérite pour les historiens néo-zélandais (dont Adrian Muckle) et australiens le nom de « *guerre kanak* », car elle a été menée avec détermination par une partie importante de cette population sur un vaste territoire, pendant près d'un an, et a nécessité une mobilisation militaire d'envergure (12). Ce fut une « guerre », pas seulement un des « événements de la Grande Guerre ».

“Grande peur dans le Sahara”

C'est ainsi que Jean-Louis Triaud, historien spécialiste de l'histoire de l'islam dans les sociétés subsahariennes, qualifie les révoltes touarègues entre 1915 et 1918. Commencée en Libye, au moment de l'entrée en guerre de l'Italie, l'insurrection menace les territoires français du sud de la Tunisie, puis se développe dans le Sahara français. Ahmoud, sultan de Ghat, prend d'assaut le poste de Djanet en mars 1916 dont il avait été suzerain, appuyé par l'aménokal

(11) *Des Vietnamiens dans la Grande Guerre. 50 000 recrues dans les usines françaises*, Mireille Le Van Ho, Éditions Vendémiaire, Paris, 2014.

(12) Présentation par l'anthropologue Alban Bensa, à l'émission « La Fabrique de l'histoire » du 8 décembre 2014, d'un livre à paraître : *Les Sanglots de l'aigle pêcheur. La guerre kanak de 1917 en Nouvelle-Calédonie*, Alban Bensa, Adrian Muckle, Yvon Kacué Goromoédo, Éditions Anacharsis, 2015.

(chef suprême) des Touareg Ajjer et par l'ancien aménokal des Touareg Hoggar, déposé par les Français. Le Père de Foucauld meurt dans l'attaque du bordj de Tamanrasset. De là l'insurrection gagne les territoires sahariens de l'AOF, où des centaines de guerriers assiègent la garnison d'Agadès, puis les confins de l'Afrique-Equatoriale française (AEF), le Soudan britannique...

En Algérie, "la chasse à l'homme précipite l'insurrection du Sud-Constantinois" (13)

Bousculades, échauffourées, oppositions des pères et des mères, résistances passives, désertions (4 500, soit environ 4 % des militaires) manifestent une opposition très répandue aux recrutements de soldats et d'ouvriers. Plus de 20 % de ces déserteurs ne sont pas repris, prennent le maquis, et constituent des bandes qui attaquent gendarmes, fonctionnaires d'autorité algériens, « adjoints indigènes »... La plus célèbre, celle de « Zigomar Coco », agit pendant toute la guerre et s'illustre par l'assassinat du chef de la sûreté d'Oran. Ces bandes de déserteurs et d'insoumis, « bandits d'honneur », font parfois régner un climat de terreur... C'est surtout dans les régions de montagnes, comme la Kabylie, que l'insécurité se développe. Dans la région bônoise et les confins algéro-tunisiens, 1 364 arrestations sont opérées fin 1915, début 1916. Le conseil de guerre prononce vingt condamnations, dont deux à mort.

Dans l'Aurès, des actes d'insoumission et des désertions sont signalés dès le début de la guerre. Un ancien cheikh prévient : « *On peut augmenter nos impôts et nous prendre nos biens, mais nous ne vous donnerons pas nos enfants.* » En août 1916 (à l'appel de la classe 1917), dans plusieurs douars, les notables, notamment, s'opposent au départ de leurs enfants. Des actes de pillage et de sabotage se multiplient. Malgré des concessions faites par l'administration coloniale dans le Sud-Constantinois, la résistance à la cons-

cription augmente et tente de s'organiser, joignant déserteurs, insoumis, leurs familles, et bandits d'honneur, qui jouent un rôle décisif. C'est un véritable soulèvement qui commence le 11 novembre 1916 dans la commune mixte d'Aïn Touta. Une république « al-bublik » (la République) est proclamée à Boume-gueur. Ce nom signifie pour les révoltés leur prise de pouvoir, puisque c'est celui de la puissance coloniale. Le « bordj » de Mac Mahon où se tient le conseil de révision est attaqué. Le sous-préfet de Batna, Cassinelli, et l'administrateur Henri Marseille, qui y logent, sont les premières victimes, suivis par des fermiers. Les affrontements avec les troupes coloniales se multiplient dans une zone de plus en plus large. Ils sont souvent couronnés de succès. Une campagne militaire d'envergure et d'une grande brutalité met cinq mois à venir à bout de cette révolte.

En Afrique-Occidentale française, la révolte la plus importante de tout l'empire français

L'appel massif à l'Afrique, surtout à l'Afrique-Occidentale française, à partir de 1915, fondé sur l'illusion d'un réservoir quasi inépuisable d'hommes, entraîne plusieurs types de résistance passive. Stratégie d'évitement pour inaptitude, fuite dans les forêts voisines qui nécessite de véritables « chasses à l'homme », mais aussi exil vers d'autres colonies (comme celui de « 18 890 indigènes réfugiés de Côte d'Ivoire » qui adressent une pétition aux autorités anglaises de la Gold Coast où ils se sont réfugiés).

Mais plusieurs soulèvements ont lieu, et les recrutements de 1915-1916 (plus de 50 000 hommes, puis 40 000) provoquent des troubles sans précédent dans l'histoire coloniale française en Afrique « noire ». Alfred Guignard, pourtant proche de Mangin, a prévenu en vain : « *C'est le trafic de chair humaine rétabli avec le sergent recruteur. Je vous prie de me*

(13) *L'Algérie révoltée*, Gilbert Meynier, Editions el Maarifa, Rabat, 2010.

croire étranger, et mes chefs et mes amis, à ces ignominies. »

L'épisode le plus important a eu lieu dans l'Ouest-Volta à partir de fin décembre 1915. Cette « Grande Révolte » a été remarquable par sa durée, par le nombre d'insurgés, par son ampleur géographique, par la solidarité entre les villages (quand l'un est écrasé, un autre se soulève), par son efficacité, puisque les troupes envoyées en renfort sont vaincues. Elle a débuté le 17 novembre 1915, par le refus des jeunes de Bouna (un gros village) de se présenter au recrutement. Elle a gagné rapidement une quinzaine de villages, et en une semaine, tous les villages de la piste de Dédougou à Bobo-Dioulasso. Deux échecs subis par les troupes coloniales attisent la révolte. Le deuxième est particulièrement inquiétant pour la puissance coloniale. Une colonne de près de 800 hommes (600 tirailleurs, 40 garde-cercles, 100 goumiers), accompagnée d'autant de porteurs, et renforcée de quatre canons de 80, échoue lamentablement devant le village de Yangasso, défendu par 8 000 à 10 000 insurgés. Fin décembre, ce sont plus de 500 villages soulevés et plus de 160 000 insurgés dans les cercles de Dédougou et de Bobo-Dioulasso. Puis l'insurrection gagne les régions voisines (14)... Des forces militaires considérables sont envoyées, mais jusqu'en avril, l'insurrection s'étend, affectant une zone équivalente à plusieurs départements français et regroupant jusqu'à 500 000 hommes. Puis une guerre de ratisage et de bombardements systématique finit par en venir à bout ; mais cette « Grande Révolte » a réussi à mettre en échec la puissance coloniale pendant neuf mois.

D'autres révoltes ont eu lieu. Par exemple au Dahomey au printemps 1917, après un nouvel appel de 12 000 hommes. D'autant qu'au recrutement s'ajoute une pression économique très forte liée à la nécessité de fournir en vivres et bétail, par des réquisitions, le camp destiné au cantonnement de ces nouvelles recrues. Le gouverneur général de l'AOF écrit, dans un rapport du 20 juillet 1917 au ministre Maginot : « Pour tirer de ce pays encore quelques milliers d'hommes, on le mettra à feu et à sang, et on le ruinera. »

Des révoltes fomentées par des agents allemands et sur base religieuse ?

Afin d'éviter toute remise en cause du système colonial, et de nier le désir que les populations soumises peuvent avoir de se libérer, les autorités préfèrent mettre en avant des forces occultes qui auraient miné la puissance française dans ses colonies. C'est le « mythe » des « agents allemands », en rapport ou non avec un « islam soulevé » (15).

Dès le début de la guerre, on imagine que des agitateurs allemands sont à l'œuvre dans les colonies françaises et anglaises, jusqu'en Extrême-Orient. Le pharmacien TamKanSay, principal instigateur de la révolte de Binh Lieu, en Indochine, est accusé d'être un « agent boche ». A Madagascar, un complot visant à faire de l'île une colonie allemande aurait été déjoué. Au cours de son voyage de 1898 en Orient, l'empereur allemand s'étant proclamé « l'ami des musulmans », on prétend qu'il se serait converti à l'islam (« Hadj Guillaume »). Il est vrai que les empires centraux (Allemagne, Autriche-Hongrie) ont un réseau important d'agents dans les pays musulmans, sans compter les liens économiques, et que l'Allemagne cherche à s'appuyer sur le prestige religieux du sultan, chef politique de l'Empire ottoman et calife respecté comme chef religieux dans tout le monde musulman.

Mais d'autre part, les Alliés exploitent l'antagonisme arabo-turc. Ils soutiennent la révolte arabe de juin 1916 contre la domination ottomane, et ainsi contrôlent indirectement les lieux saints de l'islam. Le gouvernement français multiplie les gestes de bonne volonté et manifeste un grand respect vis-à-vis de l'islam et des musulmans. Par exemple, par l'intermédiaire de la Société des Habous des lieux saints de l'islam (dont le conseil d'administration compte des représentants du

(14) *Les Africains et la Grande Guerre, l'appel à l'Afrique 1914-1918*, Marc Michel, Karthala, Paris, 2003.

(15) *Les Colonies et la Grande Guerre. Combats et épreuves des peuples d'Outre-Mer*, Jacques Frémeaux, Editions 14-18, Paris, 2006.

gouverneur général de l'Algérie, du bey de Tunis, du sultan du Maroc, et du gouverneur de l'AOF), il fait acheter deux bâtiments pour héberger les pèlerins issus de ses colonies à La Mecque et à Médine, et affrète même un paquebot pour les transporter au départ du Maghreb. C'est aussi en 1916 qu'une association est créée à Paris pour édifier un institut musulman et une mosquée.

Aussi, malgré la diffusion de tracts, la constitution d'un camp de prisonniers près de Berlin, spécifique pour les tirailleurs maghrébins (avec mosquée, bains maures, école religieuse, café...), les étendards turcs brandis au-dessus des tranchées, la propagande allemande a eu peu de succès, et les quelques tentatives militaires en Méditerranée échouent par manque de moyens et de relais dans les populations locales.

Cependant, au Maroc, très récent protectorat et encore en voie de « pacification », la stratégie allemande de déstabilisation de la présence française semble avoir inquiété Lyautey à plusieurs reprises ; il demande au gouvernement français de cesser de prélever des soldats dans les troupes présentes au royaume chérifien. Il envisage même, en 1918, l'essai d'une nouvelle arme, les obus toxiques (et pas moins de 2 000), pour venir à bout des territoires « résistants », sans se soucier des « dommages collatéraux » que pourraient causer les gaz toxiques. L'activité allemande au départ de l'Espagne, consistant en envoi de tracts et d'argent destiné à financer des trafics d'armes de grande ampleur au bénéfice de tribus et de chefs, qui ne reconnaissent ni le nouveau sultan (l'ancien ayant été déposé par la puissance coloniale) ni le protectorat, ne semble pas relever du « mythe » (du moins au Maroc).

Les indigènes “loyalistes” sont-ils plus “civilisés” ou plus intégrés au système colonial ?

Dans leur aveuglement, les autorités coloniales vont parfois jusqu'à faire un

parallèle entre « loyalisme » et ce que certains ont appelé plus tard « *aspects positifs de la colonisation* ».

Le « *rapport de Sarraut sur les origines et causes profondes de la révolte de 1917. 25 mai 1920* » sur l'« *insurrection* » de 1917 en Nouvelle-Calédonie précise : « *Si le soulèvement s'est restreint aux tribus de la haute région de Koné, cette heureuse circonstance est due au fait que celles-ci comptant parmi les plus arriérées étaient celles où notre action civilisatrice s'était fait le moins sentir* » (16).

Voilà de quoi justifier la poursuite et l'approfondissement de la colonisation et confirmer ses bienfaits, dans la perspective (certes lointaine) d'élever peu à peu les indigènes au grade « d'évolués », étape décisive vers l'assimilation généreuse et bienveillante, mission que la République française, patrie des droits de l'homme, revendique.

Or l'étude précise d'un échantillon de chefs « loyalistes » et « révoltés » montre que la pratique mise en place en Nouvelle-Calédonie en direction des chefs à partir de 1897 a été payante.

Depuis cette date, l'administration a développé un processus de « fidélisation » en multipliant les rapports avec les chefs, leur déléguant un certain nombre de « missions » et de « responsabilités importantes », faisant jouer l'émulation et accordant fréquemment des récompenses honorifiques et parfois même matérielles, considérées comme autant de preuves de reconnaissance. Les chefs, dont le « mandat » a commencé avant 1897, ont gardé en mémoire, quant à eux, les anciennes pratiques fondées en revanche sur la contrainte et l'humiliation. Les chefs « loyalistes » sont-ils ceux qui ont davantage bénéficié de l'« action civilisatrice » ou ceux qui ont été mieux intégrés au système dont ils sont devenus des rouages, par une gestion coloniale plus habile ?

(16) « *La participation des chefs de Houaïlou à la révolte de 1917* », par Anne-Laure Jaumouillé, dans *Révoltes, conflits et guerres mondiales en Nouvelle-Calédonie et dans sa région*, tome 1, sous la direction de Sylvette Boubin-Boyer, L'Harmattan, Paris, novembre 2008.

Les réquisitions de soldats et d'ouvriers jouent le rôle de détonateur

En Algérie, dès 1914, des familles essaient de faire échec aux opérations de recrutement, en accompagnant leurs jeunes. « *Au départ des conscrits, on psalmodie la prière des morts. On ne compte pas dans l'Algérois, et surtout le Constantinois, les heurts entre les forces de l'ordre et la population les jours de révision et d'incorporation, les tentatives faites pour délivrer les conscrits, les menaces de mort contre les autorités. (...) Un exemple entre autres : (...) "Mon fils et les autres ne partiront pas. Pourquoi voulez-vous aller faire les soldats et mourir dans des conditions contraires à la religion musulmane ? Le gouvernement français n'a plus aucun pouvoir."* » (17).

En AOF, le gouverneur général Joost Van Vollenhoven écrit, dans son rapport du 29 septembre 1917 : « *Le Blanc était jusque-là toléré, voire aimé ; en se transformant en agent, il était devenu l'ennemi détesté, l'émule des chasseurs d'esclaves.* » Courageusement, il dénonce l'« *Appel à l'Afrique* » comme une véritable « *chasse à l'homme* », et fait le réquisitoire de la conduite de la France envers ses colonisés. Mais il n'est pas écouté, et après une entrevue en janvier 1918 avec Clemenceau (qui a décidé de miser sur Blaise Diagne, député des cinq communes du Sénégal, pour une opération de recrutement d'envergure), il démissionne et demande à rejoindre le front, où il meurt. Or, comme l'a dit cet homme honnête et courageux, il semble bien que le recrutement des soldats ait réveillé le souvenir des razzias de la traite négrière, et s'ajoutant à la pression économique accrue (impôts et prestations augmentés, abus et exactions de toutes sortes de la part des petits chefs du pouvoir colonial), ait réactivé le rejet de la domination coloniale. L'appel à la révolte parti de Bouna, qui se répand de village en village : « *Je refuse, je refuse* », et qui devient le cri de ralliement des insurgés, exprime bien, au-delà du refus d'aller se battre pour la France, le rejet de l'autorité du Blanc.

En Indochine, le gouverneur reconnaît dès 1916 : « *Les causes occasionnelles (du mouvement de révolte) paraissent nombreuses : la prolongation de l'état de guerre en Europe (...); l'impression que nous n'étions plus à même d'assurer la maîtrise de notre empire colonial (...); (le) recrutement (...); la mobilisation générale et l'envoi en France de contingents indigènes (...); ensemble de faits colportés sans bienveillance par les indigènes chez qui l'esprit de fronde est très développé et que les meneurs se sont efforcés de fausser et d'amplifier pour aider à leur propagande.* »

Les résistances aux réquisitions de soldats et d'ouvriers ont donc souvent réactivé, catalysé les oppositions à la colonisation en elle-même.

Le réveil des oppositions à la domination coloniale, aux spoliations foncières...

Il faut donc chercher les causes profondes des révoltes dans la domination et le système colonial, même si, à ce moment-là, les militaires et les politiques ne veulent pas, dans leur grande majorité, l'envisager.

Dans tout l'empire colonial français, l'impôt de capitation, très lourd, était prélevé avec une priorité absolue, même les années de mauvaise récolte, au détriment de la simple subsistance des populations. Le Code de l'indigénat, version républicaine du Code noir, maintenait les « *sujets* » de la République sous un contrôle permanent (aucune liberté de déplacement), les soumettait à des lois et à des cadres juridiques spécifiques, et à des réquisitions (quasi gratuites) pour toutes sortes de gros chantiers publics et privés. Ce système de contrôle et d'exploitation des populations soumises montrait bien, outre la volonté économique d'en tirer le plus grand parti possible, la peur de les voir à nouveau se rebeller contre la domination française, malgré les campagnes de « *pacification* » successives. A ces contingences immé-

(17) *L'Algérie révélée*, ouvrage déjà cité.

diates, matérielles et juridiques, s'ajoutaient tous les autres aspects de la colonisation fondée sur un sentiment de supériorité de l'homme blanc, chargé du « fardeau » d'apporter la « civilisation », et sûre de son bon droit.

En Algérie, en Nouvelle-Calédonie, les violentes répressions des révoltes de 1871 et 1878 pour l'une, de 1878 pour l'autre, avaient été l'occasion d'achever la dépossession et la paupérisation des populations soumises (commencées respectivement quarante et un ans et vingt-cinq ans plus tôt). La volonté de faire de ces deux territoires (pourtant très différents, l'un tout proche, divisé en trois départements, l'autre très lointain, terre de bagne, de relégation), des colonies de peuplement, avait conduit la métropole à repousser les populations indigènes dans des zones géographiques hostiles. En Algérie, la spoliation des meilleures terres (aggravée par la vente pour la simple survie) et l'application par le Domaine du Code forestier avaient entraîné pour les fellahs la perte de plus de la moitié de leurs propriétés. En Nouvelle-Calédonie, les « réserves » avaient enfermé la majorité des Kanak sur des pentes abruptes, à l'est de la chaîne centrale, exposées aux cyclones, libérant pour les Européens la vaste plaine de la côte ouest sous le vent. Dans l'une comme dans l'autre colonie, la sous-nutrition et parfois la famine avaient entraîné la diminution de la population (d'un quart en Algérie, de la moitié pour les Kanak, considérés sans aucune émotion comme « *en voie de disparition* » [18]). Pour ces derniers, à la faim s'ajoutait le traumatisme lié à la perte de la « terre des ancêtres » chez un peuple où les liens avec celle-ci sont particulièrement étroits. Les révoltes de 1916-1917 peuvent être considérées comme les derniers grands soulèvements contre la mainmise coloniale.

L'étude sur les chefs loyalistes et rebelles en Nouvelle-Calédonie montre que si les premiers ont connu aussi la spoliation foncière, l'administration, dans leur cas, a « *su entamer des négociations relativement modérées... (leur) donnant l'impression d'un choix qu'ils auraient effectué en cédant leurs terres* », allant jusqu'à créer une commission chargée de

veiller aux conditions de leur cession, et pour donner un avis sur le montant de l'indemnité versée en compensation. Rien de tel dans les zones qui se sont rebellées, où les terres avaient été accaparées par la force et sans contrepartie.

De l'Afrique au Pacifique, une terrible répression s'abat sur les régions révoltées

Les révoltes manquent de chefs, elles s'ignorent à peu près les unes les autres. Les informations circulent mal, sont censurées. Les mauvaises nouvelles du front français, qui auraient pu amener des actions simultanées, ne sont pas connues ou connues trop tard. Enfin, moins bien armées que les troupes coloniales, elles sont réprimées avec une férocité destinée à faire exemple. Supériorité tactique, puissance de feu, nouvelles armes, la force est employée sans aucune restriction.

L'AOF subit la répression la plus atroce. Elle est d'une telle violence qu'elle dépasse parfois les massacres de la conquête. Un véritable régime d'occupation militaire est mis en place, doublé d'amendes très lourdes, de destruction de greniers, de désarmement systématique (privant ainsi les populations affamées des ressources de la chasse).

En Algérie, des « opérations de nettoyage » (razzias, villages brûlés, viols, prises d'otages, massacres), sont doublés de « bombardements de démonstration » aériens. Une commission d'enquête est envoyée sur place après la guerre, mais son rapport n'est pas publié. On peut y lire par exemple : « *En 1916-1917 on a enfumé, rôti, lardé les indigènes qui s'étaient révoltés contre la conscription et l'envoi aux tranchées.* » Le député modéré Aubry décrit ainsi devant la Chambre bleu horizon l'action de son régime : « *Nous avons fait des colonnes et nous avons brûlé des villages sans rime ni raison. Nous brûlions des mechtas*

(18) Manuel de géographie de première, Hachette, Paris, 1915.

alors que nous savions que les habitants avaient leurs fils au front. J'ai entendu moi-même des pères arabes nous dire en pleurant : "Il est malheureux que vous fassiez brûler nos demeures alors que nos fils se font tuer en France." » Le bilan matériel de la répression est évalué à 2 millions de francs. Quatorze mille à seize mille hommes ont été mobilisés, soit jusqu'à un militaire pour quatre habitants dans le Sud-Constantinois. En Algérie, le souvenir de la conquête et des massacres commis par les troupes de Bugeaud, de Saint-Fargeau, fut donc réactivé.

Dans le Sahara, aux opérations militaires au sol, parfois appuyées par l'aviation, s'ajoutent des exécutions totalement arbitraires, comme au Tchad le massacre au coupe-coupe du souverain local, Dokom, et d'une vingtaine de ses dignitaires, ou au Niger la mise à mort du sultan Tégama dans sa prison.

A Madagascar, c'est « l'opportunité de ré-interner les condamnés politiques précédemment libérés, de sanctionner les intellectuels suspects de sympathie nationaliste et d'interdire le journal Trompetra Volamena pour des propos à double sens. L'accusation d'être "VVS" est un prétexte d'enfermement tout trouvé » (19). C'est aussi l'occasion de mettre en place un réseau de renseignements et de délateurs. Un climat de suspicion et de défiance s'installe. Des notables ou gardes indigènes ne faisant pas assez preuve de zèle au service de la métropole font l'objet de sanctions, sont parfois licenciés et même internés ou déportés.

En Nouvelle-Calédonie, les opérations de « nettoyage » dont sont victimes les tribus obligent les populations à fuir de plus en plus loin, de plus en plus haut dans la chaîne. Au moins une vingtaine de villages sont rayés de la carte. La carte foncière et l'implantation des populations sont profondément bouleversées au détriment des Kanak. Les repréailles des colonnes de « pacification » sont rigoureuses, et d'après Alban Bensa, le nombre des victimes est, encore aujourd'hui, largement sous-évalué. Des « meneurs » (dont le chef Noël), sont jugés en 1919, condamnés à mort ou aux travaux forcés.

Répression qui génère "radicalisation" et éveil ou renforcement d'un "sentiment national" (20)

En AOF, la « discipline merveilleuse, l'esprit de solidarité et de sacrifice (et les) actes d'héroïsme » de ceux qui préfèrent la mort au retour à la servitude, troublent ceux-là mêmes qui sont chargés de la rétablir. Ce qui inquiète le plus l'administration coloniale, c'est l'organisation dont elle n'aurait pas cru ces « sauvages » capables, son unité sur un territoire équivalant à plusieurs départements français, et, pire encore, son caractère « supra tribal », rassemblant des Marka, des Bwa, des Bobo, des Samo, des Gourounsi, des Tourousia, des Minianka, lui conférant un caractère en quelque sorte « national ».

En 1912, le mouvement « Jeunes Algériens » avait fait remettre au président du Conseil, Raymond Poincaré, un manifeste réclamant la suppression de tous les régimes d'exception (notamment celui de l'Indigénat), allant ainsi dans le sens de l'assimilationnisme officiellement prôné par la France. En mai 1919, en revanche, il demande clairement la « libération » du peuple algérien de sa situation de « paria ».

A Madagascar, le mouvement VVS, aussi restreint soit-il, manifeste un sursaut « national », et on retrouvera dans les chefs de la grande manifestation de 1947 certains de ses membres fondateurs.

En Nouvelle-Calédonie, les survivants des massacres changent de stratégie. Ils vont s'attacher à conserver et transmettre la mémoire de ce qui s'est passé, afin d'entretenir l'esprit de résistance au colonisateur. Grâce au pasteur Maurice Leenhardt, des Kanak ont appris à écrire leurs langues vernaculaires. Ces lettrés rédigent de longues poésies versifiées (la plus importante compte 1 320 vers), des chants, des récits pour que les générations

(19) *Le Soldat occulté. Les Malgaches dans l'armée française 1884-1920*, ouvrage déjà cité.

(20) L'essor des différents mouvements de rejet de la colonisation chez les peuples soumis, après la Première Guerre mondiale, sera analysé dans un prochain article.

futures, et au-delà, les autres peuples, connaissent ce dernier grand soulèvement. Quant aux soldats kanak démobilisés, ils refusent par deux fois la citoyenneté française.

En Indochine, où des mouvements nationalistes existaient avant la guerre, on assiste à leur radicalisation et au développement d'autres mouvements d'opposition à la colonisation...

Ainsi, alors que la métropole s'enorgueillit, au terme d'une guerre dont la victoire a été si difficilement et si laborieusement acquise, d'avoir su mobiliser son empire, celui-ci commence à lui échapper. A l'heure où elle panse ses plaies et tente de masquer le reflux de sa puissance politique et économique, à grand renfort d'expositions coloniales destinées à manifester sa présence sur plusieurs continents, le travail de sape de

son autorité s'organise peu à peu, dans la continuité des révoltes des années de guerre.

Pierre Vidal-Naquet écrit, dans la préface du livre de Gilbert Meynier, *L'Algérie révélée*, que son titre « *définit assez bien son objet*. (Mais que) Naissance d'une nation eût été un autre titre possible, et aussi celui-ci (emprunté) à la tradition de la révolution russe : Répétition générale. (...) Répétition de la guerre mondiale en tant que facteur d'évolution, de transformation du nationalisme algérien. » Amar Ben Moussa, qui, le 30 novembre 1916 dirige une attaque contre une colonne de zouaves pour délivrer soixante-huit conscrits de la commune mixte de Belezma, reprendra les armes contre la puissance coloniale de 1954 à 1960.

Odile Dauphin

Les conférences internationales de Zimmerwald et Kienthal

**Le refus de la guerre
dans le mouvement ouvrier**

La délégation française à Kienthal



Pierre Brizon



Alexandre Blanc



Jean-Pierre Raffin-Dugens

La conférence internationale de Zimmerwald

Le refus de la guerre se manifesta à des degrés divers et sous des formes diverses dans les pays entraînés dans le conflit.

On ne peut que citer quelques exemples, celui de l'Allemagne avec Karl Liebknecht rompant publiquement (1) la discipline de la fraction parlementaire de la social-démocratie en votant contre les crédits de guerre le 2 décembre 1914, celui de la France où le refus s'exprima chez les syndicalistes Rosmer, Monatte, Merrheim, mais qui ne s'exprima pas encore par un vote *en contre* de quelque appartenait au groupe parlementaire socialiste français (il faudra attendre la conférence de Kienthal et ses effets qui se traduisirent le 24 juin 1916, par le vote contre les crédits de guerre des trois députés socialistes qui avaient participé à la conférence : Blanc, Brizon, Raffin-Dugens).

En Grande-Bretagne, il faut citer le vote *contre* dès le début de la guerre de la part de quelques députés membres de l'Independent Labour Party (ILP), et il faut citer aussi l'activité importante de militants comme Keir Hardie, Snowden, Bruce Glasier, MacDonald, membres de la section ILP du Labour Party, section qui avait conservé son autonomie de parole et d'action face au chauvinisme de ce dernier (2).

Les deux seuls députés socialistes serbes voteront contre l'entrée en guerre de leur pays. Position courageuse car la Serbie était un pays opprimé par l'Empire austro-hongrois. Ce dernier, véritable prison des peuples, n'avait pas

grand-chose à envier à son « ennemi héréditaire » (3), l'Empire russe, en matière d'étouffement des libertés, particularités locales mises à part.

Dans la Douma russe, le groupe parlementaire socialiste, mencheviks et bolcheviks unis, vota contre l'entrée en guerre, ce qui valut aux députés du groupe déportation en Sibérie et autres formes de répression dont le régime tsariste avait le secret. Lénine est alors exilé en Suisse et Trotsky en France (jusqu'au début de novembre 1916, date où il sera expulsé vers l'Espagne, d'où il sera expulsé vers les Etats-Unis...).

L'Italie et la Roumanie n'entreront en guerre du côté de l'Entente qu'en mai 1915 pour la première, et en août 1916 pour la seconde, la Bulgarie rejoindra la coalition des Empires centraux et de la Turquie le 5 octobre 1916. Mais les socia-

(1) A noter que quatorze autres députés sociaux-démocrates avaient voté contre les crédits au sein du groupe parlementaire, mais ne se décidèrent pas alors à voter contre en séance.

(2) On notera qu'une personnalité comme Bertrand Russel, philosophe des sciences, sera aussi très active contre la guerre en Grande-Bretagne.

(3) « Si la social-démocratie était en droit de voter quelque part pour la guerre, c'était bien certainement en premier lieu en Serbie. Pour nous cependant, le fait décisif fut que la guerre entre la Serbie et l'Autriche n'était qu'une petite partie d'un tout, rien d'autre que le prologue de la guerre européenne universelle ; et cette dernière ne pouvait avoir nul autre caractère qu'un caractère impérialiste nettement prononcé » (lettre de Douchan Popovitch, citée par Rosmer in *Le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, tome 1, pp. 231-232, édition Librairie du Travail, 1936).

listes de ces pays : le Parti socialiste italien, le Parti socialiste roumain, dirigé par Christian Rakovski (4), et le Parti ouvrier social-démocrate bulgare (socialistes étroits) se positionneront contre la guerre lors de son déclenchement en août 1914.

Tel était, très schématiquement brossé, le tableau des noyaux d'opposition à la guerre existant alors, en rupture avec les forces principales des partis socialistes des grandes puissances, alignés sur la politique de l'impérialisme de leurs pays respectifs.

Des initiatives constitutives du refus

Sur cette base, les deux formations socialistes, celle d'Italie et celle de Suisse, après rencontre à Lugano, le 27 septembre 1914 (5), et après une large discussion — dont le présent travail ne permet pas l'étude, mais qui ne serait pas sans intérêt — avait adopté une résolution unanime qui se concluait ainsi : « *En créant les bases d'une action commune contre la continuation de l'effroyable massacre, de ceux qui ne participent pas à la guerre, mais en subissent les contre-coups, ils demandent aux partis socialistes des pays neutres d'exiger de leurs gouvernements d'entreprendre immédiatement des négociations diplomatiques avec les gouvernements des Etats en guerre, en vue de mettre fin rapidement au massacre des peuples.* »

Le Parti socialiste suisse proposa le transfert provisoire du Bureau socialiste international (BSI) en Suisse. Il demanda à cet organisme de mettre en œuvre cette résolution. Sur ces entrefaites, celui-ci fut transféré en pays neutre, à Amsterdam.

Dans la même période, au milieu de novembre 1914, le Parti socialiste danois communiqua qu'une conférence des socialistes scandinaves et hollandais aurait lieu le 6 décembre 1914 à Copenhague. Les Suisses, invités en qualité d'observateurs, n'y prirent pas part.

Cette conférence adopta des résolutions dont l'une déclarait entre autre :

« *Au moment où l'humanité entière est remplie d'horreur par les dévastations et*

les massacres que cette guerre a multipliés, la conférence désire exprimer la ferme et vigoureuse volonté de paix qui existe dans les populations représentées à la conférence.

La conférence considère que le but principal de sa réunion est de fortifier la volonté publique qui, dans tous les pays, sans doute, réclame la fin de la guerre pour une paix durable, etc. »

A noter que si la résolution protestait contre la violation du droit international au préjudice de la Belgique, elle ne mentionnait pas le sort réservé à la Serbie. Il est possible qu'elle n'ait pas été au courant. En des termes très choisis probablement pour ne pas froisser les susceptibilités des socialistes des pays combattant les uns contre les autres, socialistes auxquels elle s'adressait, elle appelait le BSI à réunir « *aussitôt qu'il le jugera convenable, et au plus tard au début des négociations relatives à la paix, un congrès des partis socialistes pour délibérer sur les exigences que ceux-ci auront à formuler quant aux conditions de paix* ». Dans le même esprit, et sans doute peu à même de développer des considérations pratiques, elle invitait aussi « *les ouvriers à faire tous leurs efforts pour la conquête du pouvoir politique, afin d'écraser l'impérialisme et pour que la social-démocratie internationale puisse accomplir sa mission émancipatrice des peuples !* »

Les socialistes de deux pays, Suisse et Italie, neutres l'un et l'autre en 1914 (l'Italie, cela a déjà été indiqué, n'entrera en guerre qu'en mai 1915), après avoir échoué à faire agir, comme on l'a vu, la II^e Internationale qui avait irrémédiablement volé en éclats, décident de s'orienter vers une réunion de tous les socialistes opposés à la guerre et fidèles

(4) Christian Rakovski dénonça l'attitude des sociaux-démocrates européens lorsqu'éclata la Première Guerre mondiale en 1914. Il exposa son point de vue dans une brochure publiée en français sous le titre : « *Les socialistes et la guerre* ». Il s'agissait de la réponse à une lettre que lui avait adressée Charles Dumas, chef de cabinet de Jules Guesde.

(5) Lire le détail des entretiens in Humbert-Droz, *L'Origine de l'Internationale communiste*, La Baconnière, Neuchâtel, 1968, pp. 94 sq.

aux décisions adoptées par l'Internationale dans ses congrès internationaux avant le conflit.

La formule retenue, plus souple que la précédente, permettait de réunir des groupes d'opposition internes à tel ou tel parti socialiste, de tel ou tel syndicat, voire d'individualités socialistes représentatives d'une résistance à la guerre. La question qui n'était pas encore tranchée par la majorité des participants potentiels, c'était celle de savoir s'il fallait s'orienter vers un « redressement » de la II^e Internationale ou vers la proclamation d'une nouvelle, position qui était celle des militants les plus avancés comme Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg, etc.

Le pôle de résistance à la guerre dans le mouvement ouvrier en France

Il faut noter que la première résistance en France à s'être manifestée est celle de la minorité CGT (Monatte, Rosmer, Merrheim) restée fidèle à un anarcho-syndicalisme ayant rompu avec l'anarchisme proprement dit par souci d'efficacité et esprit de responsabilité, estimant que l'enjeu, dans ce conflit inouï, était bel et bien le devenir historique de la classe ouvrière et donc l'indépendance de classe de son organisation syndicale, niée, foulée au pied par l'Union sacrée.

Cette minorité syndicaliste en France, pour rester fidèle à ses idéaux, a réagi comme elle a pu à la conflagration qui vit exploser l'internationalisme ouvrier, politique et syndical, en tragiques pièces détachées.

Merrheim, de la Fédération CGT des Métaux, resta à son poste, car il avait avec lui la confiance de ses syndiqués. On verra qu'il participera avec Bourderon, de la Fédération du Tonneau, autre opposant à l'Union sacrée, à la conférence de Zimmerwald. Auparavant, dans le journal de sa fédération, *L'Union des Métaux*, parut le manifeste lancé par le groupe de socialistes allemands qui avait pris position contre la guerre et qui comprenait notamment Karl Liebknecht,

Ledebour, Rühle, Mehring, Clara Zetkin et Rosa Luxemburg. L'organe de l'ILP, le *Labour Leader*, du 1^{er} avril, l'avait publié *in extenso* en Grande-Bretagne ; *via* ce journal, il fut connu en France, où *L'Union des Métaux*, après que la fédération, dont elle était l'organe, eut tenté — en vain — d'obtenir sa diffusion par la confédération, le diffusa aux métallos syndiqués — et plus largement aux ouvriers (en ignorant ainsi la censure) à l'occasion du 1^{er} Mai 1915 (6).

Ce sont là quelques-uns des jalons qui, en Allemagne et en France, préparèrent en quelque sorte la conférence qui mérita vraiment le qualificatif d'internationale, celle qui allait avoir lieu à Zimmerwald. On a souligné plus haut la différence entre l'Allemagne et la France quant aux structures porteuses de cette marche en avant.

Il faut signaler aussi deux rencontres qui ont eu leur importance dans ce processus de « recomposition » du mouvement ouvrier.

La conférence des femmes socialistes, qui se tint les 25, 26, 27 mars 1915 à Berne et qui réunit vingt-huit déléguées de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de Russie, d'Italie, de Hollande, de Pologne, de Suisse et de France (Louise Saumoneau), adopta à la majorité une résolution qui commençait ainsi : « *La cause de la guerre actuelle est le capitalisme impérialiste. Elle a été amenée par la concurrence économique des classes gouvernantes et exploiteuses des différents pays qui luttent pour étendre leur exploitation et leur domination au-delà des frontières de chaque nation, cherchant en même temps à pérenniser, par ce moyen, leur pouvoir sur les peuples de leur propre pays* », et se concluait de la sorte : « *L'action des femmes socialistes doit être le précurseur de l'action générale des masses ouvrières pour mettre un terme à la lutte fratricide. Elle doit être un élément important de la reconstitution de l'Internationale ouvrière socialiste.* »

(6) Voir Rosmer, *Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre*, Librairie du travail, 1936, pp. 234 sq.

Une conférence internationale de la Jeunesse socialiste se tint à Berne en avril 1915, avec quatorze délégués de dix pays : Allemagne, Pologne, Hollande, Russie, Bulgarie, Italie, Norvège, Suède, Danemark et Suisse. Malgré une participation numérique limitée, et l'absence de délégués français et autrichiens, cette mini-conférence eut un certain écho en créant un bureau de liaison internationale des organisations de jeunes socialistes et en publiant une revue internationale en trois langues : allemand (*Jugend-Internationale*) italien, scandinave.

Telles furent les étapes préparatoires de Zimmerwald.

Diversité des délégations de Zimmerwald

Quel était l'état d'esprit dominant parmi les opposants du mouvement ouvrier organisé à la guerre ? Tous les socialistes qui désapprouvaient le vote pour les crédits de guerre n'étaient pas sur l'orientation de la nécessité d'une nouvelle Internationale. Il y avait recherche, hésitation sur ce point capital. Seule une minorité préconisait alors une telle perspective, *une minorité dans la minorité* en quelque sorte (minorité en effet, puisque telle était la situation numérique des regroupements opérés dans le Parti socialiste allemand, dans le Labour Party, dans le mouvement syndical français, etc.). La plus grande partie de cette minorité reconnaissait la faillite de l'Internationale, quant à l'attitude vis-à-vis de la guerre, mais certains, parmi ces opposants à la guerre, ne perdaient pas espoir de *redresser* la situation de l'Internationale avec le temps et selon une évolution qu'il fallait favoriser. Et au bout du bout, de devenir politiquement majoritaire chez les opprimés (7).

Beaucoup de nuances existaient donc entre les différents participants. Par exemple, à Zimmerwald, Lénine occupa une place à part. On peut dire que ce qui permit à Lénine d'accepter des compromis

sur les textes adoptés, c'est qu'il avait lui-même déjà défini nettement sa position. Dès lors, il savait ce qui pouvait être provisoirement passé sous silence à partir du moment où ce qui était voté n'entraînait pas en contradiction avec une orientation révolutionnaire. L'avenir allait prouver à la fois la justesse de cette orientation et la pertinence de la stratégie qu'il adopta pour parvenir à son aboutissement. Cependant, on peut dire que cette preuve fut apportée dans une configuration non prévue, et d'ailleurs absolument non prévisible, puisque l'on sait que Lénine (et il n'était pas le seul à avoir ce point de vue) ne pensait pas voir la Russie inaugurer la phase d'éclatement des révolutions prolétariennes, objectif auquel il consacrait toute l'énergie politique dont il était capable pour bâtir avec la classe ouvrière une nouvelle Internationale.

La « petite histoire » de la grande histoire est désormais bien connue. La conférence internationale de Zimmerwald, c'est trente-huit participants acheminés jusqu'au village d'altitude en quatre voitures attelées. C'est onze pays — dont quatre déjà en guerre — représentés : Allemagne, France, Italie, Russie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, Suède et Norvège, Hollande, Suisse, (la délégation britannique prévue avec Jowett et Bruce Glasier (mandatés par l'ILP et une partie du British Socialist Party) ne put pas obtenir ses passeports.

Deux extraits de textes adoptés

Voici un extrait de la déclaration commune des socialistes et des syndicalistes franco-allemands :

« Après un an de carnage, le caractère nettement impérialiste de cette guerre

(7) Comme le répliquait le député Alexandre Blanc, lors du débat historique en France de l'Assemblée nationale, le 24 juin 1916, à ceux qui vociféraient contre les trois kienthaliens, stoïques sous les injures et stigmatisés du mot « *minoritaires !* » destiné à les disqualifier à jamais : « *Nous sommes majoritaires dans les tranchées !* »

s'est de plus en plus affirmé ; c'est la preuve qu'elle a ses causes dans la politique impérialiste et coloniale de tous les gouvernements qui resteront responsables du déchaînement de ce carnage. (...)

Aujourd'hui les chauvins de chaque nation assignent à cette guerre un but de conquête par l'annexion de provinces ou de territoires ; ces prétentions, si elles se réalisaient seraient des causes de guerres futures.

En opposition à ces ambitions, des minorités résolues se sont dressées dans toutes les nations, s'efforçant de réaliser les devoirs affirmés dans les résolutions des congrès socialistes internationaux de Stuttgart, de Copenhague, de Bâle. Il leur appartient aujourd'hui plus que jamais, de s'opposer à ces prétentions annexionnistes et de hâter la fin de cette guerre qui, déjà, a causé la perte de tant de millions de vies humaines, fait tant de mutilés et provoqué des misères si intenses parmi les travailleurs de tous les pays. (...)

Nous déclarons que nous voulons la fin de cette guerre par une paix prochaine, établie sur des conditions qui n'oppriment aucun peuple, aucune nation. Que nous ne consentirons jamais à ce que nos gouvernements respectifs se prévalent de conquêtes qui porteraient fatalement dans leur sein le germe d'une nouvelle guerre. Que nous œuvrerons dans nos pays respectifs, pour une paix qui dissipera les haines entre nations, en donnant aux peuples des possibilités de travailler en commun. »

Pour la délégation française :

Merrheim, Bourderon

Pour la délégation allemande :

Adolf Hoffmann, Georges Ledebour

Voici maintenant un extrait du manifeste adopté par la conférence, rédigé par Léon Trotsky :

« Prolétaires d'Europe

La guerre dure depuis plus d'une année. Des millions de cadavres couvrent les champs de bataille. Des millions d'hommes sont mutilés pour le reste de leur existence. L'Europe est devenue un gigantesque abattoir d'hommes. Toute la civilisation, produit du travail de

plusieurs générations, s'est effondrée. La barbarie la plus sauvage triomphe aujourd'hui sur tout ce qui était l'orgueil de l'humanité.

Quels que soient les responsables immédiats du déchaînement de cette guerre, une chose est certaine : la guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l'impérialisme. Elle est issue de la volonté des classes capitalistes de chaque nation de vivre de l'exploitation du travail humain et des richesses naturelles de l'univers. De telle sorte que les nations économiquement arriérées ou politiquement faibles tombent sous le joug des grandes puissances, lesquelles essaient, dans cette guerre, de remanier la carte du monde par le fer et par le sang, selon leurs intérêts. (...)

Les capitalistes de tous les pays, qui frappent dans le sang des peuples la monnaie rouge des profits de guerre, affirment que la guerre servira à la défense de la patrie, de la démocratie, à la libération des peuples opprimés. Ils mentent. La vérité est qu'en fait, ils ensevelissent, sous les foyers détruits, la liberté de leurs propres peuples en même temps que l'indépendance des autres nations. De nouvelles chaînes, de nouvelles charges, voilà ce qui résultera de cette guerre, et c'est le prolétariat de tous les pays, vainqueurs et vaincus, qui devra les porter.

Accroissement du bien-être, disait-on, lors du déchaînement de la guerre. Misère et privations, chômage et renchérissement de la vie, maladies, épidémies, tels en sont les vrais résultats. Pour des dizaines d'années, les dépenses de la guerre absorberont le meilleur des forces des peuples, compromettent la conquête des améliorations sociales et empêcheront tout progrès.

Faillite de la civilisation, dépression économique, réaction politique, voilà les bienfaits de cette terrible lutte des peuples.

La guerre révèle ainsi le caractère véritable du capitalisme moderne qui est incompatible, non seulement avec les intérêts des classes ouvrières et les exigences de l'évolution historique, mais aussi avec les conditions élémentaires d'existence de la communauté humaine. (...)

Pendant de longues années, le prolétariat socialiste a mené la lutte contre le militarisme ; avec une appréhension croissante, ses représentants se préoccupaient dans leurs congrès nationaux et internationaux des dangers de guerre que l'impérialisme faisait surgir, de plus en plus menaçants. A Stuttgart, à Copenhague, à Bâle, les congrès socialistes internationaux ont tracé la voie que doit suivre le prolétariat.

Mais, partis socialistes et organisations ouvrières de certains pays, tout en ayant contribué à l'élaboration de ces décisions, ont méconnu, dès le commencement de la guerre, les obligations qu'elles leur imposaient. Leurs représentants ont entraîné les travailleurs à abandonner la lutte de classe, seul moyen efficace de l'émancipation prolétarienne. Ils ont accordé aux classes dirigeantes les crédits de guerre ; ils se sont mis au service des gouvernements pour des besognes diverses ; ils ont essayé, par leur presse et par des émissaires, de gagner les neutres à la politique gouvernementale de leurs pays respectifs ; ils ont fourni aux gouvernements des ministres socialistes comme otages de l'"Union sacrée". Par cela même ils ont accepté, devant la classe ouvrière, de partager avec les classes dirigeantes les responsabilités actuelles et futures de cette guerre, de ses buts et de ses méthodes. Et de même que chaque parti, séparément, manquait à sa tâche, le représentant le plus haut des organisations socialistes de tous les pays, le Bureau socialiste international manquait à la sienne. (...)

Nous nous sommes réunis pour renouer les rapports internationaux entre les prolétariats des divers pays, rappeler à la classe ouvrière son devoir envers elle-même et l'entraîner dans la lutte pour la paix. Il s'agit d'engager une action pour une paix sans annexions et sans indemnités de guerre. (...)

Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphelins, blessés et estropiés, à

vous tous, victimes de la guerre, nous disons par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

On signalera aussi l'adresse d'« ardente sympathie » envoyée « aux victimes innombrables de la guerre, au peuple polonais, au peuple belge, au peuple juif, au peuple arménien, aux millions d'êtres humains se débattant dans d'atroces souffrances », le salut « à la mémoire du grand socialiste Jaurès, première victime de la guerre », l'ardente et fraternelle sympathie exprimée « aux membres de la Douma exilés en Sibérie », aux camarades Liebknecht et Monatte, à Clara Zetkin et Rosa Luxemburg, etc.

Un mot encore avant de conclure sur Zimmerwald qui, comme on sait, est ensuite devenu comme un cri de ralliement des révolutionnaires, une sorte de symbole pour le patient travail de regroupement préparatoire aux gigantesques affrontements de classes que le sort de l'humanité a mis et met plus que jamais à l'ordre du jour. Avec Zimmerwald, il s'est agi de la première rencontre de militants socialistes pouvant parler au nom du mouvement ouvrier dans son ensemble. A ce titre, c'est véritablement une date d'une extrême importance. Certes, sur le moment, il fallait une belle confiance dans les ressources de la lutte des classes pour l'apprécier comme un jalon décisif de la reconstruction du mouvement ouvrier, mais le fait est que cet événement, minuscule pour celui qui garde les yeux fixés sur les grands de ce monde et prend l'apparence chatoyante pour la substance du réel, parfois grise, mais toujours déterminante, est un événement tout à fait considérable pour l'histoire du prolétariat et donc de l'humanité.

La conférence internationale de Kienthal

Plus de six mois plus tard, les 24-30 avril 1916, se tenait à Kienthal, autre village perdu des Alpes bernoises, la seconde conférence internationale, qui regroupa quarante-quatre délégués mais qui était représentative de beaucoup d'autres empêchés de participer (comité pour la reprise des relations internationales, Fédération nationale des syndicats des instituteurs : sans passeport ; une nouvelle fois, le gouvernement anglais refusa leurs passeports aux délégués désignés par l'ILP et le BSP.

Numériquement et politiquement, Kienthal marque un progrès sur Zimmerwald.

L'un des organisateurs de la conférence, le socialiste suisse Robert Grimm, appréciait ainsi la conférence :

« Afin de prévenir les malentendus, les fausses interprétations et les critiques sans fondement, les solutions proposées en septembre dans les résolutions de Zimmerwald devaient être approfondies et éclaircies. Une exacte délimitation était d'autant plus nécessaire, aussi bien du côté des pacifistes bourgeois que celui des social-patriotes, afin que l'action gagnât en clarté. Il s'agissait surtout de l'action pour la paix, centre de tout le débat (...). Les travailleurs doivent savoir dans quelle direction, avec quels moyens et dans quelles conditions ils doivent mener la lutte pour la paix.

Une résolution prise à l'unanimité cherche à répondre brièvement à cette question.

Les buts de la guerre se dégagent des causes de la guerre. Ces buts sont subordonnés aux intérêts capitalistes ; en se réalisant, ils ne peuvent supprimer les causes de guerre, ni par suite établir une paix durable. La paix durable ne peut non plus être atteinte tant qu'à côté des moyens qu'on préconise contre la guerre subsistera le régime capitaliste. C'est pourquoi la résolution repousse les solutions proposées par les pacifistes bourgeois, parce que ces solutions sont purement illusoire, apportant la confusion au lieu de la clarté, et qu'elles détournent les ouvriers de la seule arme efficace pour la conquête de la paix, la lutte de classe.

(...) Développant la pensée du manifeste de Zimmerwald, la résolution ne dit pas seulement aux ouvriers qu'ils doivent combattre, elle cherche également à leur expliquer pourquoi ils doivent le faire : non pas pour laisser le monde tel qu'il était avant la guerre, mais pour le transformer dans le sens du socialisme ; non pas pour fortifier la position des ennemis du socialisme, comme le font inconsciemment et par défaut de volonté les socialistes de gouvernement. »

La conférence résolut de ne pas quémander pour la énième fois une réunion du Bureau socialiste internationale de la II^e Internationale (BSI aux mains des Alliés) mais de considérer, explique Grimm, que *« l'action internationale doit naître directement des masses de chaque pays, et d'elle-*

même. C'est seulement après qu'un centre international peut exercer une action efficace. C'est pour cette raison que la Conférence renonça à exiger la convocation immédiate du Bureau. Une fois le mouvement commencé dans chaque parti national, l'action centrale de coordination se fera d'elle-même. Mais ce ne pourra plus être pour le socialisme patriote, ce sera pour une œuvre vraiment socialiste, qui ne sera dirigée ni par un Scheidemann, ni par un Vandervelde (8) » (9).

Ainsi était dégagée la voie pour une troisième Internationale, ce qui était un sérieux pas en avant par rapport à Zimmerwald qui n'avait pas pu encore aborder, sinon dans les discussions internes, du moins dans les textes adoptés, ce problème décisif. La conférence de Kienthal vota aussi à l'unanimité un manifeste (cf. infra) préparé par le député français Pierre Brizon (10), *Aux peuples qu'on ruine et qu'on tue*, qui, écrit Grimm, « fit retentir à nouveau le cri de : guerre à la guerre !, après avoir dit ce qui est, jusqu'à aujourd'hui, sorti de la guerre, et avoir rappelé les devoirs que la situation présente impose. Cet appel s'en est remis aux deux résolutions pour exprimer le nécessaire sur le caractère historique de la guerre ; il va sensiblement plus loin que le premier manifeste de Zimmerwald. Il exige en effet un armistice immédiat, le refus de tout crédit de guerre (11), la lutte ouverte contre les conséquences sociales et économiques de la guerre. »

A l'époque de Zimmerwald, il n'y avait encore de scission ouverte dans aucun des pays « dirigeants ». Au moment de Kienthal, la scission était un fait en Italie, en Russie, en Bulgarie. La scission était accomplie ou en voie d'accomplissement en Allemagne, en Grande-Bretagne. Certes, les effectifs concernés étaient souvent faibles, mais toujours prometteurs, comme en Allemagne. Dans ce contexte, on comprend que la gauche zimmerwaldienne (dont le chef de file était Lénine) ait jugé indispensable de voter avec les autres courants partie prenante de Kienthal des positions qu'elle considérait comme insuffisantes, mais

non contradictoires avec les principes qui l'animaient en tant que gauche révolutionnaire.

Voici le manifeste de Kienthal.

“Aux peuples qu'on ruine et qu'on tue”
(Extraits)

« Prolétaires de tous les pays unissez-vous !

Deux ans de guerre mondiale ! Deux ans de ruines ! Deux ans de massacres ! Deux ans de réaction !

(...) Après avoir couché dans la tombe de millions d'hommes, désolé des millions de familles, fait des millions de veuves et d'orphelins, après avoir accumulé ruines sur ruines et détruit irrémédiablement une partie de la civilisation, cette guerre criminelle s'est immobilisée.

(...) NI VAINQUEURS, NI VAINCUS, ou plutôt TOUS VAINCUS, c'est-à-dire tous saignés, épuisés : tel sera le bilan de cette folie guerrière. Les classes dirigeantes peuvent ainsi constater la vanité de leurs rêves de domination impérialiste.

Travailleurs des villes et des champs !

(...) Vos gouvernements, les cliques impérialistes et leurs journaux vous disent qu'il faut “tenir jusqu'au bout” pour libérer les peuples opprimés. C'est une des plus grandes fourberies imaginées par nos maîtres, pour la guerre. Le but de cette boucherie mondiale est, pour les uns, de s'assurer

(8) Scheidemann, social-démocrate allemand, incarnant le côté « Empires centraux » (Allemagne, Autriche-Hongrie) de la IIe Internationale, Vandervelde en incarnant le côté des Alliés (France, Grande-Bretagne, Russie).

(9) Cf. Robert Grimm dans le recueil EDHIS, tome 5, le Comité pour la reprise des relations internationale, pp. 12 à 15.

(10) Trois députés français participèrent à titre personnel à la conférence de Kienthal, Alexandre Blanc, député du Vaucluse, Pierre Brizon, député de l'Allier, Jean-Pierre Raffin-Dugens, député de l'Isère.

(11) Les trois députés français, de retour de Kienthal, votèrent contre les crédits de guerre et exigèrent le départ du gouvernement des ministres socialistes.

la possession du butin qu'ils ont rassemblé pendant des siècles et au cours d'autres guerres ; pour les autres d'aboutir à un nouveau partage du monde, afin d'augmenter leur lot en annexant des territoires, en écartelant des peuples, en les rabaisant au niveau des parias.

Vos gouvernements et vos journaux vous disent qu'il faut continuer la guerre pour tuer le militarisme.

Ils vous trompent. Le militarisme d'un peuple ne peut être ruiné que par ce peuple lui-même. Et le militarisme devra être ruiné dans tous les pays.

Vos gouvernements et vos journaux vous disent encore qu'il faut prolonger la guerre pour qu'elle soit la "dernière guerre".

Ils vous trompent toujours. Jamais la guerre n'a tué la guerre. Au contraire, en excitant les sentiments et les intérêts de "revanche", la guerre prépare la guerre, la violence appelle la violence.

(...) Il n'y a qu'un moyen définitif d'empêcher les guerres futures !

C'est la conquête du gouvernement et de la propriété capitaliste par les peuples eux-mêmes.

La "paix durable" sera le fruit du Socialisme triomphant.

(...) L'injustice sociale et le système des classes sont encore plus visibles dans la guerre que dans la paix.

Dans la paix, le régime capitaliste ne dérobe aux travailleurs que son bien-être ; dans la guerre, il lui prend tout puisqu'il prend la vie.

Assez de morts ! Assez de souffrances !

**

(...) Aujourd'hui, des centaines de milliards sont jetés au gouffre de la guerre et perdus ainsi pour le bien-être des peuples, pour les œuvres de civilisation, pour les réformes sociales, qui auraient amélioré votre sort, favorisé l'instruction et atténué la misère.

(...) Que dans tous les pays belligérants, les femmes et les hommes des usines et des champs se dressent contre la guerre et ses conséquences, contre la misère et les privations, contre le chômage et la cherté de la vie ! Qu'ils élèvent la voix pour le rétablissement

des libertés confisquées, pour les lois ouvrières et pour les revendications agraires des travailleurs des champs.

(...) Exercez, contre la guerre, le maximum de pression possible sur vos élus, sur vos Parlements, sur vos gouvernements.

Exigez la fin immédiate de la collaboration socialiste aux gouvernements capitalistes de guerre ! Exigez des parlementaires socialistes qu'ils votent désormais contre les crédits demandés pour prolonger la guerre.

Par tous les moyens en votre pouvoir, amenez la fin de la boucherie mondiale.

Réclamez un armistice immédiat ! Peuples qu'on ruine est qu'on tue, debout contre la guerre !

(...) A bas la guerre !

Vive la paix ! — la paix immédiate et sans annexions.

Vive le socialisme international !

1^{er} Mai 1916 »

Eléments pour un bilan

La conférence de Kienthal réalisa donc un pas en avant dans le regroupement des forces conscientes du but à atteindre : aider les travailleurs dans chaque moment des luttes des classes existantes ou à venir. Les plus avancés des militants ayant participé à Kienthal eurent là un point d'appui pour décupler leurs efforts en vue de favoriser la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Dix mois plus tard, un premier coup de tonnerre politique et social éclatait avec le renversement par les masses du régime tsariste. La guerre continuait certes, mais, en profondeur, se construisait une autre combinaison politique des forces sociales que grèves, manifestations parmi les civils, mutineries parmi les soldats, devaient exprimer avec force. Zimmerwald et Kienthal trouvaient là leur pleine signification à l'échelle des millions et millions qui montèrent alors « à l'assaut du ciel », comme Marx l'avait dit des communards de Paris.

S'ouvrait alors une nouvelle page de l'histoire.

Pierre Roy



L'Ukraine de 1939 à 1990.

Ukraine

**Un mélange inextricable
de mythe et de réalité**

Ce numéro comporte un dossier sur l'Ukraine composé de deux documents de nature et de portée différentes :

- Un rappel historique des conditions difficiles dans lesquelles se sont formées l'idée nationale ukrainienne et la revendication de l'indépendance de l'Ukraine.
- Un article, « *La question ukrainienne* », rédigé par Trotsky le 22 avril 1939, publié pages 123-131 du tome 21 des *Œuvres* édité par l'Institut Léon Trotsky. Trotsky s'y prononçait pour l'indépendance de l'Ukraine.

L'article qui est ici reproduit a alors suscité une polémique qui a amené Trotsky à répondre dans deux articles : « *L'indépendance de l'Ukraine et les brouillons sectaires* » (pages 327-339 du même volume) et « *Les féodalistes démocrates et l'indépendance de l'Ukraine* » (pages 363-365).

Dans le premier article, il souligne :
 « *Le droit à l'autodétermination nationale est bien entendu un principe démocratique et pas socialiste. Mais les principes authentiquement démocratiques ne sont soutenus et réalisés à notre époque que par le prolétariat révolutionnaire ; c'est pour cette raison même qu'ils sont aussi étroitement entrelacés avec les tâches socialistes* » (p. 328).

Dans le second article il résume les critiques formulées par le journal de Kerensky, l'ancien chef du gouvernement provisoire bourgeois de 1917, *Novaia Rossia*, en une phrase :
 « *Ce journal ne décolère pas à propos du fait que j'ai pris position sans réserves pour le soutien du peuple ukrainien dans sa lutte pour l'indépendance en tant qu'Etat.* »

Et il résume la position de ces démocrates bourgeois qualifiés par lui de féodaux chauvins, qui dénoncent l'atteinte portée aux frontières de l'URSS en cas d'indépendance de l'Ukraine par la formule suivante :

« *En gros c'est une nation de second ordre dans la mesure où le destin de l'Ukraine doit être déterminé par les intérêts de la Russie, c'est-à-dire de la majorité grand-russe.* »

Certes, depuis lors, la chute et la dislocation de l'URSS provoquées par la nomenklatura restée à la tête de l'Ukraine d'aujourd'hui et étroitement soumise à l'impérialisme ont changé les conditions politiques dans lesquelles cette revendication, toujours actuelle, peut se réaliser.

Ukraine

Un mélange inextricable de mythe et de réalité

L'histoire de la nation ukrainienne est un mélange de façon parfois inextricable mythe et réalité. Les historiens ukrainiens font souvent remonter l'histoire de l'Ukraine à la fin du X^e siècle après Jésus-Christ. Lorsque la Rada, dont les deux tiers des députés appartiennent au PC ukrainien, vote, le 24 août 1991, pour l'indépendance de l'Ukraine par 346 voix contre une et trois abstentions, la résolution fait allusion à une tradition étatique millénaire. Ainsi, le billet de un grivna porte le portrait de Volodimir (Vladimir) le Grand, le prince de Kiev qui, à la fin du X^e siècle après J.-C., unifia sous son sceptre toute une série de tribus slaves païennes et leur imposa le christianisme orthodoxe. Cet empire portait le nom de Rous.

Le billet de deux grivnas comporte le portrait de son fils Iaroslav le Sage, qui régna à la fin de la première moitié du XI^e siècle. Le billet de 5 grivnas comporte le portrait de Bogdan Khmelnytsky, le chef cosaque qui, au milieu du XVII^e siècle, organisa l'insurrection des cosaques contre la domination polonaise et signa avec le tsar russe un accord plaçant les territoires qu'il contrôlait sous la protection de la Russie. La statue de Bogdan Khmelnytsky a beau se dresser en

plein centre de Kiev, l'idée d'une nation ukrainienne était étrangère à ce chef cosaque comme à l'ataman cosaque Mazeppa qui, au début du XVIII^e siècle, se dressa contre Pierre le Grand pour secouer sa tutelle et fut battu avec Charles XII de Suède à Poltava.

Pourtant, l'idée d'une nation ukrainienne n'est apparue qu'au début du XIX^e siècle, et l'ensemble des territoires sur lesquels vivent des Ukrainiens n'ont été rassemblés pour la première fois au sein d'un ensemble géographique unique qu'en 1945 dans la République socialiste soviétique d'Ukraine, qui n'avait que des attributs formels d'un Etat indépendant. Et l'Ukraine n'existera comme Etat formellement indépendant qu'à partir de décembre 1991, lors de la dissolution de l'Union soviétique signée par Boris Eltsine et les représentants de l'Ukraine et de la Biélorussie.

Le terme d'Ukraine (Ukraina) apparaît, lui, à la fin du XVI^e siècle, à la fin de l'occupation mongole, quand les royaumes de Lituanie et de Pologne fusionnent en un royaume unique, dominé par l'aristocratie polonaise, au sein duquel sont intégrés l'essentiel des territoires jadis soumis aux princes de Kiev. Ukraina signifie : « *Le territoire*

frontalier ». Ses habitants sont désignés sous le vocable de *roussinskie*, traduit en français par ruthènes. Le terme d'Ukraine désigne alors une entité territoriale et non une identité nationale même embryonnaire. Ce territoire frontalier, confronté aux incursions des Tatares installés en Crimée depuis le XIV^e siècle, va donner naissance à une formation sociale particulière : celle des cosaques, paysans libres et armés (le mot cosaque vient d'un mot turc qui veut dire homme libre), qui assurent la défense de ses territoires contre les incursions tatares. Au lendemain de la révolte cosaque de Khmelnitsky, qui, d'abord dressée contre les nobles polonais, s'était muée en mouvement social de paysans libres contre les grands propriétaires fonciers polonais et en guerre de religion d'orthodoxes contre les catholiques et les juifs, Khmelnitski crée un éphémère Etat autonome ukrainien cosaque. Mais « ukrainien », dans cet intitulé, a un sens essentiellement géographique, même s'il regroupe des populations slaves parlant des dialectes très voisins issus du vieux slave ou slavon. Le contenu est celui de « cosaque ».

Par le traité de Pereslav signé en 1654, cet Etat autonome cosaque se place sous la protection de la Russie et perd toute autonomie après la défaite de Mazeppa. Les autorités russes qualifient cet Etat de Petite Russie et ses habitants de petits-russes. Au moment, en 1659, où se forme le royaume unifié de Lituanie et de Pologne, dominé par l'Eglise catholique alors que la vieille Rous a adopté l'orthodoxie byzantine, se constitue, sous la pression du clergé polonais, une Eglise gréco-catholique dite « Uniate », qui observe les rites orthodoxes mais reconnaît l'autorité du Vatican, Eglise qui s'implantera surtout en Ukraine occidentale, en Galicie et jouera un rôle important tout au long de l'histoire de l'Ukraine.

Cette indifférenciation du contenu national est une réalité générale jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, lorsque la Révolution française puis le développement du capitalisme et la formation de bourgeoisies nationales donneront une vive impulsion à l'idée de nation.

Une idée nationale tardive

L'Ukraine restera longtemps en dehors de ce processus pour deux raisons : c'est une terre divisée entre plusieurs royaumes (la Pologne, la Russie et la Roumanie, puis, après les trois partages de la Pologne en 1775, 1793 et 1795, la Russie, l'Autriche-Hongrie et la Roumanie) ; ensuite, en 1783, l'année où elle arrache la Crimée à l'Empire ottoman, Catherine II interdit aux paysans qui constituent l'écrasante majorité des Ukrainiens de quitter les terres seigneuriales ; cette population paysanne, réduite à l'état de servage jusqu'au début des années 1860 dans la partie très majoritaire de l'Ukraine intégrée à l'Empire russe, reste en dehors du développement de l'industrialisation. Les paysans serfs, de par leur condition sociale, ne peuvent développer de conscience nationale, puisque le serf est un objet vendable à merci, qualifié d'« âme ». Après l'abolition du servage, ces paysans rejettent les lourdes indemnités qu'ils doivent payer à leurs anciens maîtres et ont une soif inextinguible de terres, que l'abolition du servage n'a fait qu'accroître tant les lopins qui leur étaient attribués étaient misérables (de un à trois hectares pour des familles nombreuses).

L'idée nationale ukrainienne, qui se forme au début du XIX^e siècle, concerne donc surtout de maigres couches urbanisées, une petite intelligentsia symbolisée par l'écrivain et peintre Taras Chevtchenko, fondateur d'une langue ukrainienne littéraire, dont la modeste naissance inquiète fort le tsar Nicolas I^{er} qui exile Chevtchenko et lui interdit d'écrire en ukrainien et même de peindre. Cette intelligentsia publie des revues littéraires et historiques en ukrainien, à diffusion modeste, pour promouvoir une langue ukrainienne alors éclatée en dialectes voisins parlés par des paysans, alors que l'intelligentsia parle russe. Ainsi, l'ukrainien Gogol écrit toute son œuvre en russe. Même en Galicie autrichienne où la monarchie de cet empire multinational se montre plus libérale, le nationalisme ukrainien est encore balbutiant et beaucoup plus marqué par l'influence du clergé uniate.

Cette réalité poussera Rosa Luxemburg à affirmer que la question ukrainienne était l'invention d'une poignée d'intellectuels et n'avait aucune réalité historique.

Les conséquences de la révolution russe

Au lendemain de février 1917 se développe en Ukraine une aspiration à l'autonomie au sein d'une république confédérée. Les partis démocratiques ukrainiens créent une Rada centrale qui ignore l'aspiration des paysans à se partager les terres des grands propriétaires terriens. Au lendemain d'Octobre, la Rada centrale proclame la République populaire ukrainienne que les Allemands et les Autrichiens reconnaissent à Brest-Litovsk pour signer avec elle une paix séparée. Mais ils ont besoin de mettre la main sur les ressources agricoles du pays pour nourrir les populations affamées de leurs deux empires. Ils renversent donc le gouvernement et installent un ataman, Skoropadsky. La guerre civile qui ravage l'Ukraine pendant plus de trois ans et dresse les uns contre les autres les blancs, commandés par Anton Denikine, qui veulent restaurer la Russie une et indivisible, et là où ils s'installent reprennent les terres aux paysans et interdisent l'emploi de l'ukrainien, les nationalistes ukrainiens commandés par Petlioura, l'Armée rouge bolchevique et les bandes de paysans insurgées, dits « les verts », dont la plus connue est l'armée de l'anarchiste paysan Makhno. L'Armée rouge contrôle l'Ukraine à la fin de 1920... Les blancs de Denikine et les nationalistes de Petlioura déchaînent les plus vastes pogromes antijuifs de la période prénazie, auxquels se livrent parfois les groupes anarchistes paysans de Makhno et la cavalerie rouge de Boudionny qui comprend des cosaques.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale et de la paix de Riga signée entre l'URSS et la Pologne en 1921, les Ukrainiens sont divisés entre cinq Etats : l'URSS (qui en rassemble près des quatre cinquièmes), la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Hongrie. La victoire des bolcheviks débouche sur la création d'une République socialiste

soviétique d'Ukraine, où les bolcheviks mènent, dès 1923, une politique dite d'ukrainisation poursuivie jusqu'au début des années 1930. Lénine développe des positions « fédéralistes » (opposées aux positions centralistes staliniennes favorables à l'autodétermination). Aujourd'hui les maïdanistes détruisent les statues... sans savoir que c'est sous son impulsion que la langue ukrainienne a été enseignée comme jamais auparavant, ni ailleurs dans les territoires ukrainiens sous occupation polonaise ou roumaine.

L'ukrainisation

Tous les employés de l'Etat doivent sous peine de licenciement apprendre l'ukrainien dans un délai d'un an. L'enseignement et les publications en ukrainien sont systématiquement développés. En 1926, le nouveau secrétaire du PC ukrainien, Kaganovitch, exige que tout l'appareil de l'Etat soit ukrainisé. Toutes ces mesures aboutissent à ce qu'en 1927, 70 % des actes officiels sont rédigés en ukrainien, contre 20 % en 1925 ; en réponse à un sondage, 39,8 % des employés de l'Etat affirment connaître bien l'ukrainien, 31,7 %, de façon satisfaisante (ce qui est sans doute exagéré). Plus certain : en 1929, 83 % des écoles primaires et 66 % des écoles dites moyennes ou collèges délivraient leur enseignement en ukrainien. En 1932, 88 % des publications périodiques et 77 % des livres publiés en Ukraine l'étaient en ukrainien. La même politique était appliquée vis-à-vis des juifs, vivant nombreux en Ukraine, avec le développement d'écoles et de publications en yiddish au même rythme. L'historien canadien d'origine ukrainienne Serguei Ekeltchik conclut de ces faits : « *Le pouvoir soviétique a contribué à l'achèvement du processus de formation d'une nation ukrainienne.* »

La bureaucratie soviétique s'en inquiète ; Staline, en 1932, met fin à la politique d'ukrainisation (comme au développement du yiddish). Coïncidence, l'hiver 1932-1933 est marqué en Ukraine par une famine terrible. La conjonction des deux événements débouche en 1933 sur le suicide de Nicolas Skrypnyk,

dirigeant du PC ukrainien favorable à l'ukrainisation, et de l'écrivain Khvylevoï, grand défenseur et promoteur de la culture et de la littérature ukrainiennes. Une politique de russification se met lentement en place.

En mars 1939, après avoir dépecé la Tchécoslovaquie et mis la main sur sa province de Ruthénie autonome, Hitler lance un projet de Grande Ukraine dirigé contre l'URSS, qu'il abandonne dès qu'il décide de se rapprocher de Staline. En avril 1939, Trotsky écrit : « *La question ukrainienne est destinée à jouer dans un avenir proche un rôle énorme dans la vie de l'Europe* », et se prononce pour l'indépendance de l'Ukraine et pour la création d'une république socialiste d'Ukraine contre la dictature de la bureaucratie stalinienne.

En septembre 1939, l'URSS envahit la Pologne et conquiert la Galicie, puis, en 1940, elle conquiert deux territoires roumains habités par des Ukrainiens, la Bessarabie du Sud et le Bucovine du Nord.

L'été 1941, la paysannerie ukrainienne accueille d'abord avec sympathie les soldats de la Wehrmacht, qui comporte deux bataillons ukrainiens (galiciens) formés sous l'égide de l'OUN-Bandera, l'autre branche de l'OUN (1), de Melnik, s'engageant dans une collaboration plus systématique avec l'occupant, avec le concours du comité central ukrainien installé à Cracovie. Les nationalistes de l'OUN, dirigés par Stepan Bandera, proclament même, à Lvov (Lviv), une éphémère république ukrainienne « indépendante » sous sa protection. Stetsko devient chef de ce gouvernement indépendantiste proclamé le 30 juin à Lvov. En même temps que la proclamation de cet « Etat » ukrainien explicitement dévoué à Adolf Hitler, les premiers pogromes se déchaînent « spontanément » à Lvov et ailleurs, à l'instigation des nazis et avant que les « Einsatzgruppen » n'interviennent pour l'extermination systématique des juifs, tsiganes, pour ce qu'ils sont, et des communistes, pour ce qu'ils représentent.

L'OUN-Melnik, soutenue par l'Eglise uniate, participe à la création, le 28 avril 1943, de la division Waffen SS « Galit-

china » (Galiziens) qui convergera plus tard (début 1945), avec d'autres formations nazies, dans une éphémère « Armée nationale ukrainienne » (UNA), dont la plupart des combattants, anciens SS, se rendront aux Alliés anglo-américains qui les aideront à émigrer au Canada. Mais les nazis, désireux de réduire les Ukrainiens en esclavage, liquident aussitôt cet Etat fantôme et jettent en prison son chef autoproclamé, Stetsko, et Bandera, qu'ils libéreront à la fin de 1944. L'OUN crée alors une armée insurrectionnelle, l'UPA, dont les maquis se battent d'abord modérément contre la Wehrmacht, puis se battront farouchement contre l'Armée rouge, dès que celle-ci entamera sa marche en avant au printemps 1943.

Les combattants de l'UPA ont poursuivi la lutte contre la soviétisation jusqu'en 1950 (et de petits groupes jusqu'en 1954), tandis que les SS et autres collaborateurs nazis de l'OUN ont reflué avec les troupes allemandes en 1944 ou se sont rendus aux Anglo-Américains, de façon à pouvoir rejoindre la diaspora des Amériques (et d'Australie). L'OUN n'est pas le mouvement national ukrainien mais seulement son aile radicale, d'idéologie fasciste, fondée en 1929. Elle a été formée en Galicie (sous régime polonais) sur la base d'un programme dit du « nationalisme intégral ». Elle est longtemps restée un phénomène « galicien », mais de nos jours, la plupart des nationalistes ukrainiens se réclament de son héritage, tout en soulignant la conversion ultérieure de l'OUN aux « idéaux démocratiques ».

Compagnon d'armes de Bandera et consacré comme lui « héros national » au lendemain de la révolution orange de 2004, Roman Choukevitch commande successivement un bataillon ukrainien de la Wehrmacht (1941), un bataillon de police « Schutzmannschaft 201 » affecté à la répression des partisans en Biélorussie

(1) L'**Organisation des nationalistes ukrainiens** ou **OUN**. En 1940, l'Organisation des nationalistes ukrainiens se scinde en deux branches, celle de **Stepan Bandera** (OUN-B) et celle d'**Andry Melnyk** (OUN-M). En octobre 1942, la branche armée de l'OUN, l'UPA, est créée (l'**Armée insurrectionnelle ukrainienne** d'**Andry Melnik** est quant à elle créée au printemps 1943). Des deux branches, l'OUN-B et l'UPA de **Stepan Bandera** fut de loin la plus importante et finit par absorber la seconde en juillet-août 1943.

(1941-1942), puis l'Armée des Insurgés (OUN-UPA) fondée par lui et « au nom de Bandera », en octobre 1943. L'OUN dans son ensemble, l'OUN-Bandera et l'UPA en particulier, participent au génocide nazi. L'UPA extermine les civils polonais en Volhynie en 1943. Si elle combat prioritairement l'Armée rouge, les partisans et les armées polonaises, l'UPA se heurte également aux occupants nazis, non par divergence sur les buts du III^e Reich d'anéantir le judéo-bolchevisme, mais en raison du refus de Hitler d'accéder aux demandes d'Etat indépendant (sous protectorat nazi). Ces demandes, encouragées avant-guerre par certains cercles nazis — notamment Alfred Rosenberg et l'Abwehr — étaient évidemment incompatibles avec le « General Ostplan » de Berlin qui était de coloniser l'URSS et d'éliminer physiquement ou de réduire en esclavage les « Untermenschen », Ukrainiens compris.

Le nationalisme russe stalinien

Au lendemain de la victoire sur les nazis, Staline développe un nationalisme russe qui va marquer de plus en plus la nomenklatura et dont le nationalisme affiché de Poutine est un héritage. Ce nationalisme russe débouche sur un antisémitisme de plus en plus brutal à partir de 1949 et sur une politique accélérée de russification en Ukraine. Khrouchtchev, évoquant la déportation de cinq des quelque douze peuples déportés par Staline entre 1937 et 1944, déclarera dans son rapport secret de février 1956 au XX^e Congrès du PCUS : « *Les Ukrainiens n'ont évité ce sort que parce qu'ils étaient trop nombreux et qu'il n'y avait pas d'endroit où les déporter. Sinon ils auraient été déportés eux aussi.* » Cette plaisanterie qui fait rire le congrès reflète de façon caricaturale l'aversion de Staline pour toute affirmation nationale des Ukrainiens.

En 1945, la défaite de l'Axe et des gouvernements liés à Berlin permet à l'URSS de consolider ces conquêtes territoriales : pour la première fois dans l'histoire, l'ensemble des territoires majoritairement peuplés d'Ukrainiens

sont rassemblés dans une République ukrainienne dotée d'attributs de souveraineté purement formels (l'Ukraine a un représentant à l'ONU et un ministre des Affaires étrangères). Mais les maquis nationalistes de l'UPA tiennent de nombreux villages jusqu'au début des années 1950, comme en Lituanie.

La guerre a ravagé l'Ukraine, détruit ses grandes villes et la majorité de ses villages, de ses fermes, de ses usines. Un jour de l'été 1945, Khrouchtchev descend dans son village natal où il découvre un spectacle désolant qu'il décrira devant le comité central en 1957. « *Ils n'avaient pas de chevaux, pas de charrettes, pas de pain. (...) Ils ne veulent pas travailler dans le kolkhoze. Pour leur travail, ils ne reçoivent que des nêfles.* »

De 1945 à la chute de l'URSS, l'Ukraine est soumise à une politique de russification aggravée par le combat impitoyable contre les maquis de Bandera qui mobilisent des milliers d'hommes et bénéficient dans l'Ukraine occidentale de la complicité d'une bonne partie de la population paysanne. Un bref moment sous l'impulsion de Beria, conscient de l'ampleur de la crise économique, sociale et politique qui ravage l'URSS à la mort de Staline, le Kremlin tentera de desserrer un peu l'étreinte. Le 26 mai 1953, Beria fait adopter par le présidium une décision qui souligne les échecs de la répression dans les provinces occidentales de l'Ukraine. De 1944 à 1952, souligne-t-il, plus d'un demi-million d'habitants en ont été victimes ; 203 000 d'entre eux ont été déportés et 153 000 abattus. La russification a été brutale : sur 311 cadres dirigeants, seuls dix-huit sont originaires de la région où l'enseignement supérieur est donné presque exclusivement en russe. La résolution affirme : « *L'usage stupide des répressions ne fait que susciter le mécontentement de la population et nuit à la lutte contre les nationalistes bourgeois.* » Le présidium remplace au poste de premier secrétaire du PC ukrainien le russe Melnikov par son adjoint ukrainien, Kiritchenko, et nomme l'écrivain officiel, nul mais ukrainien, Alexandre Korneitchouk, premier vice-président du Conseil des ministres d'Ukraine. Il ordonne qu'il soit « *radicalement mis fin aux actes*

arbitraires et illégaux accomplis par certains cadres à l'encontre de la population ».

Cette brève embellie est suspendue après l'arrestation de Beria en juin 1953, puis son exécution en décembre. De Khrouchtchev à Brejnev, la russification de l'Ukraine se poursuit et les tentatives d'intellectuels ukrainiens de défendre la culture ukrainienne, même les plus modestes, sont brutalement réprimées.

L'indépendance et le pillage de l'Ukraine

La chute de l'URSS débouche sur son explosion. Le 24 août 1991, l'ancien secrétaire à l'idéologie du PC ukrainien, Kravtchouk, fait voter l'indépendance de l'Ukraine par 346 pour, un contre et trois abstentions. Le 30 août, la Rada interdit le PC ukrainien.

Les anciens dirigeants de l'Ukraine soviétique (les dirigeants du PCUS et les directeurs d'entreprise) restent aux manettes du pouvoir ; comme les oligarques russes, ils organisent un pillage grandiose du pays et revendent aux pays occidentaux au prix du marché mondial le gaz vendu par la Russie à bas prix. Ils provoquent un désastre social : en 1992, l'inflation est de 2 500 %, en 1993, elle est de 100 % par mois. En 1995, les trois quarts de la population vivent officiellement en dessous du seuil de pauvreté.

Dès lors l'Ukraine est l'un des champions du monde du pillage et de la corruption ; elle obtient en 2009 de *Transparency International* la médaille du pays le plus corrompu du monde. La politique et le business sont mélangés ; des hommes d'affaires se présentent aux élections pour défendre leur propre business ou fabriquent des partis fantômes à cette fin. Exemple : en 2002, l'oligarque Victor Pintchouk épouse la fille de Koutchma, Hélène. En 2009, sa fortune se monte à 2,2 milliards de dollars.

Un autre exemple est éclairant dans la mesure même où il n'est que le plus complet de toute une galerie... Pavel Lazarenko, Premier ministre de mai 1996 à juillet 1997, conjugue ses activités de Premier ministre avec le business dans l'énergie (gaz, en étroite collaboration

avec la future étoile filante, Ioulia Timochenko) et les communications. Il transfère les centaines de millions de dollars qu'il vole sur des banques américaines, suisses et des Caraïbes. Koutchma, lui-même très corrompu, s'en débarrasse en juillet 1997. Lazarenko s'enfuit en Suisse avec un passeport panaméen. Arrêté un bref moment, en 1999 il s'enfuit aux Etats-Unis où il est condamné et emprisonné pour blanchiment d'argent. Les Lazarenko se comptent par dizaines...

En 2004, à la veille de la fin de son mandat, Koutchma vend en hâte toute une série d'entreprises à des proches à des prix très concurrentiels. Ainsi il vend la plus grande usine métallurgique du pays, Krivorojstal, à son gendre Pintchouk et à Rinat Akhmetov pour 800 millions de dollars, soit le sixième de sa valeur réelle. En octobre 2005, Mittal Steel rachètera l'entreprise aux deux compères pour 4,8 milliards de dollars...

La corruption du personnel politique ukrainien est abyssale. Ianoukovitch, le président renversé en 2014, a dans sa jeunesse été condamné deux fois, une fois pour vol, une seconde fois pour hooliganisme. Il prétendra plus tard avoir obtenu des diplômes, achetés selon une coutume très répandue en Union soviétique où les tarifs étaient connus de tous. Il est célèbre pour son inculture autant que pour son avidité. Les rares fois où il doit remplir un document par écrit, il multiplie les fautes d'orthographe. Ainsi, il se prétend professeur, mais écrit le mot avec deux f et un seul s. Propriétaire d'une luxueuse villa bâtie sur un terrain de 130 hectares dans la banlieue de Kiev, il est à la tête d'un clan mafieux dont son fils, Olexei, est l'un des maillons. Le clan Ianoukovitch a ponctionné l'Ukraine de 7 à 10 milliards par an. La fortune de son fils est estimée à 550 millions de dollars. Président du groupe Management Assets Compagny (MAKO), sis à Donetsk, il possède plusieurs holdings en Ukraine, en Suisse et aux Pays-Bas. Il vend le charbon par l'intermédiaire d'une société à Genève. Ses entreprises, depuis 2010, gagnent systématiquement les appels d'offres lancés par les pouvoirs ukrainiens. Il a pris sous sa coupe les services

de l'administration fiscale, des douanes et des services de sécurité.

Son Premier ministre, Mykola Azarov, propriétaire d'un jet privé, partira se réfugier à Vienne, où réside son fils Olexandre, actif dans la construction d'hôtels de luxe, à la tête de LADA Holding Anstalt, basée en Autriche, maillon d'un réseau complexe de sociétés dirigées par d'autres caciques du régime et présidée par un prête-nom américain, Vitali Zakhartchenko, ministre de l'Intérieur en 2011, à la tête des services fiscaux en 2012, détenteur avec sa femme Liudmila de plusieurs sociétés commerciales notamment aux Pays-Bas, propriétaire d'une société d'assurances, Start Polis. Scandale en 2013 : les services de police chargés des passeports exigeaient des demandeurs une assurance auprès de Start Polis...

La haine suscitée dans le pays contre les bénéficiaires de ce véritable racket et un Parlement toujours aussi — et presque uniquement — peuplé d'escrocs, dresse en 2004 la population habilement détournée vers la prétendue révolution orange ; cette haine est telle que Ioulia Timochenko, nommée Premier ministre par le nouveau président Victor Iouchtchenko, annonce pour se rendre populaire une révision des privatisations antérieures. Elle sème la panique chez les oligarques et les banquiers étrangers qui gèrent les dépôts soigneusement délocalisés des oligarques pillards. Timochenko recule et ne révisera qu'à la marge quelques menues privatisations. Son gouvernement est bientôt touché par des scandales du même type que les privatisations à la Koutchma. Ainsi, son ministre de la Justice, Roman Zvaritch, qui, malgré son nom, est un ancien citoyen américain, vote contre une loi concoctée entre Timochenko et Poutine interdisant la revente en Europe par l'Ukraine au tarif mondial du gaz russe qu'elle achète à un tarif préférentiel, revente illégale qui est l'une des principales sources de trafic des oligarques ukrainiens et dont son épouse est une organisatrice.

Une autre pratique mafieuse juteuse consiste, avec des certificats truqués obtenus auprès de fonctionnaires grasse-

ment rétribués, à déclarer vendues à l'étranger des marchandises écoulées en Ukraine pour obtenir le remboursement de la TVA, qui échappe ainsi presque totalement aux caisses de l'Etat.

Des partis-bandits

La vie politique ukrainienne est rythmée par la valse de partis tous liés à un clan du business où tout s'achète. Des députés monnaient leur changement de groupe parlementaire : le tarif varie de 5 à 7 millions de dollars... dans un pays où la majorité des retraités perçoivent moins de 200 euros par mois. C'est en tout cas le tarif que paie Ianoukovitch en 2006 quand il est Premier ministre de Iouchtchenko... contre lequel il s'était présenté à la présidentielle qu'il avait perdue après avoir affirmé qu'il l'avait gagnée, grâce à un trafic des votes éhonté qui avait dressé contre lui des dizaines de milliers d'Ukrainiens.

Rien n'a changé après Maïdan dans ce kaléidoscope de partis virtuels mais gangrenés par la corruption, où tout se vend et s'achète. Ainsi, par exemple, aux élections municipales du 25 mai 2014 à Odessa, les deux concurrents qui s'affrontent sont aussi gangrenés l'un que l'autre. Edouard Gourvits (parti Oudar : 32 % des voix), depuis les années 1990 plusieurs fois accusé de connivence avec les rebelles tchéchènes et les ultranationalistes ukrainiens, de liens avec des bandes mafieuses, de corruption. La réputation de Guennadi Troukhanov (vainqueur du scrutin avec 43,5 % des voix), ancien député du Parti des régions, n'est pas meilleure. On l'accuse d'avoir appartenu au monde criminel dans les années 1990 et d'être resté proche de certains pontes de la mafia.

Porochenko, propriétaire de la chaîne « 5^e canal », a commencé dans les affaires en important des fèves de cacao, puis a racheté des usines de chocolat pour former le trust chocolatier Roshen. Elu député en 1998, il pourrait être l'image parfaite de la girouette, si les partis politiques ukrainiens étaient de vrais partis. Il rejoint d'abord le Parti social-démocrate (qui n'a de social-démocrate que le nom) du président mafieux Koutchma, puis, en

2000, il crée Solidarité, qui intègre le Parti des régions de Ianoukovitch la même année. Dès 2001, il entre dans Notre Ukraine, le bloc de Iouchtchenko, qui sera le parrain de ses filles. Président du conseil de la banque nationale, il devient ministre des Affaires étrangères en octobre 2009, jusqu'au printemps 2010. Il entre au gouvernement du Parti des régions, devenant pendant quelques mois le ministre du Développement économique de Ianoukovitch.

L'intervention des Etats-Unis

Dès le milieu des années 1990, les dirigeants des Etats-Unis ont saisi l'importance géopolitique de l'Ukraine, même s'ils appuient le président russe d'alors, Boris Eltsine, qui, flanqué de conseillers américains, privatise à tout-va. Dans *Foreign Affairs*, en 1994, Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller de Jimmy Carter, écrit : « *Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire.* » A la fin des années 1990, l'Ukraine est le troisième pays du monde à bénéficier de l'aide financière américaine derrière Israël et l'Egypte. Cette lune de miel s'interrompt un moment au début de 2003, lorsque Bush apprend que Koutchma a vendu à l'Irak pour cent millions de dollars d'armes et a promis de lui vendre le système de radar Koltchouga (cotte de mailles) permettant de repérer les bombardiers américains dits indétectables.

Zbigniew Brzezinski, pour qui l'Ukraine est un enjeu stratégique, définit en 1997 un programme de démantèlement de la Russie en trois Etats croupions : la Russie d'Europe, la République de Sibérie et la République d'Extrême-Orient. Ce démantèlement prolongerait la dislocation de l'Union soviétique, et devrait s'accompagner d'un rattachement de l'Ukraine à l'OTAN et d'une subordination totale des anciennes républiques soviétiques périphériques aux Etats-Unis et à leurs multinationales. Brzezinski affirmait ainsi : « *La Russie devra se résigner à l'inévitable, c'est-à-dire la poursuite de l'élargissement de l'OTAN (...) jusque dans l'espace ex-soviétique.* » Il prône « *un système politique décentralisé et une*

économie libre de marché » permettant de « *libérer le potentiel créatif du peuple russe et les énormes réserves de ressources naturelles de la Russie* » ainsi ouvertes aux multinationales américaines (*Foreign Affairs*, 9 octobre 1997).

Les Etats-Unis s'engagent donc dans le soutien à la révolution orange en 2004, qui surfe sur la protestation de la masse de la population contre la corruption du système de Koutchma et sa tentative de truquer l'élection présidentielle pour faire élire son candidat, Victor Ianoukovitch. Leur candidat au pouvoir, Victor Iouchtchenko, avait épousé en 1998 une citoyenne américaine d'origine ukrainienne, Catherine Tchoumatchenko, ex-fonctionnaire du Département d'Etat. Entouré de conseillers américains, Iouchtchenko engage comme conseiller spécial Boris Nemtsov, l'homme qui avait déclaré en 1997 : « *Nous devons mettre en œuvre une série de mesures impopulaires douloureuses (...) et en finir avec les innombrables avantages sociaux.* »

Lors des élections législatives en Ukraine en 2005, *Le Monde* publie un article intitulé : « *Les conseillers américains au cœur de la campagne.* » Le républicain affiché Paul Manafort, chef du cabinet de lobbying Black, Manafort, Stone and Kelly, a été invité à Kiev au début de 2005 par l'oligarque Rinat Akhmetov pour s'occuper de la campagne du Parti des régions de Ianoukovitch pour 150 000 à 200 000 dollars par mois. L'ancien responsable de la communication auprès de Bill Clinton, Joe Lockhart, travaille auprès du bloc Ioulia Timochenko (BLouT) et Stan Anderson, lobbyiste de Washington, dirige un groupe de travail pour Notre Ukraine, le parti de Iouchtchenko. Tous, selon *Le Monde*, « *refusent de s'exprimer* ».

Le Monde, daté des 27-28 février 2005, décrit la noria d'institutions américaines présentes au Kirghizstan lors de la « révolution des citrons » qui renversa le président Askat Akaiev : « *A la veille du scrutin, on trouvait déployé à Bichkek tout l'arsenal des fondations américaines qui ont soutenu les oppositions en Serbie, en Géorgie et en Ukraine, notamment le National Democratic Institute (...). Tout ce que le Kirghizstan compte comme*

société civile est financé par des fondations ou par des aides directes occidentales, en premier lieu le programme étatique américain USaid. »

C'est une politique générale dans les Etats issus de la chute de l'URSS : ainsi, les Etats-Unis placeront à la tête de la politique estonienne un de leurs anciens sujets... de pointe : Toomas Hendrik Ilves, né en 1953 à Stockholm où ses parents avaient émigré en 1944, avant de partir en 1956 pour les Etats-Unis ; en 1984 il est embauché à Radio Free Europe, la radio antisoviétique installée à Munich ; il devient directeur du service estonien de Free Europe jusqu'en 1993, date à laquelle il rentre en Estonie ; nommé ambassadeur d'Estonie aux Etats-Unis, il renonce à sa nationalité américaine. Nommé en 1996 ministre des Affaires étrangères, il organise la mise en place de la diplomatie estonienne, tout entière focalisée sur l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. Elu ensuite député européen, il devient président de l'Estonie en 2006.

Les Etats-Unis placeront aussi à la présidence de la Lituanie par deux fois (de février 1998 à février 2003, puis de juillet 2004 à juillet 2009) leur ancien fonctionnaire Valdas Adamkus. Né en Lituanie, Adamkus avait servi dans la Wehrmacht en 1944, l'avait suivie dans sa retraite en Allemagne, avait émigré aux Etats-Unis en 1949, y avait servi dans les services de renseignement de l'armée américaine, avait adhéré au Parti républicain, et avait été nommé par Reagan en 1981 à un poste de l'administration fédérale qu'il conservera jusqu'à sa retraite en 1997. Il part aussitôt dans son ancien pays dont, bien que jusqu'alors inconnu, il devient président avec une rapidité fulgurante... qui en dit long sur les vertus persuasives des conseillers américains... Un peu plus tard, Washington placera à Pristina, à la tête du Kosovo prétendument indépendant, sa personne de confiance, Atifete Jahjaga, une policière trentenaire éduquée aux Etats-Unis.

Or l'Ukraine est devenue un enjeu entre la Russie et les Etats-Unis via l'Union européenne. Ianoukovitch s'était engagé à signer un accord d'association

avec l'Union européenne qui lui promettait un prêt de 610 millions de dollars en contrepartie de mesures économiques et sociales drastiques que reprendra le FMI (doublement du prix du gaz, réduction puis suppression des dotations gouvernementales aux mines du Donbass, etc.). Ianoukovitch craint une explosion sociale, et lorsque Poutine lui propose un prêt de 15 milliards de dollars sans ces contreparties, il saute sur l'occasion. Ses adversaires, utilisant son discrédit dans la population et ouvertement soutenus par l'Union européenne et par l'Occident en profitent immédiatement : ils organisent l'occupation de la place de l'Indépendance où des hommes politiques américains et européens viennent haranguer la foule, encadrée en particulier par les néonazis de Svoboda et de Pravy Sektor, qui forment la force de frappe de la prétendue « révolution », et assomment des militants syndicalistes. Le gouvernement Ianoukovitch, sans aucun appui dans la population, s'effondre en quelques jours. Les néonazis entrent dans le premier gouvernement « révolutionnaire ». Trop voyants, surtout après le massacre de pro-Russes à Odessa, dans la maison des syndicats incendiée par leurs soins, ils seront écartés du gouvernement formé par Porochenko après l'élection présidentielle du 25 mai 2014.

Nombre d'hommes politiques américains, dont John McCain, se sont manifestés sur le Maïdan en décembre 2013 et janvier-février 2014 ; selon la secrétaire d'Etat adjointe des Etats-Unis, Victoria Nuland, les Américains ont dépensé 5 milliards de dollars pour « démocratiser » l'Ukraine, c'est-à-dire acheter les hommes de main nécessaires pour l'arrimer à l'Union européenne. *Foreign Affairs* affirme : « Les Etats-Unis et leurs alliés européens portent l'essentiel de la responsabilité de la crise. La clé du problème, c'est l'élargissement de l'OTAN, élément majeur d'une stratégie plus vaste qui vise à retirer l'Ukraine de l'orbite russe » (9 octobre 2014).

Dernier acte de cette intervention, Porochenko a constitué au début de mars un nouveau gouvernement incluant une Américaine, un Géorgien et un Lituanien à des postes clés. Natalie Jaresko, une

Américaine d'origine ukrainienne ayant travaillé pour le département d'Etat américain et pour un fonds d'investissement ukrainien financé par le Congrès des Etats-Unis, se retrouve ministre des Finances. Le Lituanien Aivaras Abromavicius, codirigeant d'un fonds d'investissement suédois, devient ministre de l'Economie, et le Géorgien Alexander Kvitachvili, ex-ministre de la Santé en Géorgie, ministre de la Santé. Porochenko a indiqué leur avoir octroyé la citoyenneté ukrainienne le matin même de leur nomination. Il avait proposé à Saakachvili, l'ancien président de Géorgie installé par les Etats-Unis à ce poste en 2003, le poste de vice-Premier ministre, mais ce dernier devait prendre la nationalité ukrainienne. Il a refusé, se réservant pour des missions plus bénéfiques...

Ce gouvernement à poigne est chargé d'une mission par le FMI : triplement du prix du gaz, réduction de 15 % de certaines retraites, etc., « *mesures très mal accueillies* », selon le Premier ministre, Arseni Iatseniouk. Début mars, le gouvernement Porochenko annonce que la moitié des entreprises demeurées aux mains de l'Etat pourraient être vendues courant 2015-2016 (soit de 1 200 à 1 500). La ministre des Finances, l'ancienne fonctionnaire du Département d'Etat américain, Natalia Iaresko, a déclaré : « *Nous privatiserons tout ce qui peut l'être. Nous pensons commencer dès cette année.* » L'institut d'économie et de prospective ukrainien souligne pourtant dans son rapport annuel « *une dégradation des indicateurs financiers dans les entreprises privatisées. Sous couvert de privatisation, ces entreprises ont simplement été pillées et les capitaux se sont envolés* », explique-t-il, redoutant que « *certain oligarques n'entrent en guerre pour les entreprises restantes* » (*Courrier International*, 26 mars-1^{er} avril 2015).

Le député CDU Karl-Georg Wellmann, cofondateur avec Bernard Henri-Lévy et le député conservateur britannique Lord Risby of Haverrill de l'agence de modernisation de l'Ukraine (AMU), a déclaré : « *L'Ukraine a besoin d'un plan Marshall s'élevant peut-être à quelques centaines de milliards d'euros. (...) En l'état actuel, personne n'est prêt à investir.* »

Annonçant le 14 novembre l'arrêt — effectif dès le 21 — de tout versement de quelque nature que ce soit aux habitants des régions de l'est de l'Ukraine, Porochenko déclare : « *Chez nous il y aura du travail, chez eux non. Chez nous il y aura des retraites, chez eux non. Chez nous on s'occupera des enfants, chez eux non. Chez nous les enfants iront à l'école et dans les jardins d'enfants, chez eux ils se terreront dans les caves (...). C'est comme ça que nous gagnerons la guerre.* » En même temps, le gouvernement envisage la privatisation totale des mines non encore privatisées d'ici à la fin 2016 et la liquidation de l'entreprise d'Etat Ougol Ukraïny (Charbon d'Ukraine). Le représentant de la Banque mondiale pour l'Ukraine, la Biélorussie et la Moldavie, Qimiao Fan, affirme : « *La priorité pour l'Ukraine (...) est la liquidation de la vieille législation soviétique.* »

En un an, de février 2014 à février 2015, la grivna a perdu 66 % face au dollar, dont 40 % en janvier 2015. Janvier a connu une inflation de 28 % en rythme annuel. Les réserves de dollars de la banque ukrainienne sont à sec : il lui restait 6 milliards de dollars en janvier, soit la couverture d'un mois d'importations, au lieu des trois mois nécessaires. Le 13 février 2015, Fitch dégrade la note de l'Ukraine à « CC » en jugeant « *probable* » un défaut de paiement.

Le refus de la guerre

Fin novembre 2014, la Rada a annoncé son intention de modifier d'urgence la législation nationale pour annuler le statut de non-aligné de l'Ukraine et relance la politique en vue de l'adhésion à l'OTAN. Cette forme militaire du rapprochement organique avec l'Union européenne et ses institutions antidémocratiques, courroies de transmission des intérêts des grandes multinationales, est l'une des causes de la guerre qui ravage l'Ukraine

Le gouvernement Porochenko est un gouvernement de crise permanente... Le 25 mars, Porochenko a limogé l'oligarque Kolomoïsky (la troisième fortune du pays) de son poste de gouverneur de Dnipropetrovsk, après que ce dernier avait

envoyé une bande de mercenaires prendre possession de l'une des plus grosses entreprises de Kiev, dont il était le second actionnaire après l'Etat... Ce même jour, des policiers ont arrêté le responsable des services des urgences et son adjoint en plein Conseil des ministres, devant la télévision, afin de montrer que le gouvernement lutte contre la corruption.

C'est la forme politique la plus aiguë d'une crise sociale galopante, qui se manifeste, entre autres, dans le refus profond de la guerre.

Le rédacteur en chef du *Veski Reporter* donne la mesure de la crise qui ravage l'Ukraine en écrivant le 6 mars : « Cette semaine, peut-être pour la première fois depuis de nombreux mois, le thème de la guerre dans l'esprit des Ukrainiens a cédé la place au thème de la détresse économique. La panique de la population (...) : la spéculation sur la monnaie et l'explosion des tarifs de tout (des transports publics jusqu'au gaz et au chauffage) ont joué en ce sens. Les prix et les taux de change sont apparus comme des maux bien plus grands que Poutine. Le patriotisme n'a pas résisté aux jurons et plaisanteries contre les principaux personnages de l'Etat. »

Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que la masse de la population refuse la guerre qui lui est imposée par le gouvernement Porochenko contre les prétendus séparatistes de l'Est ukrainien (le Donbass).

Nezavissimaia Gazeta (2 février 2015) affirme : « Le porte-parole de l'état-major ukrainien, Vladimir Talalaï, a confirmé la faible motivation de la population face à l'ordre de mobilisation, et le vent de pacifisme qui parcourt les rangs de l'armée, et il a reconnu que la quatrième vague de mobilisation rencontrait des difficultés. » Or ceux qui seraient susceptibles d'être mobilisés

« fuient massivement à l'étranger ». Pour l'instant, seuls les volontaires issus des organisations nationalistes partent au combat de bon cœur » (*Courrier International* 5-11 février 2015). *Dzerkalo Tyjnia* de Kiev (30 janvier 2015) souligne : « L'équipe présidentielle et l'état-major (...) [qui voulaient mobiliser 50 000 hommes de plus] ont reproché entre autres à leurs concitoyens (...) de tout faire pour échapper à la mobilisation. » C'est sans doute le signe le plus éloquent de la crise qui ravage l'Ukraine : la population hostile aux oligarques qui veulent lui imposer la purge dictée par le FMI et M^{me} Lagarde rejette massivement la guerre. Ce rejet illustre l'extrême fragilité du gouvernement Porochenko et donc l'imminence probable d'une nouvelle explosion après celles de 2004 et de 2014. Je doute que la prochaine attende 2024.

Mais il y a une différence évidente entre aujourd'hui et hier : entre 2004 et 2014, et ce qui s'annonce. Lors des deux précédentes crises, l'Union européenne et les Etats-Unis étaient vigoureusement intervenus pour chasser l'équipe en place en utilisant et en manipulant l'indignation populaire. Les mêmes soutiennent Porochenko, non par affection pour lui, mais parce que nulle solution de remplacement viable pour eux ne se dessine à l'horizon. Pour le moment, la classe ouvrière ukrainienne ne dispose ni à l'Ouest, ni à Kiev, ni à l'Est d'une organisation politique indépendante qui lui permettrait de peser de tout son poids pour faire triompher ses intérêts contradictoires avec ceux de l'impérialisme américain, de ses relais de l'Union européenne, de leurs laquais oligarchiques locaux et qui ne se réduisent nullement, loin de là, au souci de Poutine d'empêcher l'OTAN de s'installer en Ukraine.

Jean-Jacques Marie

Léon Trotsky

“La question ukrainienne” (22 avril 1939)

La question ukrainienne, que bien des gouvernements, bien des « socialistes » et même bien des « communistes », se sont efforcés d'oublier et de reléguer au fin fond de l'histoire, vient d'être remise à l'ordre du jour, cette fois avec une force redoublée. La toute récente aggravation du problème ukrainien se trouve liée très intimement à la dégénérescence de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste, aux succès du fascisme et à l'approche de la prochaine guerre impérialiste. Crucifiée par quatre Etats, l'Ukraine occupe à présent dans les destinées de l'Europe la même position que la Pologne autrefois, à cette différence près que les relations internationales sont infiniment plus tendues maintenant et que les rythmes des événements s'accroissent. La question ukrainienne est destinée à jouer dans un avenir proche un rôle énorme dans la vie de l'Europe. Ce n'est pas pour rien que Hitler a d'abord soulevé bruyamment la question de la constitution d'une « Grande Ukraine », pour ensuite s'empresser de l'enterrer furtivement.

La II^e Internationale, qui exprime les intérêts de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrières des Etats impérialistes, a complètement méconnu la question ukrainienne. Même son aile gauche ne lui a jamais accordé l'attention nécessaire. Il suffit de rappeler que Rosa Luxemburg, malgré sa brillante intelligence et son esprit vraiment révolutionnaire, a pu affirmer que la question ukrainienne était l'invention d'une poignée d'intellectuels. Cette prise de position a même laissé une profonde empreinte sur le Parti communiste polonais. La question ukrainienne a été considérée par les chefs officiels de la section polonaise de l'Internationale communiste plutôt comme un obstacle que comme un problème révolutionnaire. D'où

les efforts opportunistes déployés en permanence pour échapper à cette question, pour l'écartier, pour la passer sous silence ou la renvoyer à un avenir indéterminé.

Le Parti bolchevique était parvenu non sans difficultés et petit à petit, sous la pression incessante de Lénine, à se faire une idée juste de la question ukrainienne. Le droit à l'autodétermination, c'est-à-dire à la séparation, a été étendu par Lénine aussi bien aux Polonais qu'aux Ukrainiens : il ne reconnaissait pas de nations aristocratiques. Il considérait comme une manifestation de chauvinisme grand-russe toute tendance à éliminer ou à différer le problème d'une nationalité opprimée.

Après la prise du pouvoir, il y eut au sein du Parti bolchevique une lutte sérieuse au sujet de la solution des nombreux problèmes nationaux hérités de la vieille Russie tsariste. En sa qualité de commissaire du peuple aux nationalités, Staline représentait invariablement la tendance la plus centraliste et bureaucratique. Ce fut particulièrement net à propos de la question géorgienne et de la question ukrainienne. La correspondance sur ces questions n'a pas encore été publiée. Nous comptons publier la toute petite partie qui se trouve à notre disposition. Chaque ligne des lettres et propositions de Lénine vibre de l'insistance qu'il met à ce qu'on fasse droit, dans la mesure du possible, à ces nationalités opprimées. Dans les propositions et déclarations de Staline, au contraire, la tendance au centralisme bureaucratique, est invariablement marquée. A seule fin d'assurer des « besoins administratifs », lisez les intérêts de la bureaucratie, les revendications les plus légitimes des nationalités opprimées ont été caractérisées comme manifestations du nationalisme petit-bourgeois. On a pu

observer tous ces symptômes dès 1922-1923. Mais, depuis cette époque, ils se sont développés de façon monstrueuse et ont conduit à l'étranglement complet de tout développement national indépendant des peuples de l'URSS.

Selon la conception du vieux Parti bolchevique, l'Ukraine soviétique était destinée à devenir un axe puissant autour duquel s'uniraient les autres fractions du peuple ukrainien. Il est incontestable que, durant la première période de son existence, l'Ukraine soviétique exerça une puissante attraction également du point de vue national et qu'elle éveilla à la lutte les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia révolutionnaire de l'Ukraine occidentale, asservie à la Pologne. Mais, au cours des années de réaction thermidorienne, la position de l'Ukraine soviétique et, en même temps, la manière de poser la question ukrainienne dans son ensemble furent profondément modifiées. Plus grands avaient été les espoirs suscités, plus profonde fut la désillusion. En Grande-Russie aussi, la bureaucratie a étranglé et pillé le peuple. Mais, en Ukraine, les choses ont été compliquées encore par le massacre des espérances nationales. Nulle part, les restrictions, les épurations, la répression et, de façon générale, toutes les formes de banditisme bureaucratique n'assumèrent un caractère de violence aussi meurtrier qu'en Ukraine, dans la lutte contre les puissantes aspirations, profondément enracinées, des masses ukrainiennes à plus de liberté et d'indépendance. Pour la bureaucratie totalitaire, l'Ukraine soviétique devint une subdivision administrative d'une entité économique et une base militaire de l'URSS. Sans doute la bureaucratie élève-t-elle des statues à Chevtchenko, mais seulement dans le but d'écraser plus complètement le peuple ukrainien de leur poids et de l'obliger à chanter dans la langue de Kobzar des éloges de la clique de violeurs du Kremlin.

A l'égard des parties de l'Ukraine qui sont actuellement hors des frontières de l'URSS, l'attitude du Kremlin est aujourd'hui la même qu'à l'égard de toutes les nationalités opprimées, de toutes les colonies et semi-colonies, c'est-à-dire [*qu'elle les considère comme*] une petite monnaie d'échange dans ses combinaisons

impérialistes. Au dernier XVIII^e Congrès du parti « communiste », Manouïlsky, l'un des renégats les plus répugnants du communisme ukrainien, a déclaré tout à fait ouvertement que non seulement l'URSS mais également le Comintern refusent de revendiquer l'émancipation nationale des peuples opprimés lorsque leurs oppresseurs ne sont pas parmi les ennemis de la clique dirigeante de Moscou. Aujourd'hui, Staline, Dimitrov et Manouïlsky défendent l'Inde contre le Japon, mais pas contre l'Angleterre. On est disposé à céder pour toujours l'Ukraine occidentale à la Pologne en échange d'un accord diplomatique qui semble aujourd'hui profitable aux bureaucrates du Kremlin. Le temps est loin où ils n'allaient pas, dans leur politique, au-delà de combinaisons épisodiques.

Il ne subsiste rien de la confiance et de la sympathie d'antan des masses d'Ukraine occidentale pour le Kremlin. Depuis la toute récente « épuration » sanglante en Ukraine, personne, à l'Ouest, ne désire plus devenir partie intégrante de la satrapie du Kremlin qui continue à porter le nom d'Ukraine soviétique. Les masses ouvrières et paysannes d'Ukraine occidentale, de Bukovine, d'Ukraine subcarpathique, sont en pleine confusion. Où se tourner ? Que revendiquer ? Et tout naturellement, du fait de cette situation, la direction glisse aux mains des plus réactionnaires des cliques ukrainiennes qui expriment leur « nationalisme » en cherchant à vendre le peuple ukrainien à l'un ou l'autre des impérialismes en échange d'une promesse d'indépendance fictive. C'est sur cette tragique confusion que Hitler fonde sa politique dans la question ukrainienne. Nous l'avons dit autrefois : sans Staline (c'est-à-dire sans la fatale politique du Comintern en Allemagne), il n'y aurait pas eu Hitler. Nous pouvons maintenant ajouter : sans le viol de l'Ukraine soviétique par la bureaucratie stalinienne, il n'y aurait pas de politique hitlérienne pour l'Ukraine.

Nous n'allons pas nous attarder ici à analyser les motifs qui ont poussé Hitler à rejeter, au moins pour le moment, le mot d'ordre d'une Grande Ukraine. Il faut en chercher les raisons, d'une part dans la politique de brigandage de l'impérialisme

allemand, d'autre part dans la crainte d'évoquer des démons qui pourraient se révéler difficiles à exorciser. Hitler a fait cadeau aux bouchers hongrois de l'Ukraine subcarpathique. Et cela s'est fait, sinon avec l'approbation ouverte de Moscou, du moins avec la conviction qu'elle allait suivre. C'est comme si Hitler avait dit à Staline : « *Si je me préparais à attaquer demain l'Ukraine soviétique, j'aurais gardé entre mes mains l'Ukraine subcarpathique.* » En guise de réponse, Staline, au XVIII^e Congrès, a pris ouvertement la défense de Hitler contre les calomnies des « démocraties » occidentales. Hitler se propose d'attaquer l'Ukraine ? Que non ! Se battre contre Hitler ? Il n'y a aucune raison. Manifestement, Staline interprète la remise de l'Ukraine subcarpathique à la Hongrie comme un geste de paix.

Cela veut dire que les différentes fractions du peuple ukrainien ne sont devenues ni plus ni moins qu'une monnaie d'échange pour les machinations internationales du Kremlin. La IV^e Internationale doit clairement comprendre l'énorme importance de la question ukrainienne pour les destinées non seulement de l'Europe sud-orientale et orientale, mais encore de l'Europe tout entière. Nous avons affaire à un peuple qui a donné des preuves de sa vitalité, qui a une population égale à celle de la France, qui occupe un territoire exceptionnellement riche et qui, de surcroît, est de la plus grande importance stratégique. La question du sort de l'Ukraine est posée dans toute son ampleur. Il faut un mot d'ordre clair et précis, qui corresponde à la situation nouvelle. A mon avis, il n'existe à l'heure actuelle qu'un seul mot d'ordre de ce type : « *Pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne unie, libre et indépendante !* »

Ce programme est tout d'abord en opposition inconciliable avec les intérêts des trois puissances impérialistes, Pologne, Roumanie et Hongrie. Il n'y a que les indécrottables imbéciles pacifistes pour croire que l'émancipation et l'unification de l'Ukraine puissent être réalisées par des moyens diplomatiques pacifiques, des référendums, des décisions de la Société des Nations, etc. Ils ne valent naturellement pas mieux les uns que les autres, tous

ces « nationalistes » qui proposent de résoudre la question ukrainienne en utilisant un impérialisme contre l'autre. Hitler a donné une leçon hors de prix à ces aventuriers en livrant (pour combien de temps ?) l'Ukraine subcarpathique aux Hongrois, qui se sont empressés de massacrer un grand nombre de ces Ukrainiens pleins de confiance. Pour autant que l'issue dépende de la force militaire des Etats impérialistes, la victoire de l'un ou l'autre bloc ne peut signifier qu'un nouveau démembrement et un asservissement plus brutal encore du peuple ukrainien. Le programme de l'indépendance ukrainienne à l'époque de l'impérialisme est directement et indissolublement lié au programme de la révolution prolétarienne. Il serait criminel d'entretenir en la matière quelque illusion que ce soit.

Mais l'indépendance d'une Ukraine unifiée signifierait la séparation de l'Ukraine de l'URSS, vont s'écrier en chœur les « amis » du Kremlin. Qu'y a-t-il de si terrible ? répondons-nous. L'adoration béate des frontières des Etats nous est totalement étrangère. Nous ne soutenons pas la thèse d'un tout « un et indivisible ». Après tout, la Constitution de l'URSS elle-même reconnaît le droit à l'autodétermination aux peuples fédérés qui la composent, c'est-à-dire le droit à la séparation. Ainsi même l'oligarchie toute-puissante du Kremlin n'ose pas nier ce principe. Il ne subsiste sans doute que sur le papier : la moindre tentative de soulever ouvertement la question d'une Ukraine indépendante entraînerait l'exécution immédiate pour trahison. Mais c'est précisément cette suppression sans vergogne de toute pensée nationale libre qui a conduit les masses travailleuses de l'Ukraine, plus encore que les masses de la Grande Russie, à considérer le gouvernement du Kremlin comme une oppression monstrueuse. Devant une telle situation intérieure, il est naturellement impossible de parler d'une Ukraine occidentale se rattachant volontairement à l'URSS telle qu'elle est actuellement. En conséquence, l'unification de l'Ukraine présuppose l'affranchissement de l'Ukraine dite « soviétique » de la botte stalinienne. En ce domaine aussi, la clique bonapartiste ne récoltera que ce qu'elle aura semé.

« *Mais cela ne signifierait-il pas un affaiblissement militaire de l'URSS ?* » vont hurler, épouvantés, les « amis » du Kremlin. Nous répondons que l'URSS est affaiblie par les tendances centrifuges sans cesse grandissantes qu'engendre la dictature bonapartiste. En cas de guerre, la haine des masses pour la clique dirigeante peut conduire à l'écroulement de toutes les conquêtes sociales d'Octobre. L'origine de ces dispositions défaitistes se trouve au Kremlin. D'autre part, une Ukraine soviétique indépendante deviendrait, ne fût-ce qu'en vertu de ses intérêts propres, un puissant rempart au sud-ouest de l'URSS. Plus vite la caste bonapartiste d'aujourd'hui sera minée, renversée, écrasée et balayée, plus solide deviendra la défense de la République soviétique et plus certain son avenir socialiste.

Il est évident qu'une Ukraine ouvrière et paysanne indépendante pourrait ultérieurement rejoindre la fédération soviétique, mais de sa propre volonté, à des conditions qu'elle jugerait elle-même acceptables, ce qui présuppose à son tour une régénérescence révolutionnaire de l'URSS. L'émancipation véritable du peuple ukrainien est inconcevable sans une révolution ou une série de révolutions à l'Ouest, qui devraient, à la fin, conduire à la création des Etats-Unis soviétiques d'Europe. Une Ukraine indépendante pourrait rejoindre et certainement rejoindrait cette fédération en tant que partenaire égal. La révolution prolétarienne en Europe, à son tour, ne laisserait pas une pierre de la révoltante structure du bonapartisme stalinien. En ce cas, l'union la plus étroite entre les Etats-Unis soviétiques d'Europe et l'URSS régénérée serait inévitable et présenterait des avantages infinis pour les continents européen et asiatique, comprenant également l'Ukraine. Mais nous glissons ici vers des questions de second ou de troisième ordre. La question principale est la garantie révolutionnaire de l'unité et de l'indépendance d'une Ukraine ouvrière et paysanne dans la lutte contre l'impérialisme, d'une part, et contre le bonapartisme de Moscou, de l'autre.

L'Ukraine est particulièrement riche et expérimentée dans les voies erronées de la lutte pour son émancipation nationale. Là,

on a tout essayé : la Rada petite-bourgeoise et Skoropadsky, et Petlioura et l'« alliance » avec les Hohenzollern et les combinaisons avec l'Entente. Après toutes ces expériences, il n'y a plus que des cadavres politiques pour continuer à placer leurs espoirs dans l'une des fractions de la bourgeoisie ukrainienne en tant que dirigeant de la lutte nationale pour l'émancipation. Seul le prolétariat ukrainien est à même, non seulement de résoudre cette tâche — qui est révolutionnaire par son essence même — mais aussi de prendre une initiative pour la résoudre. Le prolétariat et le prolétariat seul peut rallier autour de lui les masses paysannes et l'intelligentsia nationale authentiquement révolutionnaire.

Au début de la dernière guerre impérialiste, les Ukrainiens Melenevsky (« Basok ») et Skoropis-Ieltoukhovsky essayèrent de placer le mouvement de libération ukrainien sous l'aile du général des Hohenzollern, Ludendorff. Ce faisant, ils se couvraient de phrases « de gauche ». Les marxistes révolutionnaires ont chassé ces gens-là d'une seule bourrade. C'est ainsi que les révolutionnaires doivent continuer à se comporter à l'avenir. La guerre qui vient va créer une atmosphère favorable à toutes sortes d'aventuriers, faiseurs de miracles et chercheurs de toison d'or. Ces messieurs, qui aiment particulièrement se chauffer les mains aux questions nationales, ne doivent pas être admis à portée de canon dans le mouvement ouvrier. Pas le moindre compromis avec l'impérialisme, qu'il soit fasciste ou démocratique ! Pas la moindre concession aux nationalistes ukrainiens, qu'ils soient réactionnaires-cléricaux ou pacifistes-libéraux ! Pas de « Fronts populaires » ! Indépendance totale du parti prolétarien en tant qu'avant-garde des travailleurs !

C'est ce qui me semble une politique juste dans la question ukrainienne. Je parle ici personnellement et en mon nom propre. La question doit être ouverte à la discussion internationale. La toute première place dans cette discussion doit revenir aux marxistes révolutionnaires ukrainiens. Nous écouterons leurs voix avec la plus grande attention. Mais ils feraient bien de se hâter. Il ne reste que peu de temps pour se préparer !

**Hommage
à Myriam Dechezelles
(1914-2014)**

Ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* reproduit l'hommage à Myriam Dechezelles rédigé par ses enfants.

**Myriam Salama, née à Alger le 2 septembre 1914,
est décédée à Paris le 5 août 2014.**

**Myriam avait épousé Yves Dechezelles en juillet 1935 :
déjà leurs vies étaient mêlées et le demeurèrent
jusqu'au décès d'Yves, le 9 janvier 2007.**

**Parlant des actions de solidarité,
il est dit dans le texte que nous publions :
« Myriam ne se contenta pas de suivre les pas d'Yves,
mais manifesta son action militante dans le concret. »**

**Ce qui est dit là de Myriam s'applique
à toute sa vie active. Elle fut, certes,
de tous les combats livrés par Yves,
mais elle fut avant tout une militante.
C'est à la militante Myriam Dechezelles
que nous voulons rendre hommage en publiant ce texte.**

**Il a toute sa place dans cette revue publiée
sous l'égide du Cermtri, association
dont Yves Dechezelles fut l'un des fondateurs
et à qui ses enfants viennent de confier ses archives.
Comme la mémoire de Myriam est inséparable de celle d'Yves,
nous publions en annexe l'hommage rendu par Pierre Lambert
dans l'hebdomadaire *Informations ouvrières*, n° 778
(semaine du 25 au 31 janvier 2007) à son ami
et camarade Yves Dechezelles,
et dans lequel il écrit : « Il ne saurait être question d'écrire
sur l'ami Yves sans parler de Myriam. »**

Hommage de ses fils à Myriam Dechezelles

Issue d'un père pharmacien et d'une mère qui avait été cantatrice, Myriam partagea son enfance entre Tiaret, sur le haut plateau qui jouxte l'Ouarsenis, et Alger, où ses parents finirent par s'établir définitivement, rue Michelet, non loin du Palais d'été. De ses parents aux origines sépharades elle reçut le goût d'apprendre intensément un savoir universel, totalement laïque, en même temps que le respect de toutes les cultures, dont l'Algérie représentait un confluent remarquable avec la présence de la Méditerranée éternelle, celle des nombreuses civilisations qui y ont laissé des traces historiques. Plusieurs langues venaient en appui puisque, outre le français, M. Salama père parlait couramment l'espagnol et l'arabe, et M^{me} Salama mère l'italien et l'arabe. Myriam, brillante élève dans les domaines littéraires et linguistiques, compléta ses talents par une excellente éducation musicale et la pratique du piano avec aisance.

Entrée en lettres supérieures à l'université d'Alger, elle y fit, en 1933-1934, des rencontres qui déterminèrent tout le reste de sa vie. Aux cours de lettres et de philosophie, enseignés respectivement par les professeurs Grenier et Poirier, elle rencontra ses condisciples Albert Camus et Yves Dechezelles, de très brillants étudiants dont les goûts réciproques pour le théâtre forma la première trame d'une amitié qui s'amplifia par l'échange de convictions humanistes communes. L'amitié entre ces trois personnes fut profonde et constante au long des événements qui devaient suivre ; les codes de discrétion sur cette amitié furent maintenus lorsque la célébrité

d'Albert Camus prit le devant de la scène en beaucoup de domaines. Yves Dechezelles faisait partie de la section d'Alger des Jeunesses socialistes, secondant Max-Pol Fouchet, alors secrétaire, puis lui succédant comme responsable. Entre Myriam Salama et Yves Dechezelles une vive passion amoureuse s'établit, menant bientôt au mariage célébré à Alger en juillet 1935. Le père de Myriam y avait consenti, demandant simplement à Yves, qui visait l'agrégation de philosophie, de préférer le droit en vue d'une carrière plus rémunératrice ! Mariés, Yves et Myriam s'établirent à Caen pour y terminer leurs études, de droit pour Yves, de lettres pour Myriam, avec un diplôme supérieur en philologie. Yves commença sa longue carrière d'avocat. Désormais, les convictions politiques et morales du couple rejoignaient un temps historique fort, le Front populaire, la guerre d'Espagne et la lutte antifasciste. Myriam ne se contenta pas de suivre les pas d'Yves, mais manifesta son action militante dans le concret immédiat, accueillant les réfugiés républicains espagnols et abritant même au modeste domicile une mère et sa fille, réfugiées d'origine basque. Ce geste de l'accueil immédiat et protecteur que Myriam a exercé toute sa vie est une marque de civilisation, une des meilleures parmi celles produites autour de *Mare nostrum*, celle de la considération première de l'Autre, humble ou célèbre indifféremment. Le reste, amitié, indifférence ou inimitié attendra. Fâché de l'attitude de Léon Blum de non-intervention dans la guerre d'Espagne, Yves rejoignit et dirigea la cellule communiste de Caen, où beaucoup de métallurgistes des aciéries de Mondeville étaient adhérents.

Le contact ouvrier ne gêna pas Myriam, qui se mettait à la portée de chacun et aidait Yves dans la rédaction du journal communiste local.

Les procès de Moscou mirent fin à cet épisode, le régime soviétique étant véritablement démasqué dans son dédain des droits de l'homme et de l'expression des opinions. Yves fut aussi accusé de déviationnisme, ce qui conforta ses convictions antistaliniennes. La conciliation entre aspirations littéraires et convictions politiques se faisait à l'intérieur de ce que l'on nomme l'engagement intellectuel, qui, de 1936 jusqu'aux années 1960, avait une vigueur et un retentissement dont nos contemporains n'ont plus la mesure. Militants politiques et personnalités intellectuelles ont contribué, par des moyens différents et complémentaires, aux luttes et aux débats pendant les affrontements majeurs de cette période. Certains, comme Yves et Myriam Dechezelles, cumulaient les deux rôles dans une posture équilibrée servant l'un et l'autre des moyens sans y trouver de contradiction. Dans l'enchaînement inéluctable des événements de 1940, la famille eut la chance de se retrouver à Alger. Dès 1941, le couple Yves et Myriam s'inscrit avec un groupe d'amis aux liens très solides dans la résistance au régime Pétain-Darlan ; en liaison avec le réseau Combat, l'un des buts visés par ce noyau de résistants (1) réside dans la préparation des actions historiquement bien établies du « 8 novembre 1942 » afin de faciliter le débarquement des Alliés. Myriam y participa sans jamais avoir considéré que c'était un exploit : elle a convoyé dans Alger des pains de dynamite au fond du landau où son plus jeune fils, Guy, âgé d'un an, se montrait heureux de la promenade. La constitution du gouvernement provisoire, sous la direction du général de Gaulle, amena Yves à y assurer des fonctions, et, certaines fois, Myriam se retrouva en dîner officiel à la droite du général ; elle en gardait un souvenir amusé par l'écart de stature qui la séparait du général, elle qui ne mesurait qu'un mètre cinquante-cinq. Respectueuse, mais rarement intimidée, elle pouvait ainsi commencer sa galerie de portraits des grands

hommes politiques, moquant les prétentieux et sachant révéler ceux, en petit nombre, qui apportaient du positif à la condition humaine. Adeptes des chroniques orales où sa prodigieuse mémoire excellait dans le rappel des noms et des circonstances, y ajoutant la causticité de son esprit inspiré de Voltaire, elle a régalié nombre de visiteurs du monde politique et littéraire venant à son domicile. L'envers du décor lui a toujours semblé au moins aussi important que l'endroit pour mieux juger de l'attitude et des actions des personnages en vue ; à cet égard, dans le combat qu'elle soutenait pour le respect des femmes et l'amélioration de leurs conditions sociales, elle n'aimait pas la méthode de suffragette arrogante et détestait les intrigantes, celles qui profitent de cette grande cause pour mieux se forger un prénom, un nom et la gloire éventuelle d'un titre !

L'arrivée des Alliés à Alger, fin 1942, fut aussi l'occasion de connaître d'autres personnages intéressants. Ce fut le cas notamment de Patrick Waldberg, qui, par sa connaissance approfondie de la grande culture française et sa double origine franco-américaine, officiait au sein de l'armée américaine comme agent de liaison. Il se révéla comme familier du mouvement surréaliste. Cette rencontre et l'amitié indéfectible qui s'ensuivit facilitèrent plus tard toutes les relations directes qui se nouèrent avec André Breton, Benjamin Péret, Max Ernst et nombre de fidèles moins connus de ce mouvement. Pendant une vingtaine d'années, Patrick put, dans ses errances parisiennes, venir à toute heure du jour ou de la nuit à la maison Dechezelles, certain du refuge et de l'accueil reconstituant qu'il y trouverait grâce aux soins de Myriam.

Le retour à Paris, en octobre 1944, correspondait à une intense période de reconstruction et de rassemblement politique. A la suite d'Yves, qui joua un rôle important à la gauche de la SFIO, Myriam s'investit également dans le

(1) Bernard Amiot, Michel et Léon Brudno, Stanislas Cviklinski, Lucien Fanfani, Laurent Preziosi, Paul Ruff.

parti, participant de l'activité au siège de la cité Malesherbes et assurant, en particulier, le secrétariat de Gaston Defferre ; elle l'appréciait pour son humour et pour le soin qu'il prenait de tenir en bonne considération tous les éléments féminins, une forme de considération et de parité avant que ce mot ne soit avancé avec le sens actuel. Cela contrastait avec Guy Mollet et d'autres plus encore. La veille des nombreux congrès, le petit appartement parisien Dechezelles, alors rue Louis-Codet, était réorganisé par Myriam pour dégager le plus de place possible et y accueillir les délégués des fédérations provinciales, Lyon et Toulouse, les amis Francis Fuvet et Alexandre Montariol en tête notamment. Ensuite, elle s'affairait pour les nourrir, les faire dormir, le tout formant un casernement de fortune pour une vingtaine de personnes dans un temps où alimentation et chauffage manquaient énormément. Le dévouement militant commandait. Le retour vers les activités culturelles était également présent, et ce fut une période de fréquentation importante de Paul Rivet, qui dirigeait le musée de l'Homme. Ainsi, pour Myriam, l'apport de l'ethnologie complétait la philologie. En évoquant le musée de l'Homme, il est opportun de rappeler que les liens entre résistants vrais facilitaient les contacts dans l'après-guerre ; ils ont créé des rapprochements et longuement vivifié des amitiés multiples qui ne s'effacèrent jamais, même en cas de distanciation politique.

Ce serait un long inventaire que d'énoncer toutes les rencontres et toutes les « retrouvailles » de cette période d'après-guerre, celle d'Albert Camus, celle de Max-Pol Fouchet, celle du mouvement surréaliste, toutes celles rétablissant une influence culturelle et humaniste pour la France. Le militantisme avec les Jeunesses socialistes, intégrant de nombreux trotskystes, permit également de lier des amitiés indéfectibles. Parmi les Jeunesses, Carmen Carmona et Myriam devinrent vite des intimes, partageant beaucoup de goûts communs culturels et linguistiques à partir de l'hispanité, et défendant le rôle des femmes dans l'action politique. Le cercle amical formé

avec les Jeunesses socialistes prit aussi l'habitude de se revoir régulièrement après l'éviction de la SFIO en 1947 ; le peintre Fred Zeller en faisait partie, qui longtemps accueillit ce cercle au Caveau des Légendes qu'il avait créé. En outre, le couple Roland et Yvonne Filiâtre, peu après leur retour de déportation, et le couple Yves et Myriam Dechezelles devinrent des inséparables, tant par la communion des idées militantes que par le besoin de se nourrir de leurs forces morales et humanistes réciproques.

D'autres axes d'action apparurent, pour lesquels l'activité relationnelle et très communicante de Myriam aida Yves Dechezelles dans le bouillonnement des années suivant la guerre. Citons la reprise des liens avec les mouvements des républicains espagnols, ceux notamment issus du POUM (2) ainsi que les anarcho-sindicalistes de la CNT (3), tous continuant la lutte antifranquiste. La montée en puissance des mouvements d'émancipation des peuples colonisés, au sortir de la guerre et lors de la création de l'Union française en 1946, allait devenir le sujet fort. Cette cause de l'anticolonialisme, ajoutée à l'éviction des dirigeants des Jeunesses socialistes, devait entraîner en 1947 la démission d'Yves de son poste de secrétaire général adjoint de la SFIO. C'est une continuité persévérante du militantisme qui amena ensuite la création de l'ASR (4) puis du RDR (5), puis du CAGI (6), aboutissant à la Nouvelle Gauche, à l'UGS (7), et enfin au PSU. Les liens avec les éléments syndicaux engagés, de FO et des syndicats enseignants, et ceux avec les amis trotskystes, dont beaucoup avaient été connus aux Jeunesses socialistes, ne furent jamais oubliés. Pierre Lambert et Daniel Renard, entre autres, étaient souvent présents chez les Dechezelles, et leurs luttes, ouvrière et anticolonialiste,

(2) POUM : Partido Obrero de Unidad Marxista.

(3) CNT : Confederación Nacional del Trabajo.

(4) ASR : Action socialiste révolutionnaire.

(5) RDR : Rassemblement démocratique révolutionnaire.

(6) CAGI : Centre d'action des Gauches indépendantes.

(7) UGS : Union de la gauche socialiste.

constituèrent des enjeux très souvent partagés en commun. Myriam se souvenait souvent des arrivées de Daniel Renard, sorti « bouillant » de l'action et venant décrire ce qu'il venait de vivre intensément aux côtés des métallurgistes de Saint-Nazaire.

Sur le front anticolonialiste qu'Yves partagea avec ses amis, Jean Rous et Daniel Guérin étant des précurseurs, il y eut, en 1946, la période vietnamienne. Des émissaires de Ho Chi Minh venaient conférer au domicile et relayaient vers Myriam les informations pendant qu'Yves essayait de faire bouger les ministres socialistes pour infléchir la position gouvernementale française et donner une chance d'aboutir aux négociations qui se tenaient à Fontainebleau. Hélas, la politique de la canonnière prévalut avec la complicité du ministre de l'Outre-mer, Marius Moutet, un des adversaires d'Yves à la SFIO. Puis ce fut le temps des Malgaches et des Nord-africains. Pour Madagascar, la qualité et la haute moralité des dirigeants du MDRM (8) n'étaient pas prises en compte, et une répression colonialiste effroyable s'abattit sur la grande île. Yves participa au groupe courageux d'avocats venus assurer la défense des dirigeants. Jacques Rabemananjara, dirigeant, mais aussi poète et écrivain de langue française, resta toute sa vie en contact avec Yves et Myriam.

Pour l'Afrique du Nord, beaucoup de ce que l'Algérie et la Tunisie ont compté de cadres nationalistes et syndicaux ont été reçus par Yves et Myriam à leur domicile, les leaders respectifs Messali Hadj et Habib Bourguiba ne le pouvant pas, retenus par des emprisonnements ou des assignations à résidence forcée. Yves et Myriam connaissaient bien l'Algérie, Myriam se débrouillant aussi en arabe dialectal. Depuis longtemps ils avaient pu mesurer le sort de la majorité « indigène » (9) musulmane et dénoncer toutes les tricheries électorales ou autres procédés scandaleux qui prévalaient pour faire taire les voix émancipatrices et revendicatives, celles particulièrement du MTLD (10), et maintenir « le second collège » (11) dans l'acceptation du fait

colonial. Non seulement Yves devint le défenseur et l'ami de Messali Hadj, mais, de plus, avec la présence de Myriam, les enfants de Messali, Ali et Djanina, devinrent l'objet d'attentions quasi maternelles, M^{me} Messali étant trop tôt disparue en 1953. Une fraternité familiale était établie qui dure encore.

La guerre d'Algérie donna un autre rôle à Myriam. Yves devint l'animateur d'un collectif d'avocats chargés de défendre devant les tribunaux militaires et civils, respectivement en Algérie et en métropole, les dirigeants et militants algériens, politiques ou syndicalistes, emprisonnés, et pour certains d'entre eux condamnés à mort dans des procès expéditifs. Yves assura de lui-même quarante-neuf missions en Algérie, quelques-unes douloureuses pour assister ses clients jusqu'à la guillotine, et la plupart dangereuses sous la menace des ultras de l'Algérie française. Faire fonctionner ce collectif demandait une gestion active permanente, sachant faire, sachant dire ou ne pas dire, connaissant les interrelations nécessaires, tenant à jour l'avancement et le pourvoi logistique... tout cela a été l'œuvre de Myriam, formant la base arrière avec l'aide de Tahar Zerargui, ancien conseiller municipal d'Alger, militant du MTLD puis du MNA (12). Les qualités de Myriam, sa réactivité, son intelligence et sa mémoire quasi infaillible qui évitait d'avoir à produire certains écrits potentiellement dangereux, ont fait merveille pendant cette période de 1954 à 1962 des temps difficiles de la guerre d'Algérie. Comme au temps de la Résistance, il fallut aussi encaisser la douleur de perdre des amis algériens, dans la guerre armée en Algérie ou dans

(8) MDRM : Mouvement démocratique de rénovation malgache.

(9) Le mot « indigénat » a été supprimé par une loi de 1946, à l'initiative de Lamine Gueye, portant création de l'Union française.

(10) MTLD : Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques.

(11) Le second collège avait été créé en remplacement de l'indigénat pour élire des représentants des peuples colonisés au sein des institutions départementalisées.

(12) MNA : Mouvement national algérien fondé et dirigé par Messali Hadj.

les assassinats fratricides à l'initiative du FLN. S'il ne fallait citer qu'une absence douloureuse, sans nul doute il faudrait évoquer la mémoire d'Abdellah Filali, blessé à mort par le FLN, sachant sa fin certaine pour le lendemain, et accueillant, alité dans sa chambre d'hôpital parisien, Myriam et ses fils avec le même grand sourire fraternel que nous admirions à chacune de ses visites au domicile. Myriam organisa aussi la liste des amis qui, munis des autorisations nécessaires, rendirent régulièrement visite aux prisonniers du « régime politique » afin de leur éviter la solitude et d'encourager leur moral. Il y eut, à partir de 1961, la menace directe de l'OAS ; dans ce temps, l'immeuble de la rue du Maréchal Harispe était protégé jour et nuit par des policiers. Toujours hospitalière, Myriam n'oubliait jamais de leur apporter du café chaud pour les tenir éveillés la nuit.

On ne peut pas terminer l'évocation de cette période sans parler de deux personnes qu'appréciait particulièrement Myriam. Il s'agit d'abord de la grande résistante Claude Gérard, qui assura des missions difficiles en Algérie pour témoigner de la cruauté de la guerre et la faire connaître, dans les milieux chrétiens entre autres. Il s'agit ensuite du philosophe et écrivain Maurice Clavel, que Myriam aida psychologiquement dans les moments où il passait d'un état de grande espérance, après ses visites régulières auprès de Charles de Gaulle, à un état de grande désespérance à force de ne pas voir venir l'« attendu ». L'amitié avec celui qu'elle ne nommait que Maurice eut à nouveau des épisodes forts en 1968 et dura jusqu'au décès de l'écrivain.

Après 1962, Yves reprit des activités moins exceptionnelles à son cabinet d'avocat, tout en continuant à apporter son soutien aux militants politiques et syndicalistes judiciairement convoqués. Myriam assura le secrétariat du cabinet jusqu'au départ en retraite d'Yves, en 1987. La vie politique militante diminua beaucoup lorsque la majorité du PSU rejoignit le nouveau PS et que François Mitterrand en prit la tête. Yves continua de mener son combat et de nombreuses

actions, notamment des missions pour la FIDH (13). Jamais Myriam ne lui fit obstacle, totalement adhérente de ce combat, qui ne cessera jamais, au service des droits de l'homme, pour ses libertés et sa défense contre l'oppression.

Vint le temps de profiter de longs week-ends dans la maison de campagne de Méréville, un temps partagé entre l'accueil des nombreux amis et l'entretien de cette grande maison et du terrain arboré alentour. Yves aimait les arbres et fit pousser son « chêne de Tolstoï ».

Lorsqu'en 2002 Yves fit une chute avec fracture, puis revint de l'hôpital Pompidou avec le commencement d'un état dit de démence sénile, Myriam se montra d'une force extraordinaire pendant plus de quatre ans. Elle assista jour et nuit Yves dans ce déclin très difficile à vivre pour les plus proches, psychiquement comme physiquement. Au décès d'Yves, en janvier 2007, elle montra son courage et sa résistance, fervente dans la mémoire de l'« aimé » et du long parcours commun et passionné.

Handicapée par sa vue, Myriam continua par de longs appels téléphoniques à maintenir le contact avec ses nombreux amis, n'ayant jamais besoin, grâce à la préservation de sa mémoire, de consulter un répertoire pour se remémorer les numéros de téléphone, les dates d'anniversaire, les prénoms des enfants des correspondants, etc. La disparition des amis venait à proportion de l'âge avançant, mais faisait progresser en elle le besoin de rester en contact avec ceux demeurant en vie, notamment son aînée et amie d'enfance de Tiaret, devenue un très réputé professeur d'histoire, M^{me} Georgette Sers. Un autre réconfort régulier vint des amis de son immeuble : le D^r Benchetrit et son épouse, très attentifs auprès d'elle, et le musicologue et écrivain Jean Gallois, avec qui les conversations et l'échange des savoirs musicaux, artistiques et intellectuels furent ressentis avec le sens

(13) FIDH : Fédération internationale des ligues des droits de l'homme.

profond de l'intelligence et de la compréhension réciproques.

Une liste impressionnante pourrait être dressée. Myriam Dechezelles aurait cité, sans oublier tant d'autres qui pardonneront par-delà le temps : des hommes politiques appréciés, sincères et droits, Marceau Pivert et Claude Bourdet ; de grands militants révolutionnaires, Clara et Pavel Thälmann, combattants de la guerre d'Espagne ; de grands résistants déportés, Marcel Beaufrère, Jean-René Chauvin, Robert Chazine ; de grands syndicalistes de la trop rare gauche américaine, Vic Reuters et Daniel Benedict ; Vlady, Vladimir Kibaltchitch, peintre mexicain, fils de Victor Serge ; le germaniste antinazi, P^r Richard Thieberger ; les grands mathématiciens Laurent et Hélène Schwartz ; le sociologue Edgar Morin ; les grandes militantes, Annie Cardinal, Jeanne Hespel, Renée Danos, Mimi Lagune ; le socialiste algérien Mustapha Ben Mohamed ; les avocats « frères » Yves Jouffa, Pierre Stibbe et d'autres aussi. Mais aussi des protégés, l'ouvrier photographe érudit Michel Zographos, pour un temps le prêtre ouvrier Serge Berna rejeté par l'Eglise, pour un bref moment Daniel

Cohn-Bendit recherché par toutes les polices de France...

En 2013, lorsque le nom d'Albert Camus est revenu à l'affiche pour célébrer le centenaire de sa naissance, Myriam eut le regret qu'on ne fasse pas appel à sa mémoire et au rappel du Cercle des études camusiennes dont elle avait fait partie. Puis elle s'est ravisée, considérant qu'il serait nocif de donner encore matière aux exégètes de se parer de la plume de Camus pour flatter leur gloire plumitive, pensant particulièrement à l'orgueilleux Michel Onfray. Camus méritait l'admiration de Myriam dans sa pure simplicité de condisciple et d'amie.

Myriam a gardé sa lucidité et son à-propos jusqu'à quelques heures de son décès. Alors qu'un aimable infirmier, cherchant à la porter d'un fauteuil à son lit, lui demandait : « *Madame, puis-je vous prendre les pieds ?* », elle répondit aussitôt : « *Vous pouvez les prendre, mais ne les gardez pas !* »

Myriam, voltairienne et mozartienne, et Yves, rousseauiste et beethovénien, seront réunis dans le cimetière ancien des Sables-d'Olonne.

Hommage à Yves Dechezelles (1912-2007), défenseur infatigable des opprimés, défenseur infatigable de la vérité

Rendre hommage à Yves Dechezelles est quelque chose de bien difficile. D'autant plus qu'il ne saurait être question d'écrire sur l'ami Yves sans parler de Myriam, sa compagne. Et cela devient encore plus difficile, car toutes celles et tous ceux qui ont connu le courage et la fermeté d'Yves dans son combat, sa volonté de refuser les honneurs, savent quel appui lui apportait sa frêle épouse, dont la grande fermeté s'accompagne d'une redoutable ironie.

C'est pourquoi je vais faire appel à des souvenirs communs. J'en ai fait mention dans le film consacré à la vie de combat de Messali Hadj (dont la fille, Djamina, était présente aux obsèques d'Yves).

Je ne puis fixer la date précise, mais c'était quelques jours après le début de la révolution algérienne, en novembre 1954. Messali, alors en résidence forcée, avait été transféré aux Sables-d'Olonne, et Yves voulait prendre contact avec le leader du peuple algérien, dont il était l'avocat. Yves nous a demandé de l'accompagner. Notre ami Henri Peulet nous a conduits aux Sables-d'Olonne. Myriam, un autre avocat et moi-même étions du voyage. Aux Sables, Messali était séquestré dans une chambre d'hôtel, sous le contrôle d'une cohorte

de CRS, qui refusaient de nous laisser le rencontrer et ne laissaient entrer que les avocats.

En sa qualité d'avocat, Yves exigea avec la plus grande fermeté que Myriam et moi-même puissions l'accompagner. Après quelques hésitations, les CRS nous ont laissés passer. Les premières phrases de Messali furent celles-ci (je cite de mémoire) : « *La révolution vient d'éclater. Il y a eu divergences et scissions dans le mouvement national algérien, il faut en dépasser aujourd'hui les motifs. Il s'agit d'unir toutes les forces pour que la révolution atteigne son objectif : l'indépendance. Vous, les avocats, je vous suggère de vous rendre immédiatement à Alger.* »

Puis, Messali chargea Henri Peulet de faire transférer des millions de francs (je ne me souviens pas du chiffre, qui était important) à ses camarades.

Bien des choses me reviennent à la mémoire, bien des souvenirs communs. Une chose est certaine : Yves n'a jamais dérogé à ce qui orientait son combat, toute sa vie. Il est resté ce qu'il était, ce qu'il a été durant toute sa vie : Yves Dechezelles, défenseur infatigable des opprimés, défenseur infatigable de la vérité. Myriam l'a constamment accompagné.

Pierre Lambert

Notes de lecture

Le père ou le beau-père du socialisme utopique

François Fourn,
Etienne Cabet ou le temps de l'utopie,
Paris,
Vendémiaire, 350 pages, 20 euros

S'il existe dans l'Iowa un lac Icaria et s'« *il y a des Américains qui se souviennent de lui et de son œuvre* », affirme François Fourn dès la première page de son ouvrage, « *comme celui d'Icarie, son nom a disparu de la mémoire des Français, et cela depuis très longtemps, dès sa mort peut-être, en 1856* ». Et il oppose cet oubli qui frappe l'auteur du *Voyage en Icarie* au sort d'autres figures du socialisme de son époque auxquelles il pourrait pourtant être comparé, notamment pour le rôle qu'il a joué autour de 1848. François Fourn évoque le nombre de rues, boulevards ou stations de métro qui portent les noms de Barbès, Blanqui, Raspail, Louis Blanc, Ledru-Rollin, Arago, Pierre Leroux, Victor Considérant ou Lamennais, alors que le malheureux Cabet, à qui Proudhon réservait une place centrale dans la critique à laquelle il soumettait le communisme dans sa *Philosophie de la misère*, doit se contenter d'une allée à Nanterre, d'une rue à La Rochelle et d'une impasse au Pré-Saint-Gervais...

Le premier des communistes

Sans doute, mais il est, sauf erreur, difficile aujourd'hui de trouver les textes de Ledru-Rollin ou d'Arago, alors que *Voyage en Icarie* a été réédité en 2006 par les éditions Dalloz, précédé d'une préface signée Jacques Attali, spécialiste des textes grand public.

François Fourn dessine un portrait passionnant de l'étrange personnage

qu'était Etienne Cabet, qu'il qualifie de « *premier des communistes* », chronologiquement parlant s'entend, après avoir été, jusqu'à son exil en Angleterre en 1839, un très actif militant républicain. Son *Voyage en Icarie*, qu'il publie en 1840 sous le titre très discret de *Voyage et aventures de Lord William Carisdall en Icarie, traduits de l'anglais de Francis Adams par Th. Dufruit, maître de langues*.

Il y définit la réorganisation de la société sous forme d'une communauté égalitaire, qui doit être établie progressivement à la fois par l'élévation du niveau moral des ouvriers et la conquête de l'opinion publique, ce qui passe, entre autres, par le refus de la violence. Pour propager cette vision et constituer une force à cette fin, il publie, à dater de 1841, un journal, *Le Populaire*, organe central de la propagande icarienne, considéré comme outil d'éducation populaire, d'instruction et de moralisation du peuple. Pour Cabet en effet, comme le souligne François Fourn, les ouvriers « *ont à gagner en respectabilité, à se comporter en modèles de tolérance et de droiture, à se moraliser et à s'éduquer. Ils ont à gagner la confiance et la sympathie de la bourgeoisie.* »

Un successeur de Moïse, Saint-Paul et Jésus ?

Le « communisme icarien » a enfin des aspects religieux, voire mystiques. En 1846, Cabet publie ainsi *Le Vrai Christianisme suivant Jésus-Christ*, qui présente ce dernier comme un précurseur de la communauté fraternelle qu'il prétend instaurer un jour prochain. Selon François Fourn, l'idée centrale de cet

opuscule est « *d'affirmer que le parcours de Cabet est comparable à celui de Moïse, de Saint-Paul et plus encore à celui de Jésus* ». Cabet dès lors se mue en chef de secte.

Dans cette continuité très hostile à Babeuf et aux néobabouvistes, il condamne donc la lutte des classes. La communauté qu'il envisage de construire est une sorte de « grande famille organisée », dont Cabet a une vision à la fois patriarcale, paternaliste... et quasiment dictatoriale. Il est à lui seul ou presque *Le Populaire*, dont il écrit la majorité des articles et dont la rédaction dépend entièrement de lui. « *Il organise ses militants dans un système de cercles concentriques dont il est lui-même le centre, se mettant une fois de plus en situation de contrôle absolu.* » Il constitue avec une grande rigueur un réseau de correspondants qui couvre la très grande majorité des départements français.

Un cadeau pour Proudhon

Dans *Philosophie de la misère*, Proudhon s'attache, entre autres, à dénoncer le « communisme » qui relève alors pour l'essentiel de la vision utopique d'une société nouvelle évoquée sans aucun rapport avec une analyse du capitalisme naissant. Cabet est évidemment une proie idéale pour Proudhon. Ce dernier s'amuse à citer la réponse donnée par Cabet à ceux de ses disciples qui lui demandaient « *d'exposer le dogme communautaire scientifiquement* ». Cabet leur répondit dans *Le Populaire* de novembre 1844 par un quatrain lyrique qui fait glousser Proudhon :

« *Mon principe, c'est la fraternité
Ma théorie, c'est la fraternité
Mon système, c'est la fraternité
Ma science, c'est la fraternité.* »

Et Proudhon commente avec une ironie certes facile : « *La fraternité, tel est donc le fait primordial, le grand fait naturel et cosmique, physiologique et pathologique, politique et économique auquel se rattache, comme l'effet à sa cause, la communauté.* »

Soit dit en passant, la pensée de Proudhon, par moments, ne dépasse pas celle de Cabet dont il se moque. Ainsi, dans sa volonté de dénoncer le « communisme » au visage encore très flou, il écrit dans *Philosophie de la misère* : « *L'omnibus à coup sûr est un véhicule économique tout à fait dans le goût communiste (...). N'est-il pas sensible que, malgré son utilité relative, l'omnibus, substitué à la voiture particulière, loin d'être un progrès de la richesse, signifierait, au contraire, une diminution de la richesse ?* » Cette phrase annonce celle de Mitt Romney, candidat républicain à l'élection présidentielle américaine en 2012, affirmant : « *Les transports en commun sont le début du socialisme.* »

Un rêve qui paralyse l'action ?

En attendant, la perspective d'Icarie tend à paralyser l'action chez les sectateurs de Cabet. La révolutionnaire Flora Tristan, descendant à Lyon en 1844 pour tenter de gagner des ouvriers de la ville à son projet d'Union ouvrière, se heurte à l'influence des visions icariennes sur une partie des ouvriers lyonnais. Elle s'emporte : « *M. Cabet fait beaucoup de mal aux ouvriers. Il a paralysé en eux toute action. Aujourd'hui les ouvriers ne voient que le règne d'Icarie, restent là fascinés devant cette vision. Ils attendent, au lieu de travailler activement, cet heureux règne.* » Certains d'entre eux s'engageront pourtant dans le soutien aux mineurs de Rive-de-Gier en grève contre la décision patronale de baisser leurs salaires et d'allonger leur journée de travail (comme quoi il n'y a rien de nouveau sous le soleil du capital). Cabet, hostile à toute forme de lutte des classes, ne peut donc tout contrôler, et les mésaventures des colonies icariennes le confirmeront brutalement.

Alors même que les premières secousses qui annoncent février 1848 ébranlent le pays, Cabet, le 9 mai 1847, publie dans *Le Populaire* un appel adressé à des milliers d'icariens, réels ou potentiels, à quitter la France pour laisser derrière eux la misère, la douleur et le

désespoir. Cabet évoque un premier départ de 20 000 à 30 000 personnes, pouvant aller jusqu'à 100 000. La réalité sera beaucoup plus modeste et aussi beaucoup plus noire que la vision qu'en avait Cabet. Un journaliste communiste belge lui reproche de lancer son appel, alors que la révolution frappe à la porte : *« C'est ce moment-là que vous choisissez pour enlever à la France (...) les patriotes les plus intelligents et les plus dévoués. C'est là retrancher d'une armée, une heure avant la bataille, les meilleurs et les plus braves régiments. »*

Certains icariens eux-mêmes partagent cette critique. Vingt-huit icariens de Nantes protestent ainsi : *« A nos yeux, ce n'est ni l'heure ni l'instant d'abandonner la France, car jamais le Peuple et la Liberté n'ont couru de si grands dangers. »* Le réel et l'utopie se retrouvent face à face...

Des pleins pouvoirs dérisoires...

Avant le départ de la première colonie vers les terres vierges des Etats-Unis, Cabet fait adopter un « acte de société pour la communauté d'Icarie » dans lequel il se nomme lui-même gérant unique de la communauté pour dix ans. Le 3 février, soixante-neuf membres de l'avant-garde icarienne quittent Le Havre pour installer la première colonie icarienne sur un territoire dont ils ignorent tout et où ils vont connaître les pires difficultés, à commencer par une pénurie à peu près permanente, pendant que leur chef, Cabet, rattrapé par la révolution quelques semaines plus tard, déploie en

France une activité débordante. Il va ainsi se présenter, sans succès, à la députation. C'est le début d'une série de mésaventures qui vont déboucher, dans les rares colonies icariennes, sur des divisions internes, des départs, des ruptures, pour aboutir finalement à ce que Cabet soit rejeté de sa communauté, peu avant de mourir, par la majorité même des icariens qui, tous réunis, n'atteindront jamais le demi-millier. Son exclusion prend un quart d'heure. Il meurt peu après. Son cortège funèbre se réduit à une dizaine d'hommes seulement. L'agonie des rares colonies icariennes se prolonge pendant une bonne vingtaine d'années.

Un heurt fatal

La seconde moitié de l'ouvrage de François Fourn est consacrée au récit minutieux des mésaventures et de ces divisions. On y voit l'aventure utopique se heurter, impuissante, à une réalité beaucoup plus forte qu'elle et Cabet tenter de surmonter cette paralysie par une dictature personnelle, elle-même de plus en plus impuissante. L'indécence se mêle au grotesque lorsque la veuve et la fille de Cabet engagent une procédure judiciaire contre les icariens de la colonie d'où Cabet avait été exclu au motif que *« tous les biens d'Icarie avaient été enregistrés au nom de Cabet »*. Le réel rattrape toujours l'utopie, sans pitié. Les quelque cent cinquante pages consacrées à ce dénouement inéluctable mêlent à la fois le tragique et la farce avec un réel talent de narrateur.

Jean-Jacques Marie

L'Europe de l'Est sous Staline

Anne Applebaum

Rideau de fer, l'Europe de l'Est écrasée, 1944-1956

Editions Grasset, 28 euros

Ce livre traite de l'histoire de l'Europe de l'Est sous domination soviétique entre 1944 et 1956, période que l'auteur qualifie de période du *haut-stalinisme*. Elle s'intéresse plus particulièrement à trois pays, la Pologne, la Hongrie et l'Allemagne de l'Est, trois pays choisis non pas « *qu'ils soient semblables mais au contraire, parce qu'ils sont très différents* ».

Quand on parcourt sur la quatrième de couverture la biographie de l'auteur, Anne Applebaum, on se dit qu'on n'aurait peut-être pas dû acheter son livre. En effet, Anne Applebaum a été correspondante de *The Economist*, chantre du libéralisme britannique, à Varsovie, et dans son introduction, elle écrit : « *Si difficile qu'il nous soit parfois de le comprendre, les communistes croyaient aussi à leur doctrine. Que l'idéologie communiste nous paraisse rétrospectivement bornée ne signifie pas qu'elle n'ait pas inspiré une croyance fervente à l'époque.* » Il est clair que pour elle, « communisme » et « stalinisme » sont une seule et même chose.

Mais on aurait tort de s'arrêter à cet aspect des choses, car son livre se révèle passionnant pour tous ceux que la période intéresse. D'abord parce que, connaissant le polonais et le russe, elle a eu accès aux archives ouvertes depuis 1989 et a pu interviewer des gens ayant vécu la période. Ajoutons qu'elle fait preuve d'une certaine honnêteté intellectuelle, ce qui ne l'empêche cependant pas de citer, page 136, Lénine appelant en 1922 à l'extermination du clergé... mais sans donner aucune référence !

L'ouvrage est organisé selon un plan thématique : l'économie, la jeunesse, les ennemis intérieurs, l'*homo sovieticus*, le réalisme socialiste, les policiers, etc.

Le problème de Staline à partir de 1945, c'est comment continuer à contrôler des pays libérés par l'armée soviétique, mais des pays dans lesquels les partis communistes sont peu influents. En Pologne par exemple, où la résistance antinazie et anticommuniste menée par l'Armée intérieure a été largement majoritaire, Staline est conscient qu'il ne faut pas précipiter les choses, et consigne est donnée au petit Parti communiste polonais de ne pas « *afficher trop tôt ses couleurs* ».

En 1945, Staline est favorable à des gouvernements de « front national » incluant outre les communistes, les partis sociaux-démocrates et des partis paysans. Mais dans ces gouvernements, les staliens occupent systématiquement le ministère de l'Intérieur et l'URSS importe d'emblée un des éléments-clés du système stalinien : la police politique (l'UB polonaise, l'AVO hongroise et la Stasi est-allemande). Et si la police politique recrute parmi les membres des partis communistes, elle favorise les « *jeunes sans éducation plutôt que les communistes plus âgés qui avaient l'expérience de l'avant-guerre* ».

Comme les partis communistes sont, à l'exception de la Tchécoslovaquie, extrêmement minoritaires, Anne Applebaum avance l'hypothèse que pour s'assurer une certaine popularité, ceux-ci ne vont pas hésiter à jouer sur les sentiments antisémites d'une partie de la population. Déjà, pendant la guerre même, Rakosi, le futur petit Staline hongrois, reprocha à un certain Garasin, qui avait formé une unité militaire chargée de lutter contre les Allemands,

d'avoir formé « *une compagnie purement juive* ». Ce qui était d'ailleurs faux et sidéra d'autant plus Garasin que Rakosi lui-même était juif !

Au début des années cinquante, quand les régimes élimineront dans un remake des procès de Moscou de 1936-1937 les dirigeants qui avaient eu le tort d'avoir eu une activité à l'Ouest, notamment en combattant dans les Brigades internationales en Espagne, les accusés seront pour beaucoup juifs. Rajk en Hongrie et Slansky en Tchécoslovaquie sont parmi les plus célèbres de ces condamnés. Et Anne Applebaum de noter que Staline et ses hommes de main « *croyaient non sans raison que la persécution des communistes juifs serait bien vue de tous les autres* ».

Sur le plan économique, les Soviétiques trouvèrent des usines sans propriétaires, car ceux-ci étaient morts ou avaient fui lors de l'avancée des troupes soviétiques. La nationalisation fut le moyen d'établir clairement la propriété. Elle se fit cependant progressivement, et elle ne changea guère la condition ouvrière mais transforma les conflits ordinaires du travail en conflits politiques, car « *quand les ouvriers étaient mécontents de leur paye ou des conditions de travail dans leur entreprise, leurs protestations s'adressaient directement à l'Etat [...]. En 1947, quand des grèves éclatèrent à Csepel, quartier ouvrier de Budapest, les ouvriers détournèrent vingt camions et se dirigèrent vers le centre-ville pour demander au gouvernement de relever leurs salaires [...]. La sanction ne se fit pas attendre : la police politique*

investit l'usine en grève et arrêta 350 personnes [...]. A compter de 1949, le seul fait d'envisager une grève passait pour un crime "antidémocratique" contre l'Etat et les ouvriers pouvaient être exclus du parti pour la suggérer » (p. 315).

Un chapitre particulièrement intéressant est celui consacré aux « *collaborateurs réticents* », à tous ceux qui firent semblant d'adhérer au régime pour continuer à vivre sans risquer les pires ennuis et pour qui il était « *impossible d'éviter les infimes compromis, qu'il s'agisse de marmonner une chanson ou de signer une pétition pour la paix* ». Anne Applebaum a interviewé un certain Morawski, bureaucrate polonais chargé de la propagande, qui lui déclara : « *Quelque chose en moi me disait toujours, ce n'est pas bien, esthétiquement, ce n'est pas séduisant [...], mais d'un autre côté, c'est comme ça que nous rallions les gens.* » Cela peut contribuer à expliquer pourquoi, quand ces régimes chancelèrent, personne ne se lèvera pour les défendre ; et ils s'écrouleront comme des châteaux de cartes.

En bref, ce livre, qui comporte bien d'autres aspects encore, est instructif et agréable à lire, en dépit des partis pris idéologiques de l'auteur.

Roger Revuz

P. S. : à la page 99, il est question de la « *société Aide rouge internationale* ». Signalons au traducteur, qu'en fait de société, c'était une organisation militante, dont le nom en français est Secours rouge international.

“Les Leçons d’Octobre” Une traduction enfin complète !

Léon Trotsky : *Les Leçons d’Octobre*

Traduction nouvelle du russe.

Editions Les bons caractères, Paris 2015, 75 pages, 4 euros.

Les éditions Les bons caractères viennent de rééditer le fameux texte de Trotsky, *Les Leçons d’Octobre*. Le texte est certes déjà connu puisqu’il avait été publié dans les *Cahiers du bolchevisme* en décembre 1924, puis réédité en 1965 dans le volume *Staline contre Trotsky* chez Maspero... mais le texte alors publié en français avait subi des coupures et la traduction prenait parfois quelques libertés avec le texte russe, dont Les bons caractères nous fournissent pour la première fois une traduction complète, enrichie de notes qui apportent des précisions historiques très utiles.

De la Russie d’octobre 1917 à l’Allemagne d’octobre 1923

Dans ce texte qui servait de préface au tome 3 de ses *Œuvres complètes* où étaient rassemblés ses écrits de l’époque de la révolution d’Octobre, Trotsky réfléchit aux conditions d’une révolution victorieuse à partir de la double expérience du succès d’Octobre 1917 en Russie et de l’échec d’Octobre 1923 en Allemagne. Le volume sort des presses à la fin de septembre 1924... La révolution, conclut-il de l’expérience récente de l’Europe, ne peut triompher sans parti. L’affirmation est alors très banale, mais il ajoute : son existence « est une condition indispensable de la révolution mais non suffisante. Il y faut une direction à la

hauteur de la situation ». Pour éclairer son idée, Trotsky revient sur la lutte qui se déroula dans les sommets du Parti bolchevique à la veille d’Octobre et sur l’échec de la révolution en Allemagne, dû, selon lui, à l’indécision et aux hésitations funestes de la direction du Parti communiste allemand.

En cas de situation révolutionnaire, dit-il, le succès ou l’insuccès dépend de la direction du parti. Mais à l’approche de la crise décisive, « tout ce qu’il y a dans le parti d’irrésolu, de sceptique, de conciliateur, de capitulaire — bref de menchevique — s’élève contre l’insurrection ». Chaque pas du parti vers la révolution a suscité en son sein des résistances formidables. Et Trotsky rappelle l’attitude de Zinoviev et Kamenev qui, dans leur lettre du 17 octobre 1917, ont opposé à l’insurrection la perspective d’un Parti bolchevique de simple opposition parlementaire au gouvernement provisoire : « La révolution aurait été vouée à la ruine si Lénine n’en avait pas appelé au parti contre le Comité central », car « devant la passivité du parti, les espoirs des masses font place à la désillusion » dont l’adversaire profite.

Un tel revirement s’est produit en Allemagne en septembre 1923, et aurait pu se produire en automne 1917 en Russie, sans Lénine. Trotsky met ainsi en cause le comité central de 1917 au moment même où la direction se hisse au-dessus du parti comme un organe

incontrôlable, incontrôlé et intouchable. Il a beau écrire : « *Il serait par trop mesquin de faire de ces désaccords une arme de lutte contre ceux qui se sont alors trompés* », cette précaution verbale ne pèse pas lourd face à sa désacralisation sacrilège du comité central.

Une tempête

Les Leçons d'Octobre soulèvent une tempête dans les sommets du parti. Zinoviev et Kamenev sont offensés par leur mise en cause individuelle, Staline parce que, vu son rôle très discret en 1917, son nom n'est jamais cité dans l'ouvrage. Staline laisse ses deux amis du moment tirer les premiers. La vieille garde se lance à l'assaut de Trotsky en 1924 avec beaucoup plus de détermination qu'à l'assaut du gouvernement provisoire en Octobre 1917.

Le 24 octobre, Zinoviev et Kamenev dénoncent l'ouvrage de Trotsky comme « *une déformation consciente de l'histoire du parti* ». La *Pravda* publie une pluie de lettres commanditées du Kremlin. Puis tous ceux qui savent plus ou moins la manier dégagent la plume : Boukharine, épargné par Trotsky, vu la minceur squelettique de son rôle en octobre 1917, ouvre le feu dans la *Pravda* du 2 novembre, où il dénonce « *l'opération de sape* » de Trotsky et tonne : « *Le parti demande du travail, pas de discussions nouvelles.* »

“Le parti ne veut pas de discussions”

L'anathème fleurit. Le 17 novembre, Kamenev rédige un projet de résolution pour le comité de Moscou du parti qui affirme : « *Le parti ne veut pas de discussions, mais il veut indubitablement et il l'obtiendra, que soit donnée une riposte décidée aux falsificateurs du bolchevisme.* »

Le ton est donné : pas de discussions... mais une avalanche de ripostes musclées. Dans un rapport aux cadres du parti de Moscou du 18 novembre, répété devant deux autres auditoires et publié dans la *Pravda* sous le titre : *Léninisme ou trotskysme ?*, Kamenev présente

Trotsky comme un vieil ennemi du « *léninisme* » : « *A partir de 1903 (...), Trotsky joua le rôle d'un agent du menchevisme dans la classe ouvrière.* » Lénine l'a stigmatisé. Lénine mort, Trotsky veut « *prendre sa revanche* » et « *empoisonner les esprits des jeunes (...)* ; il démontre qu'il n'est pas un bolchevik. *Élément étranger hier, il l'est toujours aujourd'hui. Trotsky est devenu l'élément conducteur de la petite bourgeoisie dans notre parti, le symbole de tout ce qui dans le parti est opposé au parti. (...) Qu'il le veuille ou non — et certainement, il ne le veut pas — il est l'espoir de tous ceux qui veulent s'émanciper de la férule du Parti communiste* », donc des forces contre-révolutionnaires. Trotsky est donc objectivement un agent de la bourgeoisie ; demain il le deviendra subjectivement.

Staline répète le lendemain l'alternative *Trotskyisme ou léninisme ?* dans un discours publié le 20 novembre dans la *Pravda* ; Zinoviev, répète : « *Bolchevisme ou trotskysme ? Où mène la ligne du trotskysme ?* » dans la *Pravda* du 30 novembre. Il accuse Trotsky, de vouloir « *substituer le trotskysme au léninisme* », et pour cela de tenter « *une révision ou même une liquidation du léninisme* ». C'est donc l'ennemi numéro un. Un peu plus tard, il accuse Trotsky de chercher à transformer ce dernier en club de libres opinions. Le secrétaire du PC ukrainien, Kvirine, martèle : « *Le parti ne veut pas de discussions !* » C'est le leitmotiv général. La discussion est un péché mortel.

Staline, lui, s'attache surtout à relier le « *trotskysme* » d'hier à celui d'aujourd'hui, dont il définit les péchés en formules simples que tout apparatchik peut aisément apprendre par cœur et répéter : « *Le trotskysme est méfiance envers le Parti bolchevique (...), envers les chefs du bolchevisme, une tentative pour les discréditer* » (19 novembre). « *Le trotskysme est une des variétés du menchevisme (...)* ; *la révolution permanente (...)* est une des variétés du menchevisme (...), *la désespérance permanente* » (20 décembre).

Le 30 novembre 1924, Trotsky rédige, sous le titre : « *Nos divergences* », une

longue réponse à ses adversaires où il tente de calmer le jeu, en précisant d'emblée : « *Si je pensais que mes explications pourraient verser de l'huile sur le feu, (...) je ne les publierais pas, aussi pesant soit-il de rester sous le coup de l'accusation de liquider le léninisme.* » Ses adversaires utilisent ce souci affirmé d'apaisement pour se réserver le droit de jeter de l'huile sur le feu et refuser de publier sa réponse.

Boukharine donne, le 13 décembre, sa « dimension théorique » à la campagne. Il dénonce la « *révolution permanente* » comme fondée sur « *une sous-estimation* » de la paysannerie (formule bientôt rituelle

et litannique indéfiniment répétée). De Brest-Litovsk à sa proposition de planification économique, Trotsky, affirme Boukharine, n'a cessé de se tromper. Et même, fabule Boukharine, il « *s'est trouvé côte à côte avec le renégat Korsch* » (ex-communiste allemand) qui « *en prêchant la croisade* (croisade imaginaire inventée par Boukharine — NDA) *contre la révolution russe, rachète ses péchés de communiste* ».

On ne saurait discuter une théorie qui débouche sur une croisade anticomuniste, on ne peut évidemment que la dénoncer, en attendant mieux.

Jean-Jacques Marie

Un réveil cauchemardesque ?

Andrei Gratchev,
Le Passé de la Russie est imprévisible, journal
de bord d'un enfant du dégel

Traduit du russe par Galia Ackerman et Pierre Lorrain,

Alma éditeur, Paris, 520 pages, 25 euros.

Il y a trente ans, en avril 1985, Mikhaïl Gorbatchev était élu secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique et proclamait l'avènement de la « perestroïka » (c'est-à-dire de la « refonte ») du système, qui allait déboucher, six ans plus tard, sur la dislocation et la chute de l'Union soviétique, à la surprise de la quasi-totalité des soviétologues et kremenologues. De même, en 1987, deux spécialistes renommés, quoique fort discutables, du « communisme », Stéphane Courtois et Marc Lazar, écrivaient, deux ans donc avant la chute du mur de Berlin, et quatre ans avant l'implosion de l'Union soviétique : « *Le système communiste mondial fait preuve d'une remarquable aptitude à évoluer, à s'adapter, à progresser* ». Et ils concluaient en évoquant « *un système communiste en expansion* ». Pas vraiment extra-lucides, ces deux spécialistes...

Lorsque le dissident soviétique Andreï Amalrik avait publié, à la fin des années 1970, un essai intitulé : *L'Union soviétique vivra-telle jusqu'en 1984 ?*, lesdits soviétologues, kremenologues, spécialistes et journalistes, avaient accueilli avec un sourire ironique et condescendant cette prophétie où ils ne voyaient qu'un jeu sur le titre du roman d'Orwell. Comment croire à la fragilité d'un système capable d'aligner chars d'assaut, sous-marins nucléaires, missiles, bombardiers et avions de chasse ?

Les signes de craquements se multipliaient pourtant : en 1981, juste avant de

mourir, Brejnev affirmait la nécessité de mettre sur pied un « programme alimentaire » pour nourrir la population de l'Union soviétique, victime d'une pénurie chronique, qui a toujours obéré le prétendu socialisme soviétique et favorisé l'émergence d'une caste privilégiée soucieuse d'élargir et de stabiliser ses privilèges ; cette ambition fort modeste en disait long sur la solidité réelle du système ; la productivité de l'industrie soviétique était très basse tant les quelque 90 millions d'ouvriers mettaient peu d'empressement et d'enthousiasme à travailler, tant le système était paralysé par une bureaucratie tentaculaire qui étouffait toute liberté de pensée et tant il était gangrené par le développement en son sein de groupes corrompus et mafieux qui aspiraient à mettre la main sur la propriété d'Etat qu'ils ne voulaient plus se contenter de piller de l'intérieur.

Plus mal que sous le système soviétique

Svetlana Alexievitch, que l'on ne saurait soupçonner de tendresse pour ce système disparu, souligne : « *La société russe actuelle, où les voleurs et l'argent font la loi, est épouvantable. Nous avons été tellement naïfs à la fin des années 1980 sous Gorbatchev : pendant que nous discutons à perte de vue sur la meilleure façon d'instituer un socialisme à visage humain, les bandits et les dirigeants des Jeunesses communistes se sont emparés du pays, se sont partagé les hydrocarbures et ont imposé une société de rapaces*

à laquelle personne n'était préparé. Aujourd'hui, beaucoup de gens vivent plus mal que sous le pouvoir soviétique. »

De cette réalité Gratchev donne une vision partielle certes, mais assez significative à partir des postes qu'il a occupés à la périphérie, puis lors de la dernière période de la perestroïka où il devient l'un des conseillers et des porte-parole de Gorbatchev, au centre de l'appareil du parti.

Son livre, dont le titre, apparemment énigmatique, fait référence à une plaisanterie en cours chez les historiens russes, est essentiellement consacré à égrener des souvenirs. C'est par là qu'il est intéressant et mérite d'être lu. Il est impossible d'évoquer ici les aventures ou mésaventures racontées par Gratchev avec humour et les anecdotes, souvent amusantes et à peu près toujours révélatrices de la nature d'un système bureaucratique de plus en plus sclérosé, qu'il égrene tout au long de son récit.

L'analyse qu'il donne du processus est, en revanche, décevante par son schématisation exagérément simpliste. Oubliant la bureaucratie ou nomenklatura, son poids grandissant, ses appétits de plus en plus grands, son avidité croissante, sa volonté de privatiser la propriété d'Etat, toutes réalités étrangères à la révolution d'Octobre, il affirme une continuité absolue entre la Russie d'octobre 1917, l'Union soviétique stalinienne de 1937 ou 1953 et l'URSS poststalinienne des trois décennies suivantes. Evoquant le choc du rapport Khrouchtchev, il écrit ainsi : « *La génération libérée par Khrouchtchev du "knout" de la terreur stalinienne n'était pas prête, dans son ensemble, à lancer un défi au régime. Elle préférerait se satisfaire de la possibilité qui lui était offerte de dissocier l'idéal socialiste des "déformations du régime stalinien". Pour cette raison, elle se rua dans la brèche ouverte par le rapport secret de Khrouchtchev ; il s'agissait de théoriser une hypothétique différence ente Lénine et Staline.* » Et Gratchev qualifie systématiquement le régime stalinien de « *bolchevique* ».

En même temps, il qualifie la révolution d'Octobre d'« *utopie* », oubliant

d'abord que la révolution est née du choc dévastateur de la guerre (réduit par certains historiens aujourd'hui à une simple « brutalisation » !) ; il oublie en plus que ce choc dévastateur a aussi secoué l'Allemagne, l'Italie, la Bulgarie, disloqué l'Autriche-Hongrie, débouché sur la naissance de nouveaux Etats (Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie), commencé à ébranler les pays soumis au talon de fer colonial français et britannique, et suscité chez des millions d'hommes et de femmes l'espoir d'un nouvel ordre mondial qui ne serait pas gros d'une nouvelle guerre. Qualifier cet espoir d'utopie, c'est suggérer que l'ordre existant, c'est-à-dire celui de l'impérialisme, qui a suscité la Première Guerre mondiale et provoqué la Seconde est éternel.

Continuité ou mutation ?

Trouver là une quelconque « utopie », c'est confondre les mots et les faits. Lénine d'ailleurs n'évoque pas le moindre projet « utopique » dans son dernier écrit où il développait une vision très pessimiste de la Russie soviétique de l'époque. « *La situation internationale fait que la Russie est aujourd'hui rejetée en arrière* » et la productivité du travail s'est effondrée. Les puissances capitalistes européennes « *ont, écrit-il, accompli leurs tâches à moitié. Elle n'ont pas renversé le nouveau régime instauré par la révolution, mais elles ne lui ont pas permis non plus de faire aussitôt un pas en avant* ». Et il s'inquiète : « *Saurons-nous tenir avec notre petite et très petite production paysanne, avec le délabrement de notre pays, jusqu'au jour où les pays capitalistes d'Europe occidentale auront achevé leur développement vers le socialisme ?* », jour qui ne lui semble pas vraiment proche, puisqu'il affirme qu'en attendant il faut, « *subsister jusqu'au prochain conflit militaire entre l'Occident impérialiste contre-révolutionnaire et l'Orient révolutionnaire* », qui forme la majorité de l'humanité, mais doit avoir « *le temps de se civiliser* » — ce qui exige manifestement... du temps !

A un moment de son récit, Gratchev oublie l'assimilation qu'il définit entre la Russie soviétique de 1920 et l'URSS

stalinienne et poststalinienne. Evoquant l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS de Brejnev en 1979 et l'argument donné par Gromyko pour convaincre le secrétaire général du PCUS de s'y engager (« *Les Américains l'ont bien fait des dizaines de fois en Amérique latine. Pourquoi pas nous ?* »), il note : « *Cette phrase exprimait à elle seule la mutation du régime né en 1917 d'un défi à la guerre impérialiste et d'un appel révolutionnaire aux nations opprimées... Il tentait désormais d'imiter ce même impérialisme auquel il s'était opposé* »... jadis. Qui dit « mutation » dit changement de nature. Il évoque d'ailleurs à la fin de son livre, « *l'utopie communiste dégradée en projet totalitaire* », formulation qui établit une distinction radicale entre « l'utopie » prétendue (la suppression de la propriété privée des moyens de production) et sa dégénérescence sous Staline.

Tirant un bilan de la perestroïka dont il a été l'un des acteurs et qu'il juge positive, il conclut pourtant son livre par un bilan plutôt noir : « *Après avoir défait l'utopie communiste, le capitalisme de marché triomphe dans le monde entier. Sa jubilation est encore plus grande à l'Est qu'à l'Ouest. C'est là que le capitalisme agressif, "affamé", enfin libéré des*

entraves imposées par des années de compromis sociaux et moraux nés de l'affrontement capital/travail a obtenu la possibilité de revenir à son état primitif, déclarant avec franchise qu'il n'était soumis qu'à une seule loi suprême, celle du profit. » Cette affirmation est sans doute discutable : si le capitalisme financier, essentiellement spéculatif d'aujourd'hui, qui produit bulles financières après bulles financières, est le descendant du capitalisme industriel du XIX^e siècle, il n'en est pas le jumeau ou le clone.

Cette situation, découlant, entre autres, suggère Gratchev, de la chute de l'URSS, débouche, souligne-t-il, sur « *une baisse inexorable du niveau de vie et de protection sociale jusqu'au "dénominateur commun" mondial, ce qui signifie, pour des millions de personnes dans les pays riches, le retour à un ou deux siècles en arrière.* »

Gratchev propose d'opposer à cette sinistre perspective un « *nouveau projet* » qui « *serait une union entre l'utopie et son alternative, c'est-à-dire la démocratie* ». Mais un tel « projet » n'aurait évidemment de sens que si ce qu'il appelle « utopie » était réalisable et n'aurait donc rien d'utopique.

Jean-Jacques Marie

Chronique des falsifications

Auschwitz : mensonge et... ridicule

Il n'est jamais trop tard pour repérer une falsification. La coupable, en l'occurrence, est Anne Applebaum, journaliste américaine du *Washington Post*, auteur d'un ouvrage sur le Goulag, et épouse de Radoslaw Sikorski, ministre des Affaires étrangères de Pologne jusqu'à la fin de 2015, et faucon parmi les faucons du gouvernement polonais. Dans son *Goulag*, cette ancienne groupie du grand démocrate Georges W. Bush stigmatise la révolution russe en écrivant : « *Le vol était glorifié sous couvert de "nationalisation"* » (page 22). On y apprend que l'Armée rouge fut « *dirigée par le camarade de Lénine "Herr Trotski" du Café central* » (p. 40), ce qui suggère finement... ce que l'on devine.

Le 21 février 2014, elle a publié un article sur l'Ukraine dans le *Washington Post* dans lequel elle tente d'innocenter le gouvernement ukrainien de l'époque de ses liens étroits avec les héritiers de Svoboda, qui collabora avec les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, et « Pravy Sektor », organisation dont les membres portent sur leurs brassards l'insigne que portait pendant la guerre la division SS *Das Reich*, division qui se distingua par des nombreux massacres de populations civiles en Biélorussie et en Ukraine, avant de pendre quatre-vingt-dix-huit habitants de Tulle et de faire brûler femmes, vieillards et enfants d'Oradour-sur-Glane, entassés dans l'église du village, pratique à laquelle ils s'étaient entraînés en Biélorussie...

Anne Applebaum écrit : « *Il existe évidemment une mouvance d'extrême droite en Ukraine, mais son audience est bien moindre qu'en France, en Autriche ou aux Pays-Bas* ». Et elle ajoute : « *Les discours antisémites homophobes et xénophobes les plus radicaux ne viennent pas de l'extrême droite ukrainienne, mais de la presse russe et, en fin de compte, du gouvernement russe.* »

Outre que l'influence de ces organisations est grande dans l'Ukraine

de l'Ouest (la région de Lviv), les assimiler à une simple extrême droite aux discours xénophobes est très réducteur : ces organisations — même si Svoboda a mis de l'eau dans son vin par tactique et peut-être sur le conseil de ses amis américains — sont les héritiers de mouvements pronazis et profascistes qui ont collaboré aux massacres, entre autres de juifs. A Lviv (Lvov), leur centre, elles ont célébré jusques et y compris en 2014 l'anniversaire de la fondation de la division ukrainienne *Das Reich* fondée en avril 1943...

Le 2 mai 2014, les gens de *Pravy Sektor* ont ainsi pris part à l'incendie de l'immeuble des syndicats à Odessa et à l'assassinat de trente-huit manifestants dits « pro-russes », entre autres en achevant à coups de pieds ceux qui tentaient d'échapper à l'incendie en sautant par les fenêtres. On est là, on le voit, assez largement au-delà d'une simple « extrême droite » aux discours antisémites et xénophobes.

Ce tour de passe-passe permet à M^{me} Applebaum de présenter la situation en Ukraine sous la forme d'un conte bleu pour enfants : « *C'est une bataille politique qui oppose les Ukrainiens (russophones et ukrainophones) qui veulent vivre dans une démocratie "à l'européenne" où prévalent les droits de l'homme et l'Etat de droit aux Ukrainiens (russophones et ukrainophones) qui soutiennent un régime antidémocratique, oligarchique et capitaliste à la botte de la Russie politiquement et économiquement.* »

Le bilan social réactionnaire du gouvernement nomenklaturiste Porochenko-Iatseniouk illustre le caractère grossièrement propagandiste de ces lignes.

Jean-Jacques Marie

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS DE 1930 À 1934

Présentation

Ce *Cahier du Cermtri* est la suite du numéro 145, « *De la bolchevisation à la stalinisation du Parti communiste français* ». Il couvre la période 1930-1934 pendant laquelle la France subit les conséquences de la crise mondiale de 1929. L'Internationale communiste poursuit l'orientation dite de la « troisième période » définie en 1928. Même si plusieurs tournants marquent l'application de cette orientation, elle se résume avant tout au rejet de ce qui avait été au centre du combat de l'Internationale communiste avant la mort de Lénine et l'éviction de Trotsky : celui pour le front unique. Le fascisme et la social-démocratie — principale organisation de la classe ouvrière en Allemagne — sont pratiquement amalgamés : le social-fascisme. En Allemagne, toute unité d'action avec la social-démocratie contre la montée du nazisme est condamnée. C'est l'évolution en Allemagne, d'ailleurs, qui joue un rôle déterminant aussi pour le Parti communiste français, évolution qui aboutit à l'arrivée au pouvoir de Hitler le 30 janvier 1933.

1930-1934 est une période charnière pour le Parti communiste français : renforcement de la mainmise de Staline sur l'Internationale communiste et donc sur ses différentes sections nationales, et, parallèlement prise en main du PCF par Maurice Thorez, les deux éléments étant étroitement liés.

L'Internationale communiste (IC)

Le X^e Plénum de l'IC, en mai 1929, avait réaffirmé les thèses essentielles de la politique de la « troisième période » : réalisations socialistes grandioses du premier plan quinquennal, fascisation des Etats capitalistes, en particulier de la France, social-fascisme, essor des luttes dans la période de crise, avec, au bout : la guerre et la révolution... Il n'est question que de radicalisation de la classe ouvrière et de nouvel essor des luttes révolutionnaires. C'est dans ce plénum que l'élimination de Boukharine et de ses partisans (dont Jules Humbert-Droz) s'est opérée. Staline devient le dirigeant incontesté de l'Internationale et il développe le thème de l'URSS forteresse assiégée, ce qui lui permet de faire accepter aux partis communistes l'élimination des opposants...

En effet, la mise en œuvre de cette politique qui tourne le dos aux exigences de la lutte de la classe ouvrière internationale et, en URSS, les conséquences désastreuses de l'application du premier plan quinquennal nécessitaient de débarrasser l'IC de ses opposants réels ou potentiels. Les thèses de ce plénum décrètent : « *Sans une épuration des partis communistes des éléments opportunistes, aussi bien ouverts que cachés, et sans une victoire sur les conceptions conciliatrices à leur égard, les partis communistes ne pourront aller victorieusement de l'avant sur la voie des nouvelles tâches qui sont soulevées par la lutte des classes aiguë dans la nouvelle étape du mouvement ouvrier.* »

Mais, en mars 1930, un premier infléchissement est perceptible. Le discours de Staline « *Le Vertige du succès* » témoigne d'une autre réalité : « *Les succès ont aussi leurs ombres* », ils « *inoculent l'esprit de présomption et de fatuité...* ». Il est nécessaire de tenir compte de « *la diversité des conditions dans les différentes régions de l'URSS* ». Le discours critique également la « *précipitation* », « *le travail brouillon* », et recommande de ne pas « *irriter le paysan kolkhozien par la collectivisation des habitations* ». En fait, cet assouplissement dans les campagnes témoigne des difficultés, des résistances à la collectivisation forcée et accorde à la paysannerie quelques concessions comme le droit à la propriété privée du lopin de terre.

Lors du XI^e Plénum de l'Internationale communiste, en mai 1931, Manouïlski présente un rapport d'un optimisme étonnant... encore quelques années et l'URSS dépassera les pays capitalistes..., le niveau matériel de la classe ouvrière ne cesse de s'élever, la collectivisation de l'agriculture se poursuit... Et il conclut que l'Union soviétique est entrée dans l'ère du socialisme... C'est ce que décrit quotidiennement *L'Humanité*.

Cependant, face à la pénurie alimentaire, aux difficultés multiples de l'économie, Staline est contraint « *d'ajuster à la baisse le cours de la politique intérieure du grand bond* » : il instaure la division de la population en catégories distinctes pour l'accès au ravitaillement. Cette inégalité profite à la bureaucratie.

Dans ce même plénum, le recours à la terreur contre les opposants est justifié par une prétendue « *exacerbation des tentatives de sabotages organisées par des minorités de plus en plus restreintes et désespérées* ».

L'heure des procès approche, il ne suffit plus d'appliquer servilement, sans critiquer, la ligne de l'Internationale, il faut s'engager et manifester clairement son soutien indéfectible à la politique et à la personne de Staline.

Au XII^e Plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste, en août-septembre 1932, le discours de Piatnitski est essentiellement centré sur les situations française et allemande. Il est très sévère pour le Parti communiste français. Il rappelle les très nombreuses réunions et conférences qui ont eu lieu auxquelles assistaient des délégués français. Cela sans résultats satisfaisants, dit-il ! C'est une préoccupation constante pour l'Internationale, car, « *comme je l'ai indiqué, le rôle du PCF est actuellement très grand ; dans les documents et décisions adoptés, on ne se contentait pas de critiquer le parti, on indiquait encore la ligne à suivre et comment la suivre* ». Et il rappelle aussi les engagements, « *promesse solennelle* », que les représentants du PCF avaient pris, et les résultats obtenus. Ce texte conclut sur la nécessité d'une « *direction qui travaille collectivement et dans l'entente* ». Ce n'est pas une recommandation inutile... Après l'élimination du groupe Barbé-Célor, et malgré l'appui de plus en plus net de l'émissaire de l'IC en France, Fried, Maurice Thorez ne parvient pas encore à s'imposer comme le seul secrétaire général du PCF. Il ne peut éviter les heurts quelquefois violents avec Marty, Vassart ou Doriot, qui restent des rivaux possibles.

En mars 1933, malgré les discours officiels, il semble qu'à Moscou on ne puisse plus simplement ignorer la situation créée par l'accession au pouvoir de Hitler. Le comité exécutif de l'Internationale infléchit légèrement sa stratégie. Dans son appel « *Aux ouvriers de tous les pays* », l'IC se prononce pour la formation d'un front unique antifasciste (jusqu'au sommet). C'est un premier pas, essentiel, que Trotsky remarque.

Le 1^{er} avril 1933 se tient le présidium de l'Internationale communiste, qui ne tire pourtant aucune conclusion de la situation allemande, bien au contraire. Il « *constate que la ligne politique, la politique d'organisation du comité central du PC allemand, avec Thaelmann à sa tête, ont été parfaitement justes avant et pendant le coup d'Etat hitlérien...* ». La suite est éclairante : « *L'instauration de la dictature fasciste ouverte dissipant toutes les illusions démocratiques des masses et libérant celles-ci de l'influence de la social-démocratie accélère la marche de l'Allemagne vers la révolution prolétarienne* » (in *Correspondance internationale*, p. 1402).

En 1933-1934, il semble que Staline hésite sur l'orientation politique à suivre. Devant le XVII^e Congrès du parti russe, il s'exprime ainsi : « *Nous nous sommes orientés dans le passé et nous nous orientons aujourd'hui sur l'URSS et seulement sur l'URSS, et si les intérêts de l'URSS exigent un rapprochement avec tels ou tels pays qui n'ont pas intérêt à voir la paix violée, nous le faisons sans hésitation.* » C'est l'application concrète de la théorie du socialisme dans un seul pays, qui se traduit sur le plan diplomatique par la signature, en février 1933, d'un pacte de non-agression franco-soviétique.

Un nouveau tournant est en cours à Moscou. Lorsque Thorez s'y rend, il est reçu par le nouveau secrétaire de l'IC, Dimitrov, qui lui présente ainsi l'orientation à suivre désormais : « *La politique du front unique doit être dégagée des vieux schémas dogmatiques du temps de Zinoviev...* », et lui conseille de « *tenir compte des formes d'organisation et des traditions qui rattachent les ouvriers socialistes à leur parti...* » C'est évidemment la situation allemande qui explique cette prise de distance avec la politique de la « troisième période ».

La situation allemande

Comme le dit Léon Trotsky, dès 1930, « *la clé de la situation se trouvait dans les mains du prolétariat allemand* ». « *Le fascisme est devenu en Allemagne un problème important* », et face à la menace du nazisme, Trotsky combat pour le front unique ouvrier, c'est-à-dire l'unité d'action entre le KPD et le SPD.

En effet, si les résultats des élections au Reichstag de septembre 1930 manifestent certes un gain de voix pour le Parti communiste allemand (4,5 millions de voix), ils sont surtout caractérisés par la poussée énorme du parti nazi, qui passe de 12 sièges à 107, avec 6,3 millions de voix !

Les articles de *L'Humanité* célèbrent triomphalement les résultats du Parti communiste allemand... Le journal communiste *Die Rote Fahne* commente ces résultats par cette appréciation : « *Le commencement de la fin pour les nazis* » !

Le gouvernement du chancelier Brüning, face à la crise — il y a plus de 4,9 millions de chômeurs —, décide une politique de déflation qu'il impose par des décrets-lois. La crise financière, économique et sociale s'approfondit...

Le 9 août 1931 est organisé un référendum sur la dissolution du Landtag de Prusse dirigé par les sociaux-démocrates ; ce référendum est à l'initiative des « casques d'acier », organisation d'extrême droite, et soutenu par le parti nazi et tous les partis de droite. Sur recommandation du comité exécutif de l'Internationale, le Parti communiste allemand décide d'y participer, mêlant ainsi ses voix à celles des nazis contre les « sociaux-fascistes »... Le comité central du Parti communiste allemand lance ensuite un appel... aux ouvriers sociaux-démocrates pour un « *front unique rouge* » à la base... Toujours la stratégie de « *plumer la volaille* » définie en 1924 par Albert Treint.

L'année 1932 en Allemagne est marquée par la crise politique permanente et par l'élection présidentielle. Elle a lieu en mars et avril : au second tour, alors que le SPD a appelé à voter Hindenburg « *pour faire barrage à Hitler* », les voix se répartissent ainsi : 19,4 millions pour Hindenburg, 13,4 millions pour Hitler et 3,7 millions pour Thaelmann. Le 30 mai, après la démission de Brüning, un « cabinet de concentration nationale » est constitué par von Papen ; il dissout immédiatement le Reichstag : les nazis sortent encore

vainqueurs, avec 13,7 millions de voix, contre 7,2 millions pour le SPD et 5,2 millions pour le Parti communiste. En novembre 1932, le gouvernement von Papen est contraint à la démission, et le général von Schleicher devient chancelier du Reich.

Au début de 1933, des manifestations de masse, imposantes, ont lieu contre la politique de von Schleicher. Hitler s'assure de la coopération du front de Harzburg, regroupant tous les magnats de l'industrie allemande. Fort de cet appui et de celui d'une partie de l'armée, il est prêt à répondre à la demande du président Hindenburg qui lui propose d'entrer au gouvernement après la chute du cabinet von Schleicher. Le 30 janvier 1933, un gouvernement de coalition Hugenberg (1)-Hitler-von Papen est constitué. Le Parti communiste allemand appelle à la grève générale et propose à la direction du SPD un appel commun à la grève que celle-ci refuse. Les choses vont aller désormais très vite : un décret d'exception interdit de critiquer le gouvernement et jette pratiquement le Parti communiste dans l'illégalité. L'incendie du Reichstag sert de prétexte à l'élimination du Parti communiste. Les presses sociale-démocrate et communiste sont interdites, et c'est la première grande vague d'arrestations avant l'ouverture, en mars, des premiers camps de concentration où se retrouveront militants socialistes et communistes... Trotsky, de Prinkipo, titre son article du 14 mars 1933 : « *La tragédie du prolétariat allemand, les ouvriers allemands se relèveront, le stalinisme jamais.* »

La situation française

La question allemande est évidemment déterminante dans la vie politique française. Si la situation économique de la France a pu sembler stable par rapport à celle de l'Allemagne et de l'Autriche, c'est que le caractère retardataire de son économie et son insuffisante intégration dans le capitalisme mondial lui ont procuré un répit de quelques mois. Mais, dès l'été 1931, les premiers effets de la crise se manifestent... Le bénéfice de la stabilisation monétaire de Poincaré a disparu, le marché intérieur est saturé et la production industrielle ne trouve plus de débouchés à l'exportation, malgré l'existence de l'empire colonial.

Pour juguler la crise, les différents gouvernements « poincaristes » de Tardieu et de ses successeurs redoutent l'inflation, mais hésitent à s'engager dans une politique ouverte de déflation risquant d'aggraver le ralentissement de la production et du commerce extérieur, et par suite, de provoquer le chômage.

Les crises ministérielles expriment cette impuissance, alors que les scandales financiers (Hanau, Oustric puis Stavisky) alimentent l'antiparlementarisme et nourrissent l'agitation des ligues nationalistes et fascistes.

Le Parti communiste français ne bénéficie pas pour autant de cette situation de crise. Dès 1930, l'Internationale communiste reproche à la délégation française, comprenant Henri Barbé et Thorez, le retard et les insuffisances du Parti communiste.

Déjà, quelques signes précurseurs de la volonté de l'IC en ce qui concerne la direction du PCF sont perceptibles : c'est Maurice Thorez qui a l'honneur de porter le salut du PCF au XVI^e Congrès du Parti bolchevique, signe de la disgrâce des « jeunes ». Il faut trouver des responsables au recul du PCF et à son isolement croissant. La mécanique du procès contre le groupe Barbé-Célor est engagée.

A Paris, Thorez devient le seul titulaire du secrétariat, et la décision de resserrer le bureau politique permet d'écarter l'ancienne direction des « jeunes ». Ces mesures n'améliorent pas pour autant les résultats du parti. Ainsi Thorez est-il battu à l'élection partielle de Belleville...

Face à l'offensive contre le PCF lancée par Manouilski au XI^e Plénum de l'exécutif de l'IC, Thorez approuve les critiques sévères qui sont faites : « *Nous approuvons le rapport*

(1) Hugenberg : voir notices biographiques à la fin de ce cahier.

du camarade Manouïlski, y compris la critique sévère mais juste des insuffisances criantes de notre parti, de son état retardataire en présence de l'accumulation des phénomènes de crises à l'échelle internationale, de l'aggravation de la crise économique, de la croissance des éléments révolutionnaires dans plusieurs pays et surtout de la menace croissante contre l'URSS. » Autocritique complète...

Finalement, l'Internationale a opté pour Thorez (contre Doriot), mais Thorez avait à conquérir la confiance de Moscou.

En juillet 1931, Manouïlski est envoyé en France pour mettre sur pied « un collègue de direction », dont le responsable est Fried, lui aussi émissaire de Moscou. Désormais, aucune décision ne peut être prise sans l'aval de cette commission et de ces hommes.

Manouïlski annonce également qu'il vient à Paris pour enquêter « sur les agissements d'un groupe fractionnel. Celui des jeunes qui a monopolisé la direction du parti et commis de graves erreurs et agi dans le dos de l'Internationale ». Il évoque aussi une provocation policière... Le malaise est grandissant dans le parti ; on ne sait pas qui est visé... Ces méthodes ne sont pas encore habituelles...

L'affaire du groupe Barbé-Célor va se dérouler pendant plusieurs mois, avec des allers et retours à Moscou, sans que la presse officielle du parti, à ce stade, ne fasse référence explicite à ceux que Moscou a condamnés.

De manière apparemment paradoxale, alors que l'emprise de l'IC se renforce sur la direction du PCF, Thorez lance dans *L'Humanité* une série d'articles pour ouvrir la discussion dans le parti : « Pas de mannequin dans le parti », « Les bouches s'ouvrent ». En fait, cette campagne, qui nous rappelle par certains aspects « les cents fleurs » de Mao, n'a pas pour objectif de réintroduire le débat démocratique sur l'orientation générale du parti, mais uniquement de faire comprendre aux militants « comment on peut et doit réaliser les tâches fixées par la direction suprême de l'IC ». Cette campagne aura une autre conséquence : elle permet à Maurice Thorez, dont l'autorité n'est pas encore complètement reconnue à Moscou, de consolider sa popularité au sein du PCF.

En novembre 1931, *L'Humanité* publie une autocritique de Barbé dans laquelle celui-ci reconnaît « son activité fractionnelle et conspiratrice ».

Au comité central du 4 décembre 1931, en présence de Manouïlski et de Fried, une nouvelle direction émerge, Vassart, Marty, Ferrat, et Thorez, qui devient le premier des secrétaires.

Le temps de la « libre discussion » ne dure pas. Sur impulsion de l'IC, le parti se dote d'une « section des cadres », dont le collège de direction est sous le contrôle direct de Pianitski et de Manouïlski, c'est-à-dire de l'IC. La responsabilité de la commission est confiée à Vassart, qui va mettre sur pied un questionnaire (chaque militant doit faire précisément sa propre biographie), selon la méthode utilisée par le PCUS, méthode infaillible pour sélectionner les dirigeants dont l'IC a besoin, mais arme redoutable de contrôle et de pression contre les militants, indispensable pour étayer les accusations pour les procès politiques.

En 1932, le VII^e Congrès du Parti communiste français se déroule sous la direction des émissaires soviétiques. Thorez est allé à Moscou quelques semaines auparavant ; il lui a été expliqué que la liquidation du groupe Barbé-Célor était la condition permettant le développement du parti. Le rapport fait par Thorez, publié en brochure, s'intitule : « En avant pour l'issue révolutionnaire de la crise ». Il y affirme que le PCF veut dépasser aux élections de 1932 les résultats de 1928 et appelle « à une lutte renforcée contre le Parti socialiste et la CGT... » C'est le maintien intégral de la ligne « classe contre classe », avec l'objectif de détruire le Parti socialiste.

Les élections législatives de 1932 vérifient le recul du Parti communiste, mais aucune remise en cause de l'orientation n'est envisagée, même après le 30 janvier 1933, date de la nomination de Hitler comme chancelier.

Le 6 février 1934, la situation devient explosive. « Les ligueurs » de tous les groupes avaient appelé à manifester contre la Chambre des députés à la suite du renvoi par Daladier du préfet de police Chiappe (accusé de sympathie pour l'extrême droite). Cet événement a profondément modifié les choses : la manifestation très violente aurait pu porter un coup redoutable à la République française. Désormais, le danger fasciste en France s'est matérialisé concrètement.

Trotsky l'analyse ainsi de Prinkipo en octobre 1934 : « *En France, on s'est longtemps bercé de l'idée que le fascisme n'avait rien à voir avec ce pays. Car la France est une république, où toutes les questions sont tranchées par le peuple souverain au moyen du suffrage universel. Mais le 6 février, quelques milliers de fascistes et de royalistes, armés de révolvers et de matraques, ont imposé au pays le réactionnaire gouvernement Doumergue sous la protection duquel les bandes fascistes continuent à grandir et à s'armer...* » (*Où va La France ?*, p. 7, Editions Selio).

Dès le 7 février, la pression pour constituer un front unique contre les groupes fascistes se fait sentir jusque dans la CGTU, mais le Parti communiste reste sur ses positions de lutte contre la social-démocratie. En s'appuyant sur les dernières décisions de l'Internationale, Marcel Gitton, membre du secrétariat, éconduit la délégation du Parti socialiste venue à *L'Humanité* proposer une manifestation commune. Alors que les fédérations socialistes de la SFIO de la Seine et de la Seine-et-Oise décident de manifester à la Bastille le 8, le bureau politique du PCF appelle seul à manifester le 9, malgré l'interdiction gouvernementale.

Le 8, la CGT appelle à la grève générale pour le 12. Le 9, la pression est suffisamment forte pour contraindre les dirigeants communistes à décider que le parti et la CGTU rallient la grève du 12. Nous savons comment, lors de cette manifestation du 12 février, socialistes et communistes se sont rejoints dans un cortège unique, exprimant leur volonté d'unité.

Lorsque la politique de la « troisième période » sera abandonnée et que la direction du PCF se ralliera au front unique imposé par les masses le 12 février, c'est rapidement que sera amorcée la marche au Front populaire.

Cela fera l'objet d'un autre *Cahier du Cermtri*.

Repères chronologiques

Date	France	Allemagne	URSS et Internationale communiste
1930			
Janvier	Tardieu revient au gouvernement. (jusqu'en décembre).		
Mars	Thorez, emprisonné, paie une caution pour sortir et est critiqué par l'IC.	Brüning devient Chancelier de la République de Weimar.	Article de Staline : « <i>Le Vertige du succès</i> »
Avril			XI ^e session du CE de l'IC : réaffirmation de la politique de la « troisième période ».
Juin		Evacuation de la Rhénanie	
Juillet	Thorez remplace le « secrétariat collectif » du PCF.	Premiers décrets-lois d'exception.	XVI ^e Congrès du PCUS : Tomski est exclu du BP.
Août	Le « tournant » s'amorce dans le PCF.	Dissolution du Reichstag.	
Septembre		Elections générales : première grande poussée nazie.	
Novembre			Rykov s'oppose à Staline : exclu du BP.
Décembre		Décrets-lois qui poursuivent la politique déflationniste.	
1931			
Janvier	Début des conséquences de la crise.	Politique d'union douanière avec l'Autriche : vers l'« Anschluss ».	Début de la collectivisation forcée.
Mars	Grève des mineurs en réponse à la baisse des salaires.		
Mai	Grève d'un mois dans le textile dans le Nord.	Congrès du SPD. Wels déclare : « <i>Les bolcheviks et les fascistes sont frères.</i> » Krach financier.	
Juillet			
Août	Campagne de Thorez dans <i>L'Humanité</i> : « <i>Les bouches s'ouvrent</i> »...		
Septembre		« Référendum rouge » en Prusse.	
Octobre	Première dénonciation du groupe « Barbé-Célor ».	Constitution du Front de Harzburg : alliance de Hitler avec les magnats de l'industrie.	
1932			
Janvier	Retour au pouvoir de Tardieu.		
Février	VII ^e Congrès du PCF, à Paris.	Le 27 février, le SPD appelle à voter Hindenburg.	
Avril		Réélection de Hindenburg. Décret d'exception interdisant les SS et les SA.	

Repères chronologiques (suite)

Date	France	Allemagne	URSS et Internationale communiste
Mai	5 mai : assassinat du président Paul Doumer.	30 mai : démission de Brüning.	
Juin	Elections législatives : net recul du PCF.	Von Papen forme un gouvernement de « concentration nationale ».	
Juillet	Convocation du congrès international contre la guerre.	Dissolution du Reichstag.	
Août	Congrès international contre la guerre à Amsterdam.	Levée de l'interdiction des SS et des SA : Hitler tolère le gouvernement von Papen.	
Septembre	Célor exclu du PCF.		
Octobre		Elections au Reichstag : les nazis obtiennent 37,7% des voix.	XII ^e plénum du CE de l'IC : pour le front unique à la base. Affaire Rioutine.
Novembre	29 novembre : pacte de non-agression franco-soviétique.	Démission de von Papen, remplacé par le général von Schleicher.	Arrestation d'anciens opposants, dont Smirnov.
Décembre	La France refuse de payer les dettes de guerre aux Américains.		
1933			
Janvier		30 janvier : Hitler devient chancelier.	Début du deuxième plan quinquennal.
Février	2 février : gouvernement Daladier (jusqu'en octobre)	27 février : incendie du Reichstag Décret-loi « pour la défense du peuple et de l'Etat ».	
Mars	Lock-out chez Citroën.	5 mars : élections au Reichstag. 23 mars : Hitler obtient les pleins pouvoirs.	
Mai		2 mai : dissolution des syndicats.	
Juin	Discussion des thèses « néo » à la SFIO.		
Juillet		Autodissolution des partis sous la pression du nazisme. 20 juillet : concordat entre l'Allemagne et le Vatican.	XIII ^e Plénum du comité exécutif de l'IC.
Août	Opposition de Doriot sur la question du front unique.		
Octobre		14 octobre : l'Allemagne quitte la SDN.	
Novembre	Départ des « néos » de la SFIO (Renaudel, Marquet, Déat).		
1934			
Janvier	Le scandale Stavisky éclate.		
Février	6 fév. : émeute fasciste à la Concorde. Gouvernement Doumergue. 12 fév. : grève générale.	Défaite des ouvriers en Autriche contre la politique du chancelier Dolfuss.	

I. 1930-1931 : le renforcement de la mainmise de l'Internationale communiste sur le Parti communiste français

Nous avons vu que depuis 1929, chaque plénum de l'Internationale communiste (IC), tout en rappelant l'orientation de la troisième période sous la direction de Staline, consacre un intérêt croissant au Parti communiste français. Les résultats catastrophiques en termes d'adhérents, de comités du parti, de vente de la presse communiste seront la base des accusations contre le groupe Barbé-Célor. La presse communiste, en particulier dans *L'Humanité*, ne relate que de manière très feutrée ces problèmes. La ligne dominante reste celle de la dénonciation permanente de la trahison des « sociaux-fascistes ». Tout est occasion pour les dénoncer : les scandales qui agitent la vie politique française, leur attitude dans le mouvement social contre les grèves (cf. l'article de *L'Humanité* du 12 février 1931 : « *Dans la fange des scandales* »). Ils sont quotidiennement dénoncés comme « *suppôt des capitalistes et des patrons* » et sont même accusés d'être les seuls responsables de la montée du fascisme en Allemagne (cf. l'article de *L'Humanité* du 5 avril 1931 : « *Les ouvriers social-démocrates se révoltent contre leurs chefs* »).

La situation allemande est désormais présente de manière constante dans la presse du PCF. La montée du fascisme, la politique du chancelier Brüning, avec les décrets-lois, sont l'objet de nombreux articles, mais le centre reste toujours la dénonciation du « *social-fascisme* ». Ces articles manifestent un aveuglement total sur la montée en puissance des nazis.

Le parti français suit de plus en plus étroitement le « modèle soviétique » dans sa lutte contre les déviations opportunistes et les sabotages : les procès sont relatés avec force détails : procès du parti industriel et procès des mencheviques... (cf. l'article de *L'Humanité* du 28 février 1931 : « *Demain à Moscou s'ouvre le procès des contre-révolutionnaires mencheviks* »).

Il faut remarquer que la presse communiste ne fait aucun compte rendu de ce qui se passe à Moscou ou à Paris avec la liquidation du groupe Barbé-Célor... Mais le malaise dans le PCF devient trop évident et éloigne de plus en plus de militants. Les effectifs chutent entre 1927 et 1931 de 55 000 à 25 000, la vente de *L'Humanité* s'effondre également. Il faut donc prendre une initiative, et sur conseil sans doute de Fried, Thorez décide l'ouverture d'une « *libre discussion* » dans le parti. La campagne est lancée par une série d'articles, tous signés de Maurice Thorez. Le premier est daté du 14 août et est intitulé « *Pas de mannequin dans le parti* », suivi, le 21 août, par l'article « *Les bouches s'ouvrent* » (que nous publions ci-après). Quant à l'article du 2 septembre 1931, « *Jetons la pagaie* » (reproduit ci-après), c'est un appel direct à la dénonciation de l'autoritarisme et des petits chefs. Ces articles ont un grand retentissement dans le parti et ont la même fonction que l'article de Staline « *Le vertige du succès* ». Ils vont permettre d'obtenir l'autocritique des dirigeants sanctionnés tout en les écartant de tous les postes de responsabilité.

Le « tournant » de l'Internationale est analysé avec intérêt par l'Opposition de gauche regroupée autour de *La Vérité* et de *La Lutte des classes*. Pierre Naville souligne que « *l'essentiel du tournant, c'est de remettre en avant la question du front unique* » (cf. l'article de *La Vérité* du 8 mai 1931). De même, l'article de *La Vérité* du 15 septembre 1931 prend acte du tournant engagé par Thorez et y voit la possibilité d'un redressement réel du parti. Cet optimisme sera rapidement démenti par les faits. « Ce dégel » ne va pas durer : André Ferrat, dans un article de *L'Humanité* du 18 décembre 1931, écrit : « *Ouvrir la bouche oui, mais pas pour réviser la ligne de l'IC.* »

Et la lutte contre les opposants s'intensifie, comme en témoigne ce nouvel article du même auteur paru dans *L'Humanité* du 23 avril 1932 : « *Les renégats à la porte* ».

“La grande poussée” SFIO ... Dans la fange des scandales

L'Humanité du 12 janvier 1931

*Jules UHRY, député-maire de Creil,
trafiquait ses mandats*

*Octave JACOTTET, banquier socialiste,
est arrêté pour escroquerie*

*BENARD frères, bailleurs de fonds
du Popu, étaient liés à Schneider*

*LAGROSILLIERE, cornac de Frossard,
voulait écumer La Martinique*

*Marius MOUTET, député socialiste,
« démarchait » pour les « Naphtes
de Bakou »*

M. L.-O. Frossard, député socialiste SFIO, poursuit *L'Humanité* devant les tribunaux de la bourgeoisie.

Ce renégat du mouvement ouvrier révolutionnaire qui a marché, à grandes enjambées, sur le chemin de la trahison pour aller se vautrer dans les marais les plus nauséabonds de la collaboration de classe, nous a informés dans le post-scriptum de son article du *Soir*.

Ce n'est pas cet élu des planteurs capitalistes de La Martinique et ce directeur de journal dont il ferait bien d'indiquer les ressources financières qui réussira, par une aussi grossière manœuvre digne de maîtres chanteurs, à blanchir son parti souillé par la boue des compromissions les plus sordides et la fange des scandales les plus honteux du régime capitaliste.

M. Compère-Morel racontait vendredi dernier qu'en 1920 « la rafale avait soufflé en tempête sur le vieux Parti socialiste. »

C'est juste.

C'était une rafale révolutionnaire qui purifiait l'air empuanti par les abominables abandons de 1914, par la politique criminelle de l'Union sacrée et les écœurantes capitulations de l'après-guerre.

Or, depuis cette date, M. Compère-Morel a fait ses petites affaires.

Il célèbre, avec le bagout lyrique du démonstrateur des grands boulevards, la grande poussée de la SFIO avec ses orateurs, ses chœurs, son orchestre symphonique, ses chanteurs et chanteuses, son violoniste, sa danseuse, sa tragédienne et ses pianistes. Puis il s'écrie :

« *Que faut-il de plus et mieux ?* »

C'est bien simple.

Il faut remettre à chaque adhérent de la SFIO une petite pochette de cartes postales avec la photographie en noir ou en couleurs de ces glorieux chefs socialistes marchant hardiment sur les pas d'Oustric, le chevalier d'industrie sans peur mais non sans proches.

L'administrateur du *Populaire* n'aurait que l'embarras du choix.

Car, aujourd'hui, c'est une rafale de scandales financiers qui secoue la vieille maison SF.O.

Enumérons les principaux :

1° Affaire Lagrosillière. Le cornac de Frossard voulait écumer La Martinique et remplir son portefeuille de banknotes.

2° Affaire Jacottet. Le banquier socialiste spéculait et grossissait son magot aux dépens des petits épargnants.

3° Affaire Bénard. Le leader Léon Blum empochait pour *Le Populaire* les 25 000 francs des alliés de Schneider, du Creusot.

4° Affaire Moutet. L'avocat d'affaire démarchait, visitait, intriguait en faveur de la Société des Naphtes de Bakou.

5° Affaire Uhry. Le député-maire de Creil a eu une conduite si profitable aux ca-

pitalistes que les membres des sections de l'Oise l'ont exclu.

Ce n'est pas là, croyez-le, de simples accidents.

C'est, soyez-en certains, le résultat naturel d'une politique foncièrement anti-ouvrière basée sur la collaboration permanente, étroite, du Parti socialiste et de la bourgeoisie capitaliste.

Les ouvriers socialistes sincères peuvent-ils rester inertes en face de cette situation scandaleuse ?

Ne vont-ils pas apercevoir les nombreuses ramifications, les liens solides qui attachent la social-démocratie aux pires ennemis de la classe ouvrière ?

Les ouvriers de l'Oise ont pris des sanctions. Est-ce suffisant ? Non.

Pour combattre le régime capitaliste et ses scandales, ce n'est pas avec une personnalité qu'il faut rompre, mais avec le Parti socialiste lui-même, intégré dans les différents appareils de la bourgeoisie.

Un seul parti a les mains propres, un seul parti peut dénoncer les scandales politico-financiers, un seul parti en a le droit : c'est le Parti communiste.

Lui seul mérite la confiance absolue des travailleurs des villes et des champs et des petites gens des classes moyennes.

Florimond BONTE

DEVANT LE TRIBUNAL SUPRÊME

Demain, à Moscou, s'ouvre le procès des contre-révolutionnaires mencheviks

Il sera celui de tout l'état-major social-fasciste international

L'Humanité du 28 février 1931

Devant le tribunal suprême de l'URSS commencera demain un procès dont le retentissement rappellera bien certainement celui du Parti industriel, vieux de deux mois déjà, mais présent encore à toutes les mémoires ouvrières.

Les hommes qui sont déférés à l'instance suprême de la justice prolétarienne appartiennent à la II^e Internationale qui, d'ailleurs, les couvre de son autorité.

Ils s'intitulent socialistes. Ils s'imaginent ainsi sans doute apitoyer sur leur cause impie les exploités du monde capitaliste. Manœuvre grossière et vouée au plus déshonorant échec.

Le pseudo-socialisme frelaté des Groman et consorts est un socialisme de gardes blancs. Le but avoué des quatorze coquins qui vont comparaître à la barre du tribunal

ouvrier était de saper la construction du socialisme et d'instaurer sur le pays soviétique la dictature abhorrée du capital. Le manteau socialiste dont ils essayent de s'affubler ne dissimule pas leur face de réactionnaires.

Leurs ressources provenant de la bourgeoisie étrangère. Liés au Parti industriel, d'une part, au groupe Kondratief de l'autre, ils avaient inscrit dans leur programme l'intervention armée.

Leur moyen d'action ?

« *Ajournement de travaux essentiels de construction, le sabotage et la désorganisation du ravitaillement des centres ouvriers, la mise en échec du plan d'approvisionnement en céréales, la désorganisation de la circulation monétaire, l'établissement dans l'ordre économique de statistiques sciemment altérées, etc.* »

Ne nous y trompons pas ! Le procès qui s'ouvre à Moscou n'est pas seulement celui du groupement de Groman, *c'est celui de toute la II^e Internationale.*

« *Il faut déclarer enfin que les partis socialistes du monde entier proclament que la réaction, l'ennemi mortel contre lequel il faut mobiliser toutes les forces du socialisme, c'est la dictature bolchevique.* »

Ainsi s'exprimait Kerenski, il y a un an, devant le groupe socialiste français réuni par Grumbach.

Puis quand, en septembre dernier, 28 affameurs publics furent exécutés par le pouvoir prolétarien, *Le Populaire* imprima cette phrase, qui rappelle mot pour mot les appels au meurtre de Maurras contre Jaurès, en 1914 : « *Si quelqu'un devait être fusillé pour répondre du crime de la chute de la Russie dans la misère (sic, c'est Staline).* »

Groman et Cie vont être jugés à Moscou. Nous aurons un autre procès à instruire ici contre leurs inspireurs et leurs complices.

Ceux-ci siègent dans les officines de la social-démocratie internationale.

L'acte d'accusation les couvre d'opprobre. Faisons connaître autour de nous, *parmi les ouvriers socialistes surtout*, ce réquisitoire accablant et décisif.

Des hommes qui se prétendaient socialistes ont reçu de l'or, des dollars, pour installer dans l'URSS la dictature des blancs.

Il n'y a plus place pour un seul ouvrier socialiste honnête dans le parti de ceux qui

ont voulu renverser le seul Etat socialiste que l'histoire ait connu.

Gabriel PÉRI

Pour faciliter l'intervention

Tous leurs actes contre-révolutionnaires avaient pour but de créer des conditions facilitant l'intervention armée du système capitaliste impérialiste et de lui assurer le plus grand succès possible en coordonnant à cette fin leur activité d'une part avec le « parti industriel » et le « parti des paysans travailleurs » qui, de leur côté furent directement en rapport avec les interventionnistes du Comité du commerce et de l'industrie de Paris, et avec les milieux impérialistes et la bourgeoisie occidentale. D'autre part, avec la Centrale à l'étranger des émigrés mencheviks qui, elle aussi, préparait l'intervention ensemble avec les milieux dirigeants de la II^e Internationale, partisans de l'intervention.

Ils diffusèrent une littérature de propagande contre-révolutionnaire qu'ils firent venir de l'étranger ou fabriquèrent à l'intérieur du pays même.

Les crimes exposés plus haut, sont prévus par les articles 5-11, 58-7 et 57-4 du Code pénal de la RSFSR.

Les quatre derniers sont sous le coup des articles 58-4, 58-7, 58-10 et 58-11 du Code pénal de la RSFSR.

L'acte d'accusation est signé par le procureur d'Etat Krilenko.

Les ouvriers social-démocrates se révoltent contre leurs chefs

L'Humanité du 5 avril 1931

Nous avons essayé de souligner hier la portée sociale de la crise qui travaille les formations fascistes d'Adolf Hitler et qui, à l'heure où ces lignes sont écrites, est loin d'être apaisée.

Chaque jour des défections se produisent dans les rangs des chemises brunes ; les éléments prolétariens abandonnent le Parti national-socialiste et rejoignent la section allemande de l'Internationale communiste.

A la même heure, celle-ci voit affluer vers elle d'autres prolétaires venus non plus du parti de Hitler, mais de la social-démocratie. Plus encore que l'état-major hitlérien, la direction du Parti social-démocrate est aux prises avec une rébellion généralisée de ses adhérents ouvriers.

Les causes de cette révolte sont connues des lecteurs de *L'Humanité*, et nous ne les mentionnons ici que pour mémoire.

Le parti de Breitscheid et d'Otto Braun a à son actif depuis de longues années nombre d'exploits sanglants. C'est lui qui, au lendemain de la guerre, avec les armes et les munitions que Scheidemann et Ebert réclamèrent à Clemenceau, mata la glorieuse insurrection de Spartakus. Moins de dix ans après, c'est un préfet et un ministre social-démocrates qui dirigèrent à Berlin les massacres anti-ouvriers du 1^{er} mai 1929.

Mais jamais, on peut bien le dire, la social-démocratie allemande ne s'était acquinée avec un gouvernement de réaction plus cyniquement qu'elle ne l'a fait au lendemain des élections du 14 septembre dernier.

On ne le répétera jamais assez, le gouvernement de dictature qui règne à Berlin, le gouvernement de l'ultra-clérical Brüning, de l'aventurier nationaliste Treviranus, de l'affameur Schiele, ce gouvernement ne vit et ne se maintient au pouvoir que grâce à l'appui du parti social-démocrate.

Cet appui a été présenté dans la presse socialiste comme une prouesse politique d'un genre exceptionnel. M. Blum nous a expliqué qu'en prolongeant l'existence de Brüning, ses camarades d'Outre-Rhin sauvaient la « démocratie » et la « Constitution de Weimar ».

Quelques jours après, sur le *conseil d'un socialiste*, Brüning piétinait la fiction démocratique, envoyait au diable la Constitution de Weimar, instituait le régime des décrets-lois et les appliquait aussitôt contre le communisme.

Ce n'est pas tout : l'acte d'accusation du procès des mencheviks, les révélations des inculpés, les demi-aveux du *Vorwärts* ont établi clairement que le parti socialiste allemand avait été l'inspirateur essentiel et le plus important bailleur de fonds du centre menchevik à l'étranger, dont le procès a découvert les machinations ténébreuses contre le premier Etat socialiste.

Ces événements — on le comprend sans peine — ne sont pas allés sans émouvoir les ouvriers social-démocrates. Des manifestations de réprobation violente se sont produites à la base de l'organisation et jusque dans ses cadres de province. Des ouvriers ont dit : « *Nous avons cru en adhérant à la social-démocratie hâter la chute de Brüning et épargner au prolétariat la dictature fasciste. Nous avons cru adhérer à la politique de paix ! Nos chefs soutiennent Brüning, leur suggèrent l'établissement d'un régime abominable de dictature ; ils célèbrent la vertu des "braves schupos", ils interdisent le congrès de la Jeunesse communiste, ils financent la politique la plus odieuse d'aventures guerrières contre l'Etat soviétique. Nous ne pouvons nous associer à cette félonie !* » Ainsi raisonnaient les travailleurs embrigadés par Otto Braun et Breitscheid.

Et voici « la goutte d'eau qui fit fait déborder le vase » : nous voulons parler du

vote par le groupe socialiste au Reichstag des crédits pour le croiseur-cuirassé.

Ce vote a quelque chose de symbolique. Il incarne, en quelque sorte, toute la politique anti-ouvrière de la bourgeoisie allemande et de ses commis socialistes. La classe ouvrière du Reich supporte un fardeau fiscal accablant, ses salaires sont réduits. Par milliers, chaque semaine, les travailleurs sont jetés sur le pavé, les secours aux chômeurs, aux malades, aux invalides sont comprimés.

Et c'est dans ces circonstances que les amis allemands de M. Blum votent 600 millions de marks pour la construction d'un croiseur-cuirassé.

Ce geste a été accueilli comme il devait l'être par les ouvriers social-démocrates, comme une provocation. Quelques jours avant la décision du Reichstag, un député socialiste écrivait :

« Dans la circonscription électorale et dans la région du parti, toute une série de groupes locaux et de camarades ont déclaré, dans des lettres adressées à moi et à la direction régionale, qu'ils quitteraient le parti si, dans ce vote au Reichstag, je ne votais pas contre les crédits du croiseur, en harmonie avec la volonté de la majorité écrasante des camarades du parti de notre région. »

Au vote, 108 députés se prononcèrent pour le croiseur, 19 s'abstinrent. Courageusement 9 votèrent contre. Parmi ces derniers figure Kurt Rosenfeld, lequel écrivit, à ce propos, ces lignes que nous dédions charitablement à son homonyme du *Populaire* :

« Si nous avions agi autrement, les masses électorales social-démocrates, qui ne veulent à aucun prix faire construire de nouveaux navires de guerre, ne se seraient plus senties représentées par leur fraction sociale-démocrate. La conséquence en aurait été un tournant à gauche de centaines de milliers de social-démocrates. Et cela, les camarades qui ont voté contre le croiseur l'ont évité. »

Les « gauches » sociale-démocrates — on le voit — ont le même visage sous toutes les latitudes.

Quant aux ouvriers, ils sont écœurés — on le serait à moins — de l'acrobatie et des maquignonnages de leurs chefs. Ils leur font la seule réponse digne : ils adhèrent en masse au PC, ils rejoignent leurs frères communistes sur le front de la bataille de classe. Chaque jour nous apporte la nouvelle de leur raisonnement. Il y a quatre jours à peine, dans une ville de Rhénanie, un conseiller municipal, chargé d'intervenir au nom du parti social-démocrate, prononça contre l'état-major de son parti le réquisitoire le plus sévère et annonça qu'il déchirait sa carte du parti. A Mariembourg, un autre fonctionnaire du parti imita son geste. Des organisations locales entières quittent le parti, adhèrent au communisme, proclament que, seul, le PC est aujourd'hui capable d'appliquer dans la bataille contre les décrets-lois, les enseignements transmis par Bebel, par Wilhelm Liebknecht dans leur lutte contre les lois de Bismarck.

Ces manifestations — nos camarades le comprendront sans qu'il soit nécessaire d'insister — ont une portée qui dépasse le territoire allemand. Elles montrent quel magnifique résultat peut atteindre un parti communiste en pratiquant une politique intelligente et ferme de lutte contre l'état-major social-fasciste et de front unique avec les prolétaires socialistes.

L'exemple allemand vaut pour toutes les sections de l'Internationale. Sachons, pour notre part, nous en inspirer.

Gabriel PÉRI

Pierre Naville

Le Premier Mai

et la “poussée révolutionnaire”

“**I**ncontestablement, le 1^{er} Mai 1931, en même temps qu’il confirme la poussée révolutionnaire, indique la confiance accrue des prolétaires sur notre Parti communiste » (Thorez). Pour les chefs staliens, tout le problème consiste, en toutes occasions, à se justifier ainsi que leur politique.

L’Internationale communiste a-t-elle lancé, durant la « troisième période » ses sections dans une politique d’aventures ? Les partis en sortent-ils diminués en rayonnement et en puissance, au seuil d’une crise qui pourrait être décisive pour le régime capitaliste ? Que leur importe ? « *Nous avons eu raison* », jacassent, en toutes les langues, les bureaucrates dirigeants, ravalant ainsi le rôle des partis à émettre de médiocres prévisions de pythonisses.

L’IC — dans un texte sur lequel nous reviendrons plus longuement — enregistre une « poussée révolutionnaire » ; là-dessus, Thorez pérore sur cette formule à tout propos et hors de propos, ce qui est particulièrement le cas pour le 1^{er} Mai.

La bourgeoisie, à travers le monde, a en cette occasion renforcé sa répression à un degré jusque-là rarement atteint. Des exécutions en Chine, des fusillades dans la nouvelle République espagnole qui donne ainsi des garanties aux impérialistes d’Europe et d’Amérique. Ici, en France, une mobilisation de police considérable supprimant le droit de manifester et le droit de réunion ; la presse ouvrière également connaît à nouveau l’époque de la censure. Et pour corser le tout, une affaire d’espionnage est montée. Depuis des années, le prolétariat se voit enlever morceau par morceau les conquêtes qu’il avait arrachées au prix de son sang.

Le Premier Mai, qui fut à l’origine de la II^e Internationale une journée de combat du prolétariat, la social-démocratie l’a, pour

son compte, réduit à une journée de fête. L’exploitation dans les usines n’a jamais été aussi forte, le chômage n’a jamais été si considérable. Et il faudrait que l’exploité de la société capitaliste célèbre son exploitation ! Partout les réformistes, au service du capital, ont cherché à amoindrir l’importance du 1^{er} Mai. Ils n’ont organisé que quelques manifestations de tout repos pour la bourgeoisie. A la Bourse du travail de Paris, un meeting. A Carmaux, c’est par un banquet qu’ils prétendent faire exprimer la voix du prolétariat, et Paul Boncour y prononce un discours patriotique. Ils ont ainsi montré le peu de cas qu’ils faisaient de leur programme à allure extrémiste.

Que fut l’action du Parti communiste ? Ou, si l’on s’en tient à la forme, celle de la CGTU ? Car, après avoir « politisé » à tour de bras, les centristes tendent, depuis quelque temps, à effacer bien souvent le rôle du parti, ne comprenant pas plus aujourd’hui que lors de la « troisième période » que la forme de l’intervention du parti importe beaucoup moins que sa politique. La CGTU a eu la responsabilité de la préparation du Premier Mai. En fait, ses militants actifs, c’est-à-dire ceux du parti, ont bougé, mais n’ont pas pu entraîner le reste des syndiqués et encore moins la masse de ceux qui ont chômé.

Devant l’éloquente violence des faits, il faut se soumettre. Les communistes qui ont vécu d’autres Premier Mai, antérieurs à la « troisième période », peuvent témoigner. Le Premier Mai 1931, ils ont serré les poings de rage, menacés, bridés, traqués, marqués par une répression qui s’affichait cyniquement ; ils se sont sentis isolés de la grande majorité de leur classe, avec çà et là, des sympathies inertes et, dans le plus grand nombre de cas, l’indifférence.

Quelques résistances opiniâtres, quelques actes de témérité et de bravoure ne peuvent suffire à changer l’aspect géné-

ral de cette journée. La formidable force de la masse prolétarienne ne fut pas ébranlée par nos mots d'ordre.

Dans la plus grande partie des régions, les cortèges et manifestations confédérés étaient plus suivis que les nôtres, et la direction unitaire (CGTU) a commis cette lourde faute de ne proposer, en aucun cas, des cortèges communs, des manifestations communes.

A Paris, elle négligea de faire intervenir un orateur de la minorité révolutionnaire au meeting confédéré.

Les propositions de l'opposition de gauche à ces sujets furent vaines.

La bureaucratie continue à bavarder sur l'unité de front, mais ne sait se servir de cette arme puissante.

Quand nous discutons sur le sens de la « radicalisation », on nous criait : « *Belfort* » ! Quand nous déclarons qu'il n'y aura de poussée révolutionnaire qu'en rétablissant entre la classe et le parti, par une juste politique, des rapports normaux qui permettront à l'impulsion communiste d'être effective, on nous criera : « *La grève de Cours*. » Mais les militants du parti et des organisations révolutionnaires réfléchissent, et s'ils n'expriment pas assez haut leurs déceptions, ils les éprouvent ; ils constatent la surexploitation de la classe ouvrière, son inquiétude, son mécontentement. Ils ont raison de penser et de dire qu'il y a des conditions objectives favorables au développement de la propagande communiste, et ils se rendent fort bien compte du déséquilibre entre les résultats acquis et les possibilités des conditions objectives. C'est justement là qu'intervient le rôle du parti et que se situe l'œuvre de l'opposition de gauche qui est de le régénérer.

Des conditions objectives à une forte poussée révolutionnaire, certes, existent. Ça et là, des mouvements en témoignent et seuls des adversaires du communisme peuvent les nier, mais ce ne sont que des mouvements d'avant-garde et le gros de l'armée prolétarienne est loin derrière. Mais cette avant-garde n'est que faiblement organisée, et l'on assiste à un recul sensible des effectifs de la centrale syndicale rouge en 1931.

Le nœud du problème se trouve dans le parti, moteur du mouvement, qui a saccagé

sa puissance d'entraînement du prolétariat par une politique erronée. L'attaque de la bourgeoisie n'a pas pour conséquence inévitable, selon les schémas stalinien, le rassemblement du prolétariat autour de son parti si sa confiance en lui est amoindrie et si ce parti ne sait pas la regagner à nouveau peu à peu. Au contraire, la brèche est d'autant mieux ouverte pour tous les traîtres, pour tous ceux qui veulent éliminer le communisme du mouvement ouvrier.

Le Premier Mai reflète chaque année le niveau des luttes ouvrières, l'influence exercée par les différents courants politiques sur ce prolétariat. Cette année, il a souligné la rupture entre le parti et la classe ouvrière : c'est la triste, mais importante, leçon.

Faire passer l'action de certains noyaux actifs bien réduits pour « une profonde poussée révolutionnaire », c'est se démontrer incapable de remonter le courant, c'est s'enfoncer plus bas encore dans l'aventurisme qui est toujours doublé de son ombre l'opportunisme le plus plat.

Nous le répétons encore, les combats dans la période actuelle ne peuvent avoir de perspectives et de puissance que par la réalisation d'une large unité de front. C'est ainsi que le parti pourra reprendre contact avec les masses qu'il rassemblera, et c'est aussi dans la mesure où il soudera le prolétariat dans la défensive que celle-ci se développera en offensive contre le régime.

La campagne pour le front unique, les propositions d'unité de front (à tous les échelons) doivent être menées, non sur une cohue de revendications, mais sur celle qui est au centre des préoccupations ouvrières à l'heure actuelle, la défense du niveau de vie du prolétariat. Situé après la diminution imposée aux mineurs et avant celle qui menace les travailleurs du textile, le Premier Mai, par ses résultats, doit forcer chaque militant à comprendre que là est le maillon qu'il faut saisir si l'on veut pouvoir par la suite remonter tout le courant.

Encore une fois, pour en finir avec des Premier Mai de capitulation, il faut cesser les bavardages sur la poussée révolutionnaire, qui poussent le parti à l'abîme, il faut revenir à une politique communiste.

La Vérité, 8 mai 1931

Les bouches s'ouvrent

L'Humanité du 21 août 1931

Les derniers articles, dans lesquels j'ai marqué la volonté de notre comité central d'obtenir un changement dans le travail du parti, notamment celui sur les « mannequins », ont, semble-t-il, trouvé un assez large écho dans le parti et même autour du parti, chez les ouvriers sympathisants.

De nombreux camarades m'ont écrit pour dire leur satisfaction. Il n'est malheureusement pas possible de publier intégralement toutes ces lettres. Toutefois, je voudrais aujourd'hui donner la parole à mes correspondants, avec l'espoir d'en voir grossir le nombre dans l'intérêt de notre mouvement révolutionnaire.

Voici donc de larges extraits :

« Je viens de lire l'article intitulé "Les mannequins", il est juste et irréfutable... Il dénonce avec vigueur le mal dont nous crèverons si nous n'y prenons point garde... Dans une usine, nous voulons faire un journal d'usine avec les camarades du syndicat, nous réservant en tant que cellule de lancer et d'expliquer par le journal de cellule, les mots d'ordre du parti. Le rayon fout le journal syndical en l'air, donne une copie qui traite de la Commune, de la fête de la jeunesse, tant et si bien que les ouvriers de l'usine nous disent : "Vous nous faites ch..., nous demandons comment organiser la lutte, vous nous faites un discours politique (!)...". Les adversaires du parti, il y en avait dans l'usine, ont dit : "Voyez la CGTU, une filiale du Parti communiste, qui se fout pas mal de vos revendications, etc." Mais pour moi, que faire ? Crier, gueuler, écrire, mais c'est risquer l'exclusion ou être tenu comme suspect. On arrive à ceci, on la ferme si on tient au parti. On n'est plus très convaincu de la justesse de nos mots d'ordre et on attend. Quoi ? On ne sait pas bien. Le rayon s'habitue à voir des soldats aveugles et sourds... Camarade Thorez, il

faut faire un appel large dans les cellules pour que les copains écrivent et disent ce qu'ils pensent. Il faut entamer une large discussion. — H. F., cellule 207 ; 2° rayon, Paris. »

« Je ne suis qu'un sympathisant, actionnaire de L'Huma, abonné des Cahiers, lecteur de L'Huma depuis 1907. Il existe ici, dans le parti, une mentalité de secte qui élimine complètement de très bons éléments. — X., de Villeneuve-Saint-Georges. »

« Je tiens à vous dire toute ma joie... Les dirigeants sont dédaigneux de l'avis des militants du rang... Je suis membre du SRI. J'ai dû démissionner du parti, par suite de l'âge et par suite de brimades que j'avais à subir à la cellule... — J. P., rue Perdonnet, Paris (18°) »

« Je veux vous répéter toutes les critiques que j'ai apportées vainement depuis quatre ans que je milite au syndicat des cochers-chauffeurs et dans le Parti communiste... Comme vous le dites, fatigué, découragé, maintenant je laissais aller les choses — A. R., rue Eliane, à Meudon. »

« Je t'approuve de dire dans notre journal ce que beaucoup pensent en eux-mêmes ou disent en petit comité. Beaucoup de nos camarades t'approuvent... Il faut continuer pour guérir le mal qui nous paralyse. — J. M., cellule 781, Asnières. »

« On dit : "Il faut faire l'autocritique." Mais, dès qu'on critique, on vous empêche de parler. Alors de beaux parleurs ont toujours le mot, et les bons camarades entendent des insultes et, ils s'en vont... — L. R., Berck (P.-de-C.) »

« Militant depuis 1904, j'ai, à certain moment, fait de l'Ardèche une fédération guesdiste... Après la guerre, j'avais fondé une cellule... Maintenant je n'avais plus la parole, je fus obligé de cesser de militer tant je fus éccœuré. — B. M. Le Teil »

J'arrête là ces citations vraiment suggestives. Mais le plus important, ce sont les avis collectifs formulés dans les cellules et organisations du parti. On lira ci-dessous l'ordre du jour adopté par la cellule Delage, du 15^e rayon. Le comité du 15^e rayon a voté un ordre du jour approuvant la critique franche du 1^{er} août. Le comité de sous-rayon de Vitry, saluant l'initiative du comité central, a décidé de rapporter sur les articles dans toutes les cellules.

Et je veux maintenant faire part de l'émotion des camarades qui, pour l'instant, sont loin d'approuver et le fond et la forme de la critique dont le comité central donne le signal.

Une camarade me reproche « *d'avoir continué de façon inattendue, dans la première page de L'Humanité, la discussion ouverte au 6^e rayon* » : « *Tu ne connais pas et tu te permets d'écrire des articles comme si nous avions fait le contraire du tournant.* »

D'autres camarades sont inquiets : « *Voilà, disent-ils, avec ces articles, tous les salopards vont parler.* » C'est jusqu'alors l'opinion émise sous une autre forme, des camarades du comité du 2^e rayon, qui protestaient avec indignation contre les critiques justes que nous leur avons faites publiquement, sous prétexte que « *des discussions malsaines s'organisent par les éléments d'opposition* ».

Il faut émettre quelque réserve sur ce que l'on appelle les « éléments malsains ». Il est à craindre que ce ne soit tout simplement les camarades qui disent franchement leur opinion et qui critiquent, comme dans les lettres citées plus haut.

Par exemple, un camarade a émis des appréciations politiques sur des militants. Il a tort ou raison. Il faut discuter avec lui. Or je lis dans un procès-verbal l'opinion suivante : « *Je considère que les critiques que formule X sont malsaines et nuisent au parti... Je considère X comme nuisible au parti... Que chacun dise si X, oui ou non, a encore sa place dans notre parti. Quant à moi, ma conviction est faite : je réponds non !* » Et voilà !

Si même des camarades se trompent et commettent des erreurs opportunistes, nous

ne voulons pas croire que la solution consiste à les *frapper* au lieu de les *convaincre*, à les écarter de tout travail au lieu de les gagner à la politique juste du parti et à toute son activité pratique.

Il reste précisément à montrer maintenant, n'en déplaise à la camarade du 6^e rayon, que « l'on n'a pas fait le tournant » et que nous n'avions pas jusqu'alors pratiqué effectivement la lutte sur les deux fronts, contre les déviations « sectaires » qui sont un autre aspect de l'opportunisme.

Ce sera notre tâche à tous dans les jours prochains parce que nous ne sommes encore qu'au commencement et qu'il faudra nécessairement approfondir tous les problèmes dans une discussion fraternelle avec tous les camarades, pour réaliser enfin le pas en avant du parti.

Maurice THOREZ

La résolution de la cellule Delage

La cellule a discuté des articles de notre camarade Maurice Thorez.

Nous *approuvons* la critique franche de la journée du 1^{er} août. Nous estimons que si on avait procédé ainsi depuis longtemps, on n'aurait pas dégoûté un grand nombre d'ouvriers qui nous ont quittés.

Nous approuvons aussi sa position dans la question de la démocratie syndicale.

Mais nous tenons à souligner que ces articles n'auraient aucune valeur si les directions à tous les échelons, et en premier lieu, les directions régionales et la direction centrale du parti, continuaient à se désintéresser des opinions et demandes de la base du parti.

C'est ainsi qu'à notre critique du tract des métaux, pour le 1^{er} Mai, et à notre demande de discuter à ce sujet, nous attendons toujours la réponse.

En ce qui concerne la démocratie syndicale, nous veillons à son application dans la section syndicale de notre usine depuis longtemps. Il est certain que cela marcherait mieux dans le syndicat si dans les autres sections on agissait de même et si on tenait compte des désirs des syndiqués.

Vers le redressement ?

La Vérité du 15 septembre 1931

L'opposition s'engage dans le tournant

Le tournant du parti annoncé d'abord par les articles de Thorez se développe avec ampleur. Le bureau politique, le comité central ont pris position. Le parti tout entier est appelé à se prononcer. Il s'agit cette fois-ci d'un changement beaucoup plus vaste que celui que nous avons eu l'an dernier ; il ne s'agit plus de « tournant d'application », de « tournant d'organisation ». C'est à peine si l'on retrouve quelques phrases destinées à donner le change : c'est une révision complète de la politique : tactique syndicale, tactique électorale, programme de lutte, régime du parti, etc. Nous étudions dans ce numéro les divers points du tournant et nous exprimons notre position sur chacun d'eux. Vis-à-vis du tournant dans son ensemble, nous répétons et nous accentuons ce que nous disions dans le numéro précédent.

*

Ce tournant est fait par suite du mécontentement profond de la base qui s'apercevait chaque jour un peu plus de sa coupure avec les masses à qui la politique du parti ne convenait pas. La situation du parti est plus catastrophique que celle de l'an dernier alors que la situation économique et politique est plus riche en possibilités d'action ouvrière puissante. La classe ouvrière cherche péniblement sa voie, le parti ne sachant pas la lui montrer. Cette recherche des travailleurs pour échapper à la ration congrue que leur réserve le capitalisme trouvait peu à peu son expression au sein du parti où depuis des mois se développaient les prévisions d'une crise ouverte brutale dirigée contre la politique fautive jusqu'alors suivie. Pour sauver la situation, la direction tente un nouveau tournant.

Notre attitude est celle que nous avons déjà définie : nous n'abandonnons aucune de nos critiques du centrisme, aucune de nos appréciations sur lui ; nous savons pourquoi il fait le tournant et jusqu'où il peut aller par lui-même. Mais nous n'avons jamais cessé d'avoir confiance dans le parti, dans son

noyau prolétarien, et nous avons déclaré être toujours prêt à appuyer, à collaborer à toute mesure qu'il ferait pour se redresser. Cela est vrai aujourd'hui plus que jamais. La situation est telle que le tournant peut et doit déborder la bureaucratie centrisme. Celle-ci emploie à l'heure actuelle des expressions d'une puissance, il faut le dire, rarement atteintes par nous : « *Nous ne sommes pas des mannequins. Les bouches s'ouvrent. Les écluses sont ouvertes* », parce qu'elle est étroitement prise à la gorge et qu'elle doit beaucoup lâcher pour se dégager.

*

Mais ce qui importe surtout à nous, oppositionnels de gauche, ce ne sont pas les bureaucrates, c'est le parti que nous n'avons jamais confondu avec eux. Lorsqu'exclu de l'IC, notre camarade Trotsky déclarait : « *Nos idées deviendront vos idées* », il exprimait la confiance de l'Opposition de gauche à la fois dans ses points de vue et dans l'avenir de l'IC. Nous luttons depuis des années contre vents et marées pour faire triompher les justes points de vue communistes contre la direction du parti et contre ceux qui utilisaient ses fautes pour s'attaquer au communisme. Dans les cas les moins mauvais, nous rencontrons le scepticisme sur notre route. Aujourd'hui, une grande confiance renaît dans les rangs prolétariens. Nous ne voulons pas plus semer d'illusions que nous n'avons semé le désespoir. Pour redresser le parti, il y a fort à faire, pendant longtemps ; il faut beaucoup de patience, beaucoup de persévérance, beaucoup de clairvoyance. Il faut surtout un gros effort collectif de tout le parti, c'est-à-dire aussi avec la collaboration de l'Opposition de gauche dans son sein. Ce tournant reprend — pas toujours de façon explicite, il est vrai — un certain nombre de nos revendications. Nous ne voulons qu'apporter notre concours pour les réaliser. Notre conférence nationale qui se tient très prochainement en fera la preuve éclatante par les actes les plus catégoriques et chaque membre du parti aura à se prononcer.

Pour la réintégration de l'Opposition de gauche !
C. L.

“Jetons la pagaie !”

L'Humanité du 23 septembre 1931

L'impulsion de critique et de vie donnée par le comité central se transmet peu à peu à l'ensemble du parti. On approuve ou on désapprouve, c'est donc que l'on commence à discuter.

En général, les comités du parti affirment leur accord avec la critique vigoureuse dont le comité central a donné le signal, comme aussi avec les dernières décisions du comité central sur le programme et la critique du parti.

Mais il est nécessaire de ne pas s'en tenir aux formules *d'accord général*. Il faut vraiment *changer* quelque chose. Or il semble que *tous* les militants responsables ne font pas encore l'effort suffisant dans ce sens. Les journaux régionaux ne contiennent encore aucun article élargissant avec des exemples locaux, et suivant l'engagement pris au comité central, la critique de nos fautes et de nos faiblesses.

Le camarade Doron, secrétaire de la région lyonnaise et membre du comité central, après une discussion dont il a accepté les conclusions, participe à la rédaction d'une résolution condamnant la politique sectaire menée dans sa région ; mais il fait en même temps rédiger et distribuer une résolution du bureau régional qui atténue et déforme celle du bureau politique.

Le camarade L. qui travaille dans le 8^e rayon déclare que le comité central a sans doute raison, mais que poser les questions avec précision comme nous l'avons fait dans *L'Humanité* et comme nous voulons le faire dans tout le parti, c'est « *jeter la pagaie* ».

Alors qu'il s'agit simplement de mettre fin, avec l'aide des ouvriers, aux procédés bureaucratiques et sectaires encore en honneur dans le parti.

*

* *

Montrons plutôt comment pratique le dirigeant de la cellule des cochers-chauffeurs du garage syndical de la rue de Lourmel.

Le camarade Sentuc est sans doute un militant très dévoué, mais le résultat de son activité c'est l'isolement de la cellule communiste dans un milieu où travaillent exclusivement des syndiqués unitaires, en grande partie sympathisants du parti.

Voyons quelques faits : le syndicat se pose comme tâche la formation de sections syndicales dans les entreprises patronales et aussi dans les garages lui appartenant. C'est très juste. Mais il faut discuter et convaincre *tous les syndiqués* qui ont seuls le droit de *décision*. Ce n'est pas l'avis du camarade Sentuc qui fait convoquer une assemblée des chauffeurs du garage pour leur annoncer que *la cellule a décidé* de constituer la section syndicale. Sauf sept camarades, membres du parti, tous les chauffeurs présents, une centaine, se prononcent contre : « *Ah non ! s'écrie l'un d'eux, pas une deuxième cellule !* » C'est-à-dire que les chauffeurs considèrent avec une certaine hostilité l'activité des communistes de l'entreprise. « *Eh bien tant pis !* dit le camarade Sentuc, *on formera la section syndicale sans vous !* » Et on l'a constituée avec les communistes !

Pourquoi dans le garage l'hostilité grandissante à l'égard de la cellule ? Parce que le camarade Sentuc est aussi sectaire dans ses rapports avec ses compagnons de travail et de syndicat qu'avec les membres de sa cellule.

Lorsque furent publiés les articles sur la « *démocratie syndicale* », sur les « *mannequins* », etc., les chauffeurs sympathisants se hâtèrent, tout réjouis, de les placarder au journal mural. Il y avait sans doute chez eux une petite pointe de malice à l'intention du camarade Sentuc, mais le geste était utile.

Ce n'était pas l'avis du camarade Sentuc qui protesta parce qu'on avait collé sans

« *l'autorisation* » du bureau de la cellule et surtout parce qu'il n'était pas d'accord avec le contenu des articles qui visaient précisément à liquider les déviations sectaires. Or le journal mural est, ou tout au moins il doit devenir, le journal de tous les chauffeurs du garage.

A la réunion de la cellule, le camarade Sentuc parle, parle, et les camarades n'osaient pas jusqu'alors intervenir. C'est qu'à la moindre parole, le camarade Sentuc vous gratifie de l'épithète « *social-démocrate* » ; ou bien vous êtes un opportuniste, un ennemi du parti ; ou bien vous êtes un ignorant qui ne comprend pas.

Avec de telles méthodes, est-il surprenant que le parti perde en influence, que la sympathie acquise auprès de bons ouvriers se transforme en mépris et même en hostilité ?

*

* *

Mais est-ce qu'il n'y a pas des camarades Sentuc un peu partout, dans les cellules et dans les rayons ? Est-ce que ce n'est pas une « maladie » quelque peu généralisée dans la dernière période ? Et ne convient-il pas de critiquer tous les Sentuc, et aussi les comités de rayon et les comités

régionaux qui ont favorisé, par leurs propres méthodes, le développement d'un état de choses aussi dangereux pour le parti ? Sur la base des décisions du comité central, il faut engager la discussion dans toutes les organisations du parti, notamment en rapport avec le congrès de la CGTU.

Il faut critiquer les directions et ne pas craindre, ainsi que l'a indiqué le comité de la région parisienne, de changer les directions qui n'acceptent pas la critique ou qui ne changent pas leur pratique.

C'est encore là un des principes de la vie intérieure du parti que l'on a trop oublié. Le centralisme démocratique, c'est l'application stricte des décisions des organismes réguliers du parti, du comité central au bureau de la cellule, mais c'est aussi l'élection ou la réélection périodique de ces organismes par l'ensemble des participants aux assemblées de base, ou des délégués des diverses conférences ou congrès.

Un des résultats de la discussion en cours dans le parti, ce doit être le renforcement des organismes de direction au moyen d'élections régulières, et en conclusion d'une critique de tous les Sentuc, sans craindre ce que le camarade L. appelle tout à fait à tort « *la pagaïe* ».

Maurice Thorez

Les renégats à la porte !

L'Humanité du 23 avril 1932

Les ennemis du communisme essayent à nouveau d'employer leur vieux stock de brocards et de calomnies usé jusqu'à la corde parce que notre parti vient de mettre à la porte quelques anciens parlementaires ou aspirants parlementaires qui ne voulaient pas se plier à la discipline de fer révolutionnaire.

Les Beron, Berthon, Desoblin, Doeblé, Jacob, Rassinier, s'imaginaient pouvoir mettre leur intérêt personnel au-dessus de l'intérêt du parti. Ils s'imaginaient que chez nous chacun peut en faire à sa tête, jouer au petit seigneur campé sur son fief et se servir du parti au lieu de le servir. Ils n'oubliaient qu'une chose, c'est que chez nous, il n'y a pas de place pour de pareilles conceptions et que devant la claire politique communiste fixée par les congrès du parti et de l'IC, il faut se soumettre ou se démettre. Ils ont compris le souci que la direction du parti avait de les convaincre comme de la faiblesse. Ils peuvent maintenant mesurer leur erreur. Car si notre parti fait tout pour convaincre chaque militant qui se trompe, pour l'aider à corriger ses erreurs, il est impitoyable lorsque celui-ci brise la discipline du parti.

Et parce que le parti a procédé à cette opération de salubrité révolutionnaire en excluant Beron, Berthon, Desoblin, Doeblé, Jacob et Rassinier, bourgeois et socialistes affectent de rire et de se gausser. En réalité, nos ennemis rient jaune car ils savent bien que notre parti se renforce en s'épurant des éléments rebelles à sa discipline, et que notre parti est le seul qui soit capable d'imposer sa discipline révolutionnaire à tous ses membres, quels qu'ils soient et si haut placés soient-ils.

Il est bien naturel que le Parti socialiste, dont les cadres sont composés d'éléments corrompus, de politiciens de carrière et d'affairistes soudoyés, de patrons affameurs d'ouvriers, comme son sénateur Brenier, et d'éléments de l'appareil d'Etat bourgeois,

affecte de voir chez nous des éléments de crise lorsque nous mettons à la porte ceux qui cèdent devant les pressions de la bourgeoisie.

La bourgeoisie fait les plus grands efforts pour corrompre nos cadres. C'est la raison d'être, c'est la fonction même des méthodes « démocratiques », et parlementaires de la « République française ». Lorsque les magnats de la finance qui gouvernent le pays voient grandir le mouvement révolutionnaire des masses, ils emploient parallèlement deux moyens : *la répression violente et la corruption*. De tout temps, ces grands capitalistes blasés et corrompus ont pensé : Bah ! quelques années de poignées de mains et de faveurs personnelles, du cher collègue, du très honorable confrère, et nous mettrons tous ces chefs révolutionnaires dans notre poche.

C'est, en partie, par ce moyen que fut corrompue la grande majorité de l'état-major socialiste et syndicaliste d'avant-guerre. C'est aussi, en partie, par ce moyen que la pourriture bourgeoise espérait « avoir » le Parti communiste dès le lendemain de sa fondation.

Mais ils s'y sont cassé les dents.

Où en serait le parti si nous n'avions pas, avec l'appui de l'Internationale communiste, expulsé de nos rangs les Frossard, les Paul Louis, les Sellier et autres Garchery ? Où serait-il ? C'est bien simple, il en serait exactement là où ils sont tombés eux-mêmes les uns après les autres, il serait tombé entre les bras de la bourgeoisie, comme le Parti socialiste.

C'est bien ce que voudrait la bourgeoisie. C'est ce que voudrait la clique corrompue des chefs socialistes.

Qu'ils en fassent leur deuil. Ils n'y parviendront pas.

Si notre parti a perdu, s'il peut perdre encore certaines individualités chancelantes — petite écume malpropre sur le grand

courant révolutionnaire des masses —, il rester toujours dans son ensemble invulnérable à la corruption et à la répression de la bourgeoisie et de ses agents, parce qu'il est sous le contrôle du mouvement révolutionnaire international des masses, parce qu'il est un parti centralisé et rigoureusement discipliné, non seulement à l'échelle nationale, mais à l'échelle internationale, parce qu'il est composé de la fraction la plus consciente et la plus courageuse du prolétariat, parce qu'il devient chaque jour plus digne de son aîné, le glorieux parti bolchevik.

C'est pourquoi, en regardant rouler jusqu'au bas de la pente les Beron, Jacob et consorts et que risquent fort de suivre demain les Le Griel et les Plars, les ouvriers révolutionnaires ne sauraient éprouver le moindre trouble. Bien au contraire, ils doivent voir s'accroître leur confiance absolue dans leur parti et dans l'Internationale communiste.

En effet, cet exemple leur est une preuve de plus de la différence radicale de nature entre notre parti et le Parti socialiste, parti

de la bourgeoisie. C'est la garantie que notre parti ne faillira pas, ne trahira pas au moment décisif comme ont trahi les partis social-démocrates d'avant-guerre (à l'exception du parti bolchevik) parce que des années et des années durant ils s'étaient, sans réagir, laissés pénétrer par l'opportunisme, parce qu'au lieu d'amputer immédiatement et impitoyablement leurs membres pourris ils les avaient tolérés dans leur sein et laissé ainsi pourrir l'organisme tout entier.

Aujourd'hui, une poignée d'éléments corrompus voulaient briser la discipline du parti. Dans l'ascension pleine d'embûches et acharnée vers le renversement de la bourgeoisie qu'effectue le prolétariat révolutionnaire suivant son guide éprouvé, l'Internationale communiste, quelques compagnons de route de la grande armée ont lâché la corde et passé à l'ennemi. Qu'ils roulent. Les ouvriers qu'ils espéraient abuser ne les suivront pas. Le parti, épuré de ces éléments carriéristes, continuera plus fort et plus résolu son chemin victorieux.

A. FERRAT



Hitler et Hindenburg.

II. Le PCF à l'épreuve de la montée du nazisme

Les années 1932-1933 sont dominées par l'accession au pouvoir de Hitler le 30 janvier 1933. C'est-à-dire par la défaite de portée historique du plus puissant et du plus organisé des prolétariats européens. La constitution d'un gouvernement où cinq chefs nazis sont entrés provoque un véritable séisme, apportant un démenti cinglant à la politique de la troisième période. Le rapport de Piatnitski présenté au XI^e Plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste associe étroitement la situation des partis communistes français et allemand, considérant que c'est dans ces deux pays que se joue le sort de l'Internationale.

En Allemagne, dès novembre 1931, l'appel du comité central du Parti communiste allemand aux ouvriers sociaux-démocrates avait comme mot d'ordre : « *Front unique rouge* », contre le fascisme, front unique à la base contre les directions sociales-démocrates. Et c'est l'aveuglement total devant la montée du nazisme qui se manifeste à chaque élection, et la poursuite de la dénonciation du « social-fascisme ». De même, en France, *L'Humanité*, daté du 24 avril 1932, titre : « *Front rouge de lutte contre Hitler* » et : « *Contre la social-démocratie, agents actifs de la dictature fasciste* ». Et l'article de *L'Humanité*, daté du 2 août 1932, analysant les résultats des élections au Reichstag, parle de « *la victoire éclatante* » de la section allemande de l'Internationale communiste !...

Sur cette orientation, la situation du PCF, malgré les admonestations de l'IC, ne pouvait s'améliorer : adhésions, vente de *L'Humanité*, le recul est général... La tactique du « classe contre classe » fit perdre aux élections de 1932 un quart de son électorat et sa fraction parlementaire descendit à douze. Seul Maurice Thorez réussit à se faire élire dans la banlieue rouge, à Ivry (en ayant discrètement négocié l'appui de voix sociales-démocrates locales !...).

Cette position était essentielle pour Thorez : contrôler la banlieue rouge afin d'asseoir son influence sur la région parisienne pour mieux diriger le parti. Surtout à un moment où sa rivalité avec Doriot prend un tour plus vif.

Le seul succès dont peut se prévaloir le parti, c'est la constitution du mouvement Amsterdam-Pleyel, qui sort le parti de son isolement. L'organisateur de cette initiative est un ami de Thorez, Guy Jeram. Le peu d'enthousiasme de Jeram pour la tactique du « classe contre classe » lui avait conféré un rôle d'homme d'ouverture et de dialogue... Il avait dans ce projet l'appui d'un homme du Komintern, Willy Münzenberg (que l'arrivée au pouvoir des nazis va contraindre à vivre à Paris).

Henri Barbusse et Romain Rolland lancent dans *L'Humanité* un appel contre la guerre et appellent à la tenue d'un congrès contre la guerre. Celui-ci se réunit à Amsterdam les 27 et 28 août 1932. On découvre un nouveau vocabulaire. On parle de la main tendue à tous ceux qui veulent défendre la paix et lutter contre le fascisme (cf. l'article de *L'Humanité*, daté du 31 août 1932, « *Du congrès d'Amsterdam à la séance de Bullier* ». Le mouvement regroupe nombre d'intellectuels pacifistes... Cette initiative ne rencontre pas dans le parti que des assentiments : elle est jugée par certains trop éloignée du « classe contre classe »...

Dans son article : « *La tragédie du prolétariat allemand* », publié en mars 1933, Trotsky porte un œil sans indulgence sur cette initiative.

Depuis l'été 1932, en Allemagne, la crise politique s'approfondit : les gouvernements se succèdent, impuissants ; chaque élection est marquée par la montée en puissance des nazis, malgré de bons scores pour les communistes. Et dans la presse communiste française est réaffirmée, contre « *les fourriers du fascisme* » sociaux-démocrates, « *l'organisation de front unique, la main tendue aux prolétaires socialistes...* ».

Il n'est pas inutile cependant de reconnaître la part de responsabilité de la social-démocratie allemande qui, en juin 1932, interdit toute négociation à l'échelon local entre communistes et sociaux-démocrates et qualifie l'action antifasciste d'action anti-sociale-démocrate.

A la session du comité exécutif de l'IC en septembre, Thaelman déclare, à propos du front unique proposé par Trotsky, que cette proposition, « *c'est la théorie d'un fasciste et d'un contre-révolutionnaire en pleine faillite* »...

Il est intéressant de mettre en conclusion de cette partie des extraits du texte que Léon Trotsky écrit de Prinkipo, le 27 janvier 1932 : « *La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne* ».

Rapport de Piatnitski au XII^e Plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste, août-septembre 1932 (Extraits)

Source : revue *L'Internationale communiste*, n° 20, 15 octobre 1932.

Du travail des partis communistes français et allemand et des tâches des communistes dans le mouvement syndical (Discours au XII^e Plénum du CE de l'IC)

Entre le XI^e et le XII^e Plénum, les sections de l'IC, et toute l'Internationale communiste en général, ont remporté des succès importants, non seulement l'augmentation des voix aux différentes élections et l'accroissement des organisations ouvrières révolutionnaires et communistes, mais aussi dans les grèves économiques et les luttes révolutionnaires. Mais, en comparaison de l'ampleur du mouvement révolutionnaire ouvrier et paysan, en présence de la trahison sans pareille des intérêts de la classe ouvrière de la part des partis social-démocrates et des chefs des syndicats réformistes et autres syndicats antirévolutionnaires, en présence de la violente offensive de la bourgeoisie contre toutes les conquêtes, contre les conditions de la vie matérielle des masses, en liaison avec tout cela, il est nécessaire de constater que toutes les sections de l'IC retardent encore beaucoup sur les possibilités qui... sont offertes par la crise industrielle et agricole, et par toute la situation qui caractérise la fin de la stabilisation.

Je ne m'arrêterai dans mon discours que sur deux sections, sur le PCF et le PCA, et également sur quelques questions générales intéressant toutes les sections. [...]

Lacunes dans le travail du PCF
Après citation d'une résolution du 16 juin 1930, Piatnitski poursuit :
Cette résolution fut solennellement adoptée par toute la délégation du PCF qui assistait à la conférence. La résolution

se terminait par une promesse solennelle des représentants du PCF d'obtenir, pour le 25 décembre 1930, les résultats suivants : 55 000 membres du Parti, arriver au chiffre de 200 000 pour le tirage de *L'Humanité* ; 500 000 membres dans la CGTU. Et si tout cela avait été réalisé, je n'aurais pas à parler aujourd'hui du PCF. Toutes ces promesses solennelles de la délégation française, de même que beaucoup d'autres décisions des organes du CE de l'IC et de l'ISR, du CC du PCF sont restées sur le papier. Les effectifs du Parti et des syndicats, loin d'augmenter, ont diminué.

Le Parti a perdu, aux dernières élections, 220 000 voix au profit des social-démocrates ; écoutez bien, camarades, 220 000 ! Le Parti social-démocrate a obtenu, en 1928, 1 700 000 voix, et dernièrement, il en a obtenu à nos dépens 1 900 000. Et le PCF a encore perdu 71 000 voix au profit des renégats pupistes (Sellier et Cie). Le PCF a obtenu, en 1932, 790 000 voix, alors qu'il en avait obtenu 1 067 000 en 1928.

Je ne puis manquer de signaler ici un fait caractéristique. Lorsque nous avons, à la veille des élections et de concert avec les camarades français, examiné la plate-forme électorale et parlé de la campagne électorale, tous les camarades présents, parmi lesquels n'existait aucune entente amicale dans le travail à la direction, étaient cependant tous d'accord sur un point, à savoir qu'ils perdraient des voix, qu'ils en perdraient

même beaucoup. C'est avec cette conviction qu'ils sont allés livrer la bataille pour gagner les voix ouvrières. Ils nous disaient qu'ils perdraient de 400 000 à 500 000 voix, et nous ripostions : — Essayez donc de revenir ici sans avoir obtenu un million et demi de voix ! (*Rires.*)

Manouïlski : Et ils sont tout de même venus.

Oui, pas avec un million et demi de voix, il est vrai, mais cependant, malgré leurs prévisions sur les pertes, ils sont venus avec 200 000 voix de « gagnées » (*rires*). 200 000 voix ouvrières !, ce n'est pas une bagatelle !

Le Parti n'a pas mené la lutte contre les partis social-démocrate et pupiste bien que le CE de l'IC en ait vigoureusement souligné l'importance. Voici un court extrait de cette résolution dont je vous ai parlé plus haut :

« Insuffisante, faible, tardive, lente et incohérente campagne de démasquement des renégats opportunistes et pupistes. »

Les mesures d'organisation justes prises dans la lutte contre les renégats opportunistes ne furent pas dûment et de façon exacte, nette et claire, expliquées au sein du Parti et devant la masse ouvrière en vue de faire comprendre à tous les ouvriers la nécessité de semblables mesures d'organisation.

En général, pas de contre-offensive vigoureuse, systématique et de masse contre l'offensive convergente des pupistes, des socialistes, des cégétistes et du gouvernement. En même temps, faible et insuffisante riposte de L'Humanité (donc inapplication de la résolution du secrétariat politique de mars 1930).

Point 5 : il faut que le PCF se rende compte exactement de l'immensité du danger qui menace la classe ouvrière en France de la part des socialistes, des pupistes et des opportunistes qui mènent une campagne de grand style pour tromper une fois de plus le prolétariat et les masses urbaines et rurales travailleuses dans le but de renforcer l'ordre capitaliste et le régime bourgeois impérialiste. »

Avertissement qui méritait d'être entendu, semble-t-il ! Près de deux ans se sont écoulés depuis lors et nous en avons vu les résultats aux élections.

La France est un pays encore foncièrement parlementaire ; les larges masses s'attachent encore aux députés, à leurs discours. La fraction parlementaire du PCF était formée au début, si je ne me trompe, de dix députés, dont deux membres du BP. Le bureau politique n'accordait aucune attention au travail de la fraction parlementaire. Quels en furent les résultats ? Le budget de la Marine fut adopté à la Chambre à l'unanimité.

Vous pouvez vous imaginer la répercussion que cela eut sur les masses. Pas un seul de nos députés ne se trouvait présent à la Chambre pendant ce vote. Notre fraction n'est pas intervenue contre la loi des socialistes dirigée contre les ouvriers étrangers, loi limitant à 10 pour 100 le pourcentage des ouvriers étrangers occupés dans la production.

Les deux députés présents lors de la discussion se sont abstenus lors du vote de cette loi. Les socialistes déposèrent un projet de loi accordant le droit de vote aux femmes. Nos députés ne réagirent d'aucune façon. [...]

La direction du PCF

Comment s'explique-t-on une telle situation ? On trouve à la direction du Parti et des syndicats des camarades capables. J'en citerai quelques-uns : Thorez, Semard, Duclos, Marty, Ferrat, Monmousseau, Doriot, Cachin, Gitton et beaucoup d'autres. Chacun d'eux déploie une grande activité, mais sans donner de résultats appréciables. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas une direction collective, il n'y a pas d'entente dans la direction. Celle-ci rappelle une fable de Krylov où le cygne, l'écrevisse et le brochet tirent en vain chacun de leur côté. En fait, il n'y a pas dans le parti français un centre qui dirige comme il le faut ses organisations et tous les communistes quel que soit leur travail. [...]

A propos du travail dans la CGTU

Il fallait y appliquer cette bonne décision du BP. Cela démontre que toute la direction en général et certains membres en particulier travaillent mal. Cela constitue un exemple frappant de la façon dont la direction travaille. Quand nous disons que le PCF n'a pas une bonne direction — et nous l'affirmons déjà l'année dernière — les membres du BP se fâchent : comment, pas de direction chez nous ! J'ai passé tant de jours dans les meetings, tant de jours ici, tant de jours là, etc., nous travaillons tous beaucoup. C'est naturellement très bien de travailler beaucoup, mais est-ce que diriger veut dire travailler à la place des syndicats, des organisations ouvrières de masse, organisations locales du Parti ? Pas du tout. Ce n'est pas diriger, mais ergoter. Diriger, c'est justement examiner toutes les grandes questions, donner la ligne du Parti, puis contrôler son application, donner les instructions nécessaires à cet effet. Et cela ne demande nullement à ce que chaque membre du BP parte six fois par semaine dans des meetings. Donnez de bons matériaux, élaborer des plans de discours pour les propagandistes. On trouve certainement en province des orateurs moins bons que vous ; quant à vous, donnez la ligne à suivre, des directives, donnez votre avis sur toutes les questions économiques et politiques qui touchent les intérêts des ouvriers et des travailleurs. Je pense que les camarades français feraient bien de demander, avant de partir, aux camarades polonais comment ils ont réussi à constituer ces derniers temps un BP où règne l'entente, et qui travaille assez bien et remporte des succès. Cela vous sera d'une très grande utilité. Doriot a dit que de bonnes décisions avaient été prises, mais qu'elles n'avaient pas été appliquées. Je peux le confirmer, vos décisions restent sur le papier.

En mars eut lieu le congrès du Parti ; ce fut un assez bon congrès. Y assistaient de nombreux prolétaires, beaucoup d'entre eux y prirent la parole. Et nous

avons cru alors qu'un tournant allait se produire dans le PCF, mais hélas ! ces résolutions furent vite oubliées. Voici ce que nous trouvons dans les matériaux du secrétariat romain :

La campagne électorale, par exemple, a complètement laissé dans l'oubli le congrès du Parti. La direction ignorait totalement si les organisations du Parti avaient examiné les décisions du congrès ; les décisions du plénum du CC, du début de juillet jusqu'à ce jour, n'ont été discutées par aucun comité régional. La presse du Parti n'a encore rien publié jusqu'à présent (fin août) sur le congrès des JC. Il y a peu de temps seulement, on a annoncé dans les *Cahiers du bolchevisme* qu'on pouvait commander la brochure contenant les résolutions du congrès. Ces résolutions ne furent d'ailleurs pas publiées dans *L'Humanité*. Le PCF dispose d'un organe d'une grande portée. A part la *Pravda*, aucun journal ne joue, dans toute l'Internationale communiste, un rôle aussi grand. Et cependant *L'Humanité* n'est pas utilisée pour orienter, diriger, informer les membres du Parti.

Le Parti peut-il diriger sans presse... ? Non, évidemment. C'est surtout vrai pour le Parti communiste français « localement mal organisé » [quand] d'autre part... il existe un organe dont la diffusion est si grande et si importante. Non, évidemment ! *L'Humanité* doit être le porte-voix du Parti ; elle doit refléter la vie du Parti, alors que souvent, elle se tient à l'écart de cette vie et qu'on y écrit souvent des choses que le bureau politique ne voudrait sans doute pas y voir. Lisez le dernier numéro de *L'Humanité* que j'ai eu sous les yeux aujourd'hui, et où on loue le discours du Suisse Nicole, social-démocrate « gauche ». *L'Humanité* écrit que son discours au congrès contre la guerre marque presque une nouvelle époque dans la social-démocratie. Et pourtant, ce discours de « gauche » avait uniquement pour but de tromper les masses. Nicole est le chef des organisations sociales-démocrates de la Suisse française (à Genève). Il appartient au Parti social-démocrate suisse qui, à

son tour, fait partie de la II^e Internationale. Nicole, avec son discours, ses articles et ses manœuvres de « gauche », entrave la formation d'une forte organisation du PC suisse dans la région de Genève. Et *L'Humanité*, non seulement, n'a pas su montrer cela, mais encore n'a pas su aborder ce discours avec un sens critique. Pourquoi ? Parce que *L'Humanité* se tient à l'écart, parce qu'il y a deux centres tout à fait séparés dans le PCF : le bureau politique et la rédaction de *L'Humanité*. Et pourtant, combien de fois n'a-t-on pas décidé qu'il fallait dans la rédaction de ce journal un membre du bureau politique ? Mais cette décision est restée sur le papier, comme bien d'autres d'ailleurs.

Dans la plupart des cas, les comités locaux du Parti n'existent que sur le papier. Ils sont peu actifs. Nos organisations du Parti ne se distinguent des organisations du Parti socialiste que par le fait que ces dernières, au moment de la campagne électorale, ont déployé une très grande activité, qu'elles se raniment, alors que nos organisations lors des dernières élections ont laissé en beaucoup d'endroits, tout le travail à la charge des députés.

Conclusions

1. Il est absolument indispensable de créer dans le PCF et dans la CGTU une direction qui travaille collectivement et dans l'entente.
2. D'accorder une attention toute spéciale à la création d'organes syndicaux et d'organes du Parti locaux qui appliqueront la ligne du Parti et de la CGTU et seraient en liaison étroite avec les masses par l'intermédiaire des cellules du Parti et des comités syndicaux dans les usines. Il va de soi qu'il est indispensable avant tout de vérifier la composition des comités régionaux qui doivent appliquer tout cela.

3. De changer de méthode dans la direction des fractions parlementaires, municipales et des fractions dans les organisations ouvrières de masse, et cela en accord avec les décisions du présidium du CE de l'IC sur les fractions communistes.

4. De changer les méthodes du travail parmi les masses.

5. De confier hardiment aux camarades du Parti et des syndicats des postes plus responsables.

6. De confier la rédaction de *L'Humanité* à de bons communistes, de la lier étroitement à la direction du Parti, faire de ce journal le porte-voix du Parti.

7. D'appliquer les décisions des organes du CE de l'IC et du Parti même.

J'ai touché ici la question française après que le CE de l'IC s'efforça pendant un an et demi de transformer la direction du PCF et de changer la situation existante. Dans le PCF, il y a des organisations qui se désagrègent. Le PCF pourrait conquérir les masses les plus larges s'il possédait de solides organisations locales, s'il existait des cellules et des comités de rayon d'initiative, s'il y avait de bons comités régionaux, s'il existait un bureau politique énergique et uni qui dirigerait le Parti réellement. Peut-on arriver à cela ? Evidemment, oui ! Pour cela, il faut que le plénum déclare de toute son autorité aux camarades dirigeants français : mettez fin à la situation actuelle qui existe dans le Parti ! Nous jugeons nécessaire de déclarer ceci au plénum afin que celui-ci ou son présidium nomme une commission chargée d'examiner les questions touchant le PCF. Ma tâche n'était pas d'énumérer les progrès réalisés par le PCF entre les XI^e et XII^e plénum. Il appartient aux camarades français de le faire.

O. Piatnitski

Cité par Philippe Robrieux, in *Histoire intérieure du Parti communiste*, tome 1, pages 567 et suivantes.

On vote en Prusse

Front rouge de lutte contre Hitler, contre la social-démocratie, agents actifs de la dictature fasciste

L'Humanité du 24 avril 1932

Berlin, 23 avril.— Veillée de scrutin. Fièvre des derniers meetings. Dans tous les centres, nos camarades ont multiplié aujourd'hui les réunions de masse, s'efforçant d'alerter les travailleurs, les employés à la porte des usines, des bureaux où l'on travaille encore. Notre PC est allé aux masses et les a appelées, avec force, à réaliser partout leur front rouge de lutte sur les noms de nos candidats.

Les bandes hitlériennes diffusent — fortes des subventions de l'industrie lourde et des hobereaux — des millions de tracts, d'affiches, et le texte des uns et des autres rivalise d'une démagogie telle que cette littérature ne retient plus les prolétaires. Le centre multiplie ses appels, ses panneaux.

La social-démocratie poursuit, comme à la veille des élections présidentielles, sa lutte acharnée contre notre Parti communiste.

Fourriers d'Hitler

Pour tenter de détourner les masses du courant qui les porte vers notre Parti communiste, les social-fascistes ont accentué leur campagne sur ce thème : « *Seul, le Parti social-démocrate peut barrer la route au fascisme.* »

Est-il encore besoin de souligner que toute l'activité politique de la social-bourgeoisie a prouvé le contraire ?

Seul, notre Parti communiste a effectivement lutté contre le fascisme et a appelé les masses au combat contre les bandes hitlériennes.

C'est la social-démocratie qui, dans le même temps, s'est faite le fourrier, puis l'agent actif de la dictature fasciste. Elle a désarmé le prolétariat ; elle a accordé sa confiance à Groener. Elle a brisé les grèves contre la rationalisation et le chômage ; elle a voté des lois d'exception. Pendant ces derniers dix-huit mois n'a-t-elle pas géré les affaires de la bourgeoisie — avec les partis du centre — en s'appuyant sur les lois dictatoriales ?

Bilan social-bourgeois

Au pouvoir en Prusse, les social-fascistes ont servi les intérêts directs de la grande bourgeoisie : le budget de police passe de 103 millions (1913) à 451 millions (1932) de renten-marks ; le budget d'assistance accuse pour 1932, une diminution de 55 % sur le budget de 1931 !

La social-démocratie accorde un crédit de 57,7 millions de renten-marks pour les prêtres... mais 250 000 renten-marks pour les allocations aux enfants.

La social-démocratie diminue de 280 millions — en deux ans — les traitements des fonctionnaires de Prusse, mais dans le même temps, MM. Braun, Severing accordent 2 milliards de subventions aux industriels.

Tandis que le gouvernement socialiste réduisait les secours de chômage, il réservait 11 millions de marks de rentes nouvelles à la noblesse ; près de 7 millions aux cercles et clubs de course institués pour les divertissements de la bourgeoisie !

Bilan du gouvernement social-fasciste !

Le prolétariat du Reich — si durement frappé par la misère, devant les menaces de guerre impérialiste — ne se laissera pas duper par la démagogie et l'hypocrisie des social-traîtres.

Il signifiera à la bourgeoisie, qu'il a choisi la solution révolutionnaire, votera communiste et se rangera, pour les luttes de demain, au sein de notre front rouge de lutte !

Le scrutin allemand

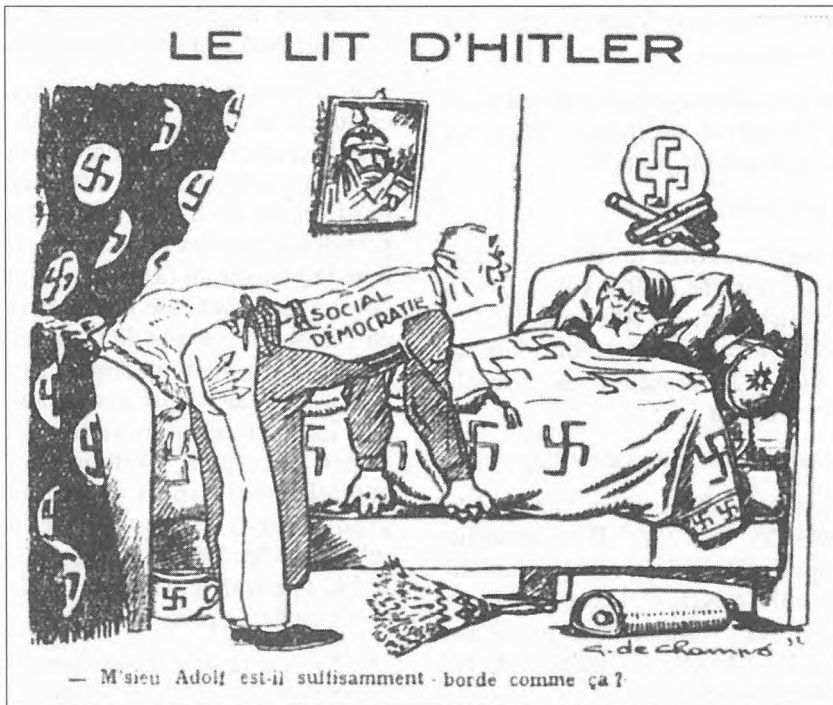
**Plus de cinq millions de voix
pour le communisme en Allemagne !**

**Depuis 1930, le Parti communiste
enregistre un gain de 700 000 suffrages
La social-démocratie perd 800 000 voix**

**Les bandes de Hitler organisent leur coup de force :
à Koenigsberg, elles provoquent une explosion
et tuent à bout portant le camarade Stauff,
député communiste**

**Seul, le front uni ouvrier antifasciste
écrasera l'assaut de la peste brune**

L'Humanité du 2 août 1932



Le nouveau Reichstag

Partis	Ancien Reichstag	Nouveau Reichstag	Gains	Pertes
Communistes	77	89	12	-
Sociaux-démocrates	143	133	-	10
Nationaux-socialistes	107	230	123	-
Centre et populistes bavarois	97	98	1	-
Nationaux allemands	41	37	-	4
Populistes allemands et Landvolk	30	7	-	23
Economie nationale	23	2	-	21
Parti d'Etat	14	4	-	10
Landbund (agrarien)	21	2	-	19
Autres partis	0	5	5	-

Les chiffres définitifs du scrutin allemand nous permettent de confirmer le jugement que les premiers résultats nous incitaient à formuler la nuit dernière.

Ne mâchons pas les mots : la section allemande de l'Internationale communiste vient de remporter une victoire éclatante.

Certes, nous n'avions jamais douté de la capacité de résistance de nos camarades d'Allemagne. Mais il fallait compter avec les moyens formidables mis en œuvre contre eux.

Ils avaient contre eux toutes les forces coalisées. Contre la coalition de toutes les forces, ils ont vaincu.

Précipité pratiquement dans l'illégalité, le Parti communiste allemand atteint un chiffre de voix inégalé jusqu'ici.

Plus de cinq millions !

L'Allemagne ouvrière lui fait confiance sans réserve. Il gagne 21 000 voix à Essen, 5 000 à Duisbourg, 10 000 voix dans le Palatinat bavarois, 39 000 voix dans le Wurtemberg. Il distance la social-démocratie à Berlin.

Il disposera au Reichstag de 89 sièges.

En septembre 1930, le Parti communiste recueillait 4 587 708 voix. Il en recueille aujourd'hui 5 278 887 — soit un gain de 700 000 voix environ. Dans le même temps, la social-démocratie passe de 8 752 016 à 7 949 883 suffrages, soit une perte de 800 000 suffrages.

On nous disait « éliminés ». On prétendait, on prétend encore que le PC était le parti des « naufrageurs », qu'en Allemagne, il était « incapable de jouer un rôle quelconque ». Les chiffres répondent. A moins de deux ans d'intervalle, 700 000 travailleurs désertent la social-démocratie et se groupent derrière nos drapeaux.

Il y a trois mois *Le Populaire* annonçait triomphalement : « *Les communistes se sont littéralement effondrés.* » Il précisait : « *Le principal vaincu est le communisme.* »

Ainsi s'exprimait le perspicace chroniqueur du *Populaire*, lequel prophétise avec la même assurance depuis dix ans, l'écroulement de l'ordre soviétique.

Or, depuis trois mois, trois événements essentiels se sont produits qui infligent aux grands prêtres de la social-démocratie, le plus cinglant désaveu. 1°) Hindenburg, gardien de la République, hissé à la présidence par les amis de Léon Blum a livré le pouvoir au fascisme ; 2°) la social-démocratie, maîtresse de l'appareil d'Etat en Prusse, a repoussé le front unique que proposaient les communistes. Et elle s'est mise au garde-à-vous devant les barons ; 3°) le Parti communiste ou « parti vaincu », ce parti « effondré », ce parti auquel les disciples de Léon Trotsky prodiguaient avec tant de hautaine suffisance des leçons de sagesse politique, le PC apparaît comme le seul rempart solide contre la peste brune.

Le PCA a remporté ses succès les plus sensibles là où il a plongé le plus

profondément dans les usines, là où il a organisé le front unique antifasciste avec les ouvriers socialistes et les *Reichsbanners*, là où ce front unique a mis en échec Adolf Hitler. Sa victoire va accroître le nombre déjà si grand d'ouvriers socialistes qui, ayant goûté aux fruits amers de la politique du moindre mal, veulent lutter en commun avec leurs camarades communistes.

Mais, il nous faut, camarades de France, profiter du grand enseignement d'outre-Rhin ; l'organisation du front unique à l'usine, la main tendue aux prolétaires socialistes, cette tactique a fait ses preuves outre-Rhin. C'est la seule bonne et la seule efficace, c'est celle que nous devons appliquer audacieusement ici, dans notre lutte, à la manière bolcheviste, contre la guerre, dans la préparation du congrès mondial.

Et maintenant, de quels événements l'Allemagne sera-t-elle le théâtre dans les heures qui viennent ? Le fait est que malgré la progression des voix enregistrée depuis les élections de 1930, l'hitlérisme n'a pas mordu sur la masse ouvrière, il n'a pas pu — et cela grâce à l'activité persévérante de nos camarades — se constituer la large base qu'il escomptait dans les usines ; il ne faut pas songer d'autre part à faire fonctionner un Reichstag que sa composition rend ingouvernable.

Alors ?

Alors, la menace est plus précise que jamais d'un coup d'Etat hitlérien, surtout si l'on songe à l'appui dont les bandes de Hitler bénéficient auprès du gouvernement.

On se demande même si l'on peut encore parler de menaces. La nuit qui précéda le scrutin, le jour du vote, ont été marqués par des échauffourées sanglantes. Hier, aux premières lueurs du jour, à Koenigsberg, les nazis ont commencé à exécuter le plan diabolique préparé depuis une semaine. Des bombes ont été par leurs soins déposées au siège du journal social-démocrate de cette ville.

Le domicile du camarade Stauff, député communiste de Koenigsberg, a été envahi par des mercenaires hitlériens qui ont tué

Stauff, en tirant sur lui à bout portant et qui se sont ensuite précipités chez le camarade Schutz, lequel n'a échappé à la mort que par miracle.

Contre le front prolétarien, on mobilise les bombes et les brownings. La Saxe et d'autres provinces vivent sous la menace d'un coup de force qui peut se produire d'une minute à l'autre et dont les ordonnances de Hindenburg favorisent l'accomplissement. Les sections d'assaut en armes sont concentrées autour de Berlin.

Remarquez que l'exploit des nazis eût été rendu impossible il y a dix jours, si la social-démocratie n'avait pas interdit la réalisation du front unique ouvrier, si elle avait accepté l'organisation de la grève générale.

Son attitude passée et récente a permis aux hitlériens de nourrir tous les espoirs et de préparer toutes les aventures.

Il faut que ces aventures se brisent devant la puissance prolétarienne. MM. Wels, Breitscheid et consorts avaient placé leur confiance dans les juges de Leipzig ; les prolétaires, les ouvriers communistes, les ouvriers socialistes que la politique social-démocrate n'a pas réussi à corrompre, placent leur confiance en eux-mêmes. Ils la placent dans le front ouvrier uni, dans le front antifasciste

L'événement de Koenigsberg n'est sans doute que le commencement de l'entreprise sanglante d'Adolf Hitler.

Plus de cinq millions d'hommes et de femmes ont, pour les mener au combat, choisi dimanche un guide éclairé et sûr, le Parti communiste. Plus de cinq millions d'hommes et de femmes ont choisi l'arme de leur bataille, le front unique.

Et nous, travailleurs de France, joignons nos efforts aux leurs ! Unissons-nous à eux, faisons comme eux. Inspirons-nous de leurs exemples d'organisation, de travail à l'usine. Forts de leurs enseignements, renforçons notre bataille contre le traité qui a engendré la misère, déchaîne le fascisme, qui porte en lui la guerre, le traité de Versailles, l'œuvre maudite de la France impérialiste.

Gabriel Péri

Du congrès d'Amsterdam à la séance de Bullier

L'Humanité du 31 août 1932

Les communistes et le congrès mondial

Depuis un an, déclare Marcel Cachin, il ne faut plus parler de la guerre qui vient, de la guerre qui menace. La guerre est commencée depuis onze mois. Dès lors, puisque le feu est à la maison, que faut-il faire ?

Les chefs socialistes nous disent de laisser à la Société des Nations le soin de régler ce conflit comme les autres. C'est là leur tactique, ce n'est pas la nôtre. La SDN, en plus de dix ans, a donné sa mesure. Elle est jugée. Elle est condamnée.

Dans le présent conflit d'Extrême-Orient, a-t-elle, au bout de onze mois, arrêté l'impérialisme japonais dans son sanglant brigandage ? A-t-elle arrêté la course aux armements à laquelle se livrent tous les impérialismes sans exception ? A-t-elle proposé une solution, une seule, pour apaiser des conflits de frontières ou de nationalités opprimées d'où peut naître à tout instant la guerre ? Quel est son bilan ?

Contre le pacifisme genevois

Dix ans de discours, de conférences, de sessions, de commissions, de propositions, de promesses et d'avortements. A ce bout de dix ans, la guerre de Mandchourie et de Chine après celle du Maroc et la menace de l'embrasement du monde. C'est assez ! Genève n'a été créé que pour maintenir, sous la direction de l'impérialisme français qui en est l'armature, les stipulations de Versailles, toutes chargées de conflits. Dès lors, pour les véritables ennemis de la guerre, le premier devoir est d'abord de détruire, dans l'esprit des travailleurs, toute confiance, toute illusion en Genève.

Aux prolétaires socialistes

Camarades, il y a dans cette assemblée de nombreux ouvriers, membres de la social-démocratie, de nombreux travailleurs des syndicats d'Amsterdam. Un camarade socialiste annonçait tout à l'heure la présence ici de 347 membres de la II^e Internationale. Pourquoi leurs chefs ont-ils si brutalement refusé le front uni que des militants de la base réalisent avec nous contre la guerre ? Nous devons dire là-dessus notre sentiment.

C'est un fait que les chefs socialistes conservent leur solidarité avec leurs impérialismes nationaux. Ils se déclarent attachés à la défense nationale, c'est-à-dire à la défense de l'impérialisme.

Dans les congrès socialistes, nationaux et internationaux, on n'a pas osé, depuis 1920, aborder le problème de la guerre.

On l'a écarté à dessein de l'ordre du jour. En 1930, Adler, secrétaire de la II^e Internationale, a fait paraître une brochure : « *Si la guerre éclatait néanmoins* ». La presse socialiste a fait le silence.

Dans le *Kampf* de Vienne, un autre chef social-démocrate, Dan, fit alors à ce sujet les aveux suivants : « *L'Internationale socialiste évite volontairement les discussions sur la guerre... Dans chaque parti national, on écarte ces discussions de crainte de scission. On met une sourdine à ces débats scabreux... On ne veut pas s'en expliquer franchement... L'Internationale s'éloigne de la solution de sa tâche la plus haute.* »

Après avoir rappelé une fois encore le caractère des délibérations de l'IOS à Zurich, Cachin déclare :

« Cette tactique des chefs social-démocrates vis-à-vis de la guerre, de nombreux travailleurs du rang dans leur parti la repoussent comme mortelle pour le prolétariat et pour la paix. Leur présence ici est le témoignage que nous enregistrons avec joie. Avec ces ouvriers, ces travailleurs socialistes, nous sommes toujours prêts à réaliser le front uni sans réserve et loyalement. Et nous attachons à notre union avec eux la plus grande importance. »

Comment lutter

Marcel Cachin expose ensuite la tactique léniniste de lutte contre la guerre. Il cite l'appel des communistes japonais aux jeunes et aux mobilisables :

« Pour renverser l'impérialisme japonais, nous devons transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Pour sortir victorieux de cette guerre civile, nous devons tout faire pour désarmer la bourgeoisie et armer le prolétariat. C'est par là que notre attitude envers l'armée, cette partie la plus importante du mécanisme d'Etat bourgeois, est, par elle-même, fixée. Nous devons tout faire pour désagréger l'armée et gagner à nous les soldats. De ce point de vue, la question de la mobilisation est une question pratique. Que signifie l'exécution de l'ordre de mobilisation ? Il signifie que les prolétaires se rendent à la caserne, deviennent des soldats et prennent des armes. Exécuter l'ordre de mobilisation signifie s'emparer des armes. Refuser d'exécuter cet ordre signifie que les prolétaires refusent de se laisser armer. Le révolutionnaire se rend à l'armée pour diriger les masses prolétariennes dans la lutte contre la bourgeoisie et pour les gagner à nous. Il déplace son activité de l'usine ou du champ à la caserne. »

« Camarades, la tactique ainsi formulée par les révolutionnaires japonais en 1931 et 1932 est celle qui, en 1917, mena à la victoire les bolcheviks qui l'appliquèrent avec un courage et une résolution de fer.

La guerre moderne

« On peut dire que les caractères essentiels du militarisme de nos jours en

imposent de plus en plus rigoureusement la généralisation universelle. D'abord la guerre moderne mobilisera des millions d'êtres humains et militarisera l'ensemble de la population. Déjà, partout, tout est prévu à cet effet. C'est pour cela que les impérialistes luttent désespérément pour s'assurer le dévouement politique des armées. C'est pourquoi ils combattent notre programme dans l'armée avec tant de violence. Mais il sera d'autant plus aisé de leur arracher par une propagande énergique les soldats et les marins que l'armée et la marine seront plus nombreuses. Les impérialismes y devront incorporer tous les paysans et ouvriers, et plus le volume des prolétaires mobilisés sera considérable, plus accessible y sera la pénétration des idées révolutionnaires. Nous le voyons bien déjà en France par nos campagnes près des réservistes.

« Et puis, il n'y aura plus désormais ni avant ni arrière. L'armée et la marine, de plus en plus motorisées et mécanisées, seront de plus en plus sous la dépendance et à la discrétion des usines, des industries, des transports, c'est-à-dire de la classe ouvrière.

La tâche urgente et le front unique

« La guerre devient de plus en plus une immense opération de masse ; nous demandons alors que dans le choix de la tactique contre la guerre, il soit tenu compte avant toute chose de ce fait fondamental. Le refus de quelques objecteurs de conscience de participer, à leur place, au combat général, ne servira qu'à les isoler des masses qu'ils ont, au contraire, le devoir d'entraîner.

« Mais pénétrer l'armée et la marine, les gagner par un travail opiniâtre à la lutte contre la guerre, gagner aussi les ouvriers des usines et les paysans, pour les dresser contre la guerre, ce ne sont pas des tâches qui s'improvisent au moment de la guerre elle-même. Elles doivent être préparées dès maintenant sans perdre un jour, obstinément, patiemment, par tous moyens, les illégaux et même les légaux, comme le disait le Guesde des meilleurs jours.

« Pour mener cette lutte implacable contre la guerre, nous demandons un large front uni avec tous les travailleurs et les intellectuels décidés à l'action, d'où qu'ils viennent !

« Nous proclamons que le sectarisme serait ici un crime contre le prolétariat lui-même.

« Nous tendons une main fraternelle à tous ceux qui, tout de suite, sont résolus à combattre la guerre et le régime d'où elle sort fatalement. »

Trotsky

La tragédie du prolétariat allemand

Les ouvriers allemands se relèveront, le stalinisme jamais !

[...] Par le biais d'organisations servant de paravent : l'opposition syndicale rouge (RGO), allemande et polonaise, l'Antifa et la Confédération générale du travail italienne, l'Internationale communiste convoque pour le mois d'avril « un congrès paneuropéen, ouvrier et antifasciste ». La liste des invités est, comme il convient, confuse et vaste : les « entreprises » (c'est ainsi formulé : les « entreprises », bien que les communistes soient évincés de presque toutes les entreprises du monde, grâce aux efforts de Staline-Lozovsky), les organisations ouvrières locales, révolutionnaires, réformistes, catholiques et sans parti, les organisations sportives, antifascistes et paysannes. Bien plus : « *Nous voulons inviter toutes les personnes isolées qui se battent effectivement (!) pour la cause des travailleurs.* » Ayant ruiné pour longtemps la cause des masses, les stratèges font appel aux « personnes isolées », ces justes qui n'ont pas trouvé place dans les masses, mais qui, néanmoins, « se battent effectivement

pour la cause des travailleurs ». Barbusse et le général Schönaich seront à nouveau mobilisés pour sauver l'Europe de Hitler. Nous avons devant nous le livret tout prêt de l'une de ces représentations de charlatans, dont les staliniens se servent habituellement pour masquer leur impuissance. Qu'a fait le bloc d'Amsterdam des centristes et des pacifistes dans la lutte contre l'attaque des brigands japonais contre la Chine ? Rien. Par respect pour la « neutralité » stalinienne, les pacifistes ne firent même pas paraître un manifeste de protestation. Aujourd'hui, on prépare une réédition du congrès d'Amsterdam, non contre la guerre, mais contre le fascisme. Que fera le bloc antifasciste des « entreprises » absentes et des « isolés » impuissants ? Rien. On sortira un manifeste creux, si, cette fois-ci, on arrive jusqu'au congrès. [...]

Prinkipo, 14 mars 1933

In *Comment vaincre le fascisme ?*

Editions Buchet/Chastel, pp. 344-345

Trotsky

La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne

(Problèmes vitaux du prolétariat allemand)

Préface

Du fait de son retard extrême, le capitalisme russe s'est avéré être le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste. Le capitalisme allemand apparaît dans la crise actuelle comme le maillon le plus faible pour la raison opposée : c'est le capitalisme le plus avancé dans une Europe qui se trouve dans une situation sans issue. Plus s'affirme le caractère dynamique des forces productives en Allemagne, plus ces dernières étouffent dans le système étatique de l'Europe, semblable au « système » de cages d'une minable ménagerie provinciale. Chaque tournant de la conjoncture place le capitalisme allemand devant les tâches qu'il s'était efforcé de résoudre au moyen de la guerre. Au moyen du gouvernement des Hohenzollern, la bourgeoisie allemande s'appêtait à « organiser l'Europe ». Au moyen du gouvernement Brüning-Curtius elle a tenté de réaliser... l'union douanière avec l'Autriche. Quelle effrayante réduction des tâches, des possibilités, des perspectives ! Mais il fallut renoncer aussi à cette union. Le système européen a des pieds d'argile. Si quelques millions d'Autrichiens s'unissent à l'Allemagne, la grande hégémonie salvatrice de la France peut s'écrouler.

L'Europe et surtout l'Allemagne ne peuvent progresser dans la voie capitaliste. Si la crise actuelle était surmontée temporairement grâce au jeu automatique des forces du capitalisme lui-même — sur le dos des ouvriers — cela impliquerait la renaissance à brève échéance de toutes les contradictions sous une forme encore plus concentrée.

Le poids de l'Europe dans l'économie mondiale ne peut que diminuer. Les étiquettes américaines : plan Dawes, plan Young, moratoire Hoover adhèrent solidement au front de l'Europe. L'Europe est mise à la ration américaine.

Le pourrissement du capitalisme implique le pourrissement social et culturel. La voie de la différenciation systématique des nations, de la croissance du prolétariat au prix d'une diminution des classes moyennes, est barrée. Un freinage ultérieur de la crise sociale ne peut signifier qu'une paupérisation de la petite bourgeoisie et une dégénérescence de couches toujours plus grandes du prolétariat en lumpen. Ce danger, qui est le plus grave, prend à la gorge l'avant-garde allemande.

La bureaucratie sociale-démocrate est la partie la plus pourrie de l'Europe capitaliste pourrissante. Elle a commencé son chemin historique sous le drapeau de Marx et Engels. Elle s'était fixé comme objectif le renversement de la domination de la bourgeoisie. La puissante montée du capitalisme l'a aspirée et l'a entraînée à sa suite. Au nom de la réforme, elle a renoncé à la révolution, d'abord dans les faits puis en paroles. Kautsky, évidemment, a défendu encore pendant longtemps la phraséologie révolutionnaire, en l'adaptant aux besoins du réformisme. Bernstein au contraire a exigé que l'on renonce à la révolution : le capitalisme entre dans une période de prospérité pacifique, sans crise ni guerre. Prédiction exemplaire. Il peut sembler qu'entre Kautsky et Bernstein, il y ait une contradiction

irréductible. En fait, ils se complétaient l'un l'autre symétriquement, comme la botte gauche et la botte droite du réformisme.

La guerre éclata. La social-démocratie soutint la guerre au nom de la prospérité future. Au lieu de la prospérité, ce fut le déclin. Aujourd'hui il ne s'agit déjà plus de faire découler la nécessité de la révolution de la faillite du capitalisme ; ni de réconcilier les ouvriers avec le capitalisme au moyen de réformes. La nouvelle politique de la social-démocratie consiste à sauver la société bourgeoise en renonçant aux réformes.

Mais la déchéance de la social-démocratie ne s'arrêta pas là. La crise actuelle du capitalisme agonisant a contraint la social-démocratie à renoncer aux fruits d'une longue lutte économique et politique et à ramener les ouvriers allemands au niveau de vie de leurs pères, de leurs grands-pères et même de leurs arrière-grands-pères. Il n'y a pas de tableau historique plus tragique et en même temps plus repoussant que le pourrissement pernicieux du réformisme au milieu des débris de toutes ses conquêtes et de tous ses espoirs. Le théâtre est à la recherche du modernisme. Qu'il mette donc en scène plus souvent *Les Tisserands* de Hauptmann, la plus actuelle de toutes les pièces. Mais que le directeur du théâtre n'oublie pas de réserver les premiers rangs aux chefs de la social-démocratie.

D'ailleurs, ils n'ont rien à faire des spectacles : ils sont arrivés à la limite extrême de leur faculté d'adaptation. Il y a un seuil au dessous duquel la classe ouvrière d'Allemagne peut accepter de descendre pour longtemps. Cependant, le régime bourgeois qui se bat pour son existence ne veut pas reconnaître ce seuil. Les décrets d'exception de Brüning ne sont qu'un début pour tâter le terrain. Le régime de Brüning se maintient grâce au soutien lâche et perfide de la bureaucratie sociale-démocrate, qui, elle-même s'appuie sur la confiance mitigée et maussade d'une partie du prolétariat. Le système des décrets bureaucratiques est instable, incertain, et peu viable. Le capital a

besoin d'une autre politique plus décisive. Le soutien de la social-démocratie qui ne peut oublier ses propres ouvriers est non seulement insuffisant pour qu'il puisse réaliser ses objectifs, mais il commence même déjà à le gêner. La période des demi-mesures est passée. Pour essayer de trouver une issue, la bourgeoisie doit se libérer définitivement de la pression des organisations ouvrières, elle doit les balayer, les briser, les disperser.

Ici commence la mission historique du fascisme. Il remet en selle des classes qui se trouvent immédiatement au-dessus du prolétariat et craignent d'être précipitées dans ses rangs ; il les organise, les militarise grâce aux moyens du capital financier, sous la couverture de l'Etat officiel, et les envoie écraser les organisations prolétariennes, des plus révolutionnaires aux plus modérées.

Le fascisme n'est pas seulement un système de répression, de violence et de terreur policière. Le fascisme est un système d'Etat particulier qui est fondé sur l'extirpation de tous les éléments de la démocratie prolétarienne dans la société bourgeoise. La tâche du fascisme n'est pas seulement d'écraser l'avant-garde communiste, mais aussi de maintenir toute la classe dans une situation d'atomisation forcée. Pour cela, il ne suffit pas d'exterminer physiquement la couche la plus révolutionnaire des ouvriers. Il faut écraser toutes les organisations libres et indépendantes, détruire toutes les bases d'appui du prolétariat et anéantir les résultats de trois quarts de siècle de travail de la social-démocratie et des syndicats. Car c'est sur ce travail qu'en dernière analyse s'appuie le Parti communiste.

La social-démocratie a préparé toutes les conditions pour la victoire du fascisme. Mais par là même elle a préparé les conditions de sa propre liquidation politique. Il est tout à fait juste de faire porter à la social-démocratie la responsabilité de la législation d'exception de Brüning ainsi que la menace de la barbarie fasciste. Mais il est absurde d'identifier la social-démocratie au fascisme (...).

La théorie du « social-fascisme » reproduit l'erreur fondamentale des lassalliens sur des bases historiques nouvelles. En collant aux nationaux-socialistes et aux sociaux-démocrates la même étiquette fasciste, la bureaucratie stalinienne est entraînée dans des actions comme le soutien au référendum de Hitler : cela ne vaut pas mieux que les combinaisons des lassalliens avec Bismarck.

Dans leur lutte contre la social-démocratie, les communistes allemands doivent s'appuyer à l'étape actuelle sur deux positions distinctes : a) la responsabilité politique de la social-démocratie en ce qui concerne la puissance du fascisme, b) l'incompatibilité absolue qui existe entre le fascisme et les organisations ouvrières sur lesquelles s'appuie la social-démocratie.

Les contradictions du capitalisme allemand ont atteint aujourd'hui une tension telle qu'une explosion est inévitable. La capacité d'adaptation de la social-démocratie a atteint le seuil qui précède l'auto-liquidation. Les erreurs de la bureaucratie stalinienne ont atteint les limites de la catastrophe. Tels sont les trois termes de l'équation qui caractérise la situation en Allemagne. Tout tient sur le fil d'un rasoir.

Lorsqu'on suit la situation allemande dans les journaux qui arrivent avec un retard de presque une semaine, lorsqu'il faut à un manuscrit une nouvelle semaine pour franchir la distance séparant Constantinople de Berlin, et lorsqu'il faut encore des semaines pour qu'une brochure arrive jusqu'au lecteur, on se dit involontairement : est-ce qu'il ne sera pas trop tard ? Et on répond à

chaque fois : non, les armées qui participent à ce combat sont trop gigantesques pour que l'on ait à craindre une décision simultanée et foudroyante. Les forces du prolétariat allemand ne sont pas épuisées. Elles ne se sont même pas encore mises en marche. La logique des faits parlera chaque jour de façon plus impérative. Cela justifie la tentative de l'auteur de faire entendre sa voix, même avec un retard de plusieurs semaines, c'est-à-dire de toute une période historique.

La bureaucratie stalinienne a décidé qu'elle accomplirait plus tranquillement son travail si elle enfermait l'auteur de ces lignes à Prinkipo. Elle a obtenu du social-démocrate Hermann Müller qu'on refuse son visa à... un « menchevik » : le front unique fut à cette occasion réalisé sans hésitations ni atermoiements. Aujourd'hui, les staliniens déclarent dans les journaux soviétiques officiels, que je « défends » le gouvernement de Brüning en accord avec la social-démocratie qui se démène pour qu'on m'accorde le droit d'entrer en Allemagne. Plutôt que de s'indigner de cette bassesse, il vaut mieux rire de cette stupidité. Mais ne rions pas trop longtemps, car nous avons peu de temps.

Il ne fait aucun doute que l'évolution de la situation démontrera la justesse de ce que nous affirmons. Mais par quelle voie l'Histoire administrera-t-elle cette preuve : par la faillite de la fraction stalinienne ou par la victoire de la politique marxiste ? Toute la question est là. Il s'agit du destin du peuple allemand, et pas seulement de lui.

**In *Comment vaincre le fascisme ?*
Editions Buchet/Chastel, pp. 81-87**



Hitler élu chancelier, le 30 janvier 1933.

Dienstag, 31. Januar 1933
Nr. 26 / 3. Jahrgang
BRESLAU

Preis 10 Pfg.
Reichsausgabe

SAZ

Sozialistische
Arbeiter Zeitung

TAGESZEITUNG DER SOZIALISTISCHEN ARBEITERPARTEI

Heut bringt die SAZ:

- Dresdner Polizei ist schuld
- Heussuchung bei SAP
- Die Berliner SPD-Demonstration
- Französische Regierungskrise
- Arbeitersport und Sportabzeichen
- Geplatztes Wirtschaftswunder**
- Wie es heute in Amerika aussieht

Hitler Reichskanzler!

Alarm für die ganze Arbeiterklasse



L'incendie du Reichstag, le 27 février 1933.



Trotsky à Prinkipo : *"Les ouvriers allemands se relèveront, le stalinisme jamais !"*, mars 1933.

III. Le PCF après l'arrivée de Hitler au pouvoir

L'accession de Hitler au pouvoir bouleverse toutes les données politiques. Au niveau de l'Internationale communiste, la ligne reste inchangée en apparence ; le présidium de l'IC du 1^{er} avril 1933 réaffirme « quant à l'accalmie actuelle après la victoire du fascisme », il ne faut y voir « qu'un phénomène momentané »... avant la poussée révolutionnaire finale ! Cependant, une évolution est en cours :

— sur le plan politique, comme nous l'avons indiqué dans la présentation, l'appel de l'Internationale aux « prolétaires de tous les pays » pour l'organisation de la lutte commune, publié dans *L'Humanité* du 5 mars 1933, propose des mesures d'action commune des organisations communistes et socialistes ;

— sur le plan diplomatique, puisqu'en février 1933, un pacte de non-agression franco-soviétique est signé (cf. *L'Humanité* du 17 mai dont nous reproduisons un extrait et qui contient le discours de Doriot à la Chambre des députés, « *Les rapports entre l'URSS et l'Allemagne* »). Et il est intéressant de noter que dans le même temps, l'URSS accepte de renégocier avec le nouveau régime la reconduction du pacte de Rapallo signé avec l'Allemagne en 1922... cela pour préserver la paix...

Alors qu'en Allemagne, Hitler renforce son pouvoir, l'incendie du Reichstag lui permet d'interdire de fait le Parti communiste (KPD), et d'arrêter Thaelmann et de nombreux militants. Les élections au nouveau Reichstag donnent les résultats suivants : 17,2 millions de voix pour les nazis, 7,1 millions pour le SDP et 4,8 pour le KPD. Les 81 mandats du KPD sont immédiatement invalidés par Hitler.

C'est bientôt le tour des syndicats. La direction syndicale de l'ADGB décide de participer le 1^{er} mai 1933 à la fête du Travail organisée par les nazis ; le lendemain, les syndicats sont interdits et leurs locaux investis par les troupes de Hitler ; les partis non nazis se sabordent eux-mêmes, et, en juillet, le Parti social-démocrate est à son tour interdit. Dès mars, les premiers camps de concentration sont ouverts où militants socialistes et communistes se retrouvent emprisonnés.

Quelle est alors la situation en France ?

En France, à partir de 1933, l'économie est touchée de plein fouet. La production industrielle est retombée au niveau de 1913, les prix agricoles s'effondrent, les faillites industrielles se multiplient, comme celle de Citroën, sauvée *in extremis* par une intervention de l'Etat. La première conséquence est la montée du chômage : 400 000 chômeurs en mars 1933, puis 1,2 million l'année suivante, chiffres auxquels il faut ajouter de 1,5 à 2 millions de travailleurs en chômage partiel.

Et les scandales financiers se succèdent. Après la banque Oustric, l'arrestation de la « banquière » Marthe Hanau, éclate l'affaire Stavisky. L'ampleur des détournements, les protections dont a bénéficié l'escroc, et « son suicide » étrange, provoquent une onde de choc. Tout cela renforce les courants de droite et d'extrême droite qui combinent l'admiration pour le fascisme mussolinien, l'antiparlementarisme, la haine de la République et le nationalisme.

Le groupe le plus remuant est celui de l'Action française, dirigée par Charles Maurras et Léon Daudet. Ses groupes d'action, « les Camelots du roi », interviennent de manière active dans la jeunesse. Très influent aussi, « les Croix de feu », mouvement d'anciens combattants, qui se dote d'un programme populiste à relents corporatistes et autoritaires.

Devant cette situation, le pouvoir politique est paralysé : onze cabinets se succèdent entre août 1931 et février 1932. Les gouvernements successifs ne trouvent qu'une solution : réduire les dépenses de l'Etat et concrètement s'attaquer au salaire des fonctionnaires... Les mobilisations contre les décrets-lois se développent, mais l'axe de la politique du PCF reste la dénonciation de la politique de ceux qu'il appellera encore les « sociaux-fascistes » jusqu'au début 1934. L'extrait des *Cahiers du bolchevisme* du 1^{er} novembre 1933, intitulé : « *La crise ministérielle* », que nous publions ci-après, est éclairant à ce sujet.

A Moscou, les dirigeants de l'Internationale multiplient les critiques sur les résultats et le fonctionnement du parti français ; Thorez, premier secrétaire, est au premier plan de ces critiques. Malgré sa volonté de plaire à l'IC et ses autocritiques, il est sans cesse mis en concurrence avec Doriot qui remporte des succès marquants. L'année 1933 est marquée par cette lutte sourde entre les deux hommes. Les mesures de réorganisation du parti (commission des cadres et contrôle de la région parisienne) et l'évolution politique de Doriot assureront à Thorez la mainmise totale sur le Parti communiste français. Il bénéficie pour cela de l'appui de l'émissaire de l'IC, Fried, qu'il consulte avant toute intervention politique. Par ce biais, il dispose d'informations plus déterminantes, venues directement de Moscou, qui lui permettront d'étayer son pouvoir dans le parti.

Au comité central du 24 janvier 1934, le rapport de Thorez reste consacré à la lutte contre la social-démocratie. Il affirme encore que « *tous les partis de la bourgeoisie y compris les fractions de la social-démocratie, coopèrent à la fascisation* » (in *Œuvres complètes*, Maurice Thorez, tome 2, p. 136).

Jacques Doriot, qui a été l'un des principaux animateurs de la lutte contre le trotskysme, applique scrupuleusement la ligne dictée par le Kremlin comme on peut le voir par son intervention à la Chambre des Députés (reproduite p. de ce Cahier), mais en janvier 1934, il décide de s'appuyer temporairement sur la puissance du mouvement qui monte parmi les militants du PCF exigeant le front unique avec le Parti socialiste. Il se tournera très vite vers le fascisme après sa rupture avec la direction du PCF (1). Il propose donc l'adoption d'une politique antifasciste d'union socialo-communiste et vote contre la résolution soumise au comité central, alors que Ferrat s'abstient... Thorez réagit immédiatement, il démissionne Ferrat de son poste de rédacteur en chef de *L'Humanité*...

Lorsqu'éclate l'émeute du 6 février 1934, le PCF avait appelé à manifester dans les gares, les entreprises, et avait dirigé un groupe de communistes au rond-point des Champs-Élysées, rendez-vous des ligueurs. Pour sa part, l'Association républicaine des anciens Combattants (ARAC, fondée par Henri Barbusse, Paul Vaillant-Couturier...) avait appelé au même endroit... Devant la répression organisée par Daladier pour défendre le Palais-Bourbon, les communistes vont alors fustiger « *Daladier le fusilleur...* ». (Nous présentons à propos de ces événements un extrait du livre de Pierre Naville, *L'Entre-deux-guerres. La lutte des classes en France 1926-1939*, intitulé « *La classe ouvrière est en danger !...* »).

Pierre Frank relate l'événement dans une brochure intitulée *La Semaine du 6 au 12 février*, dont nous avons reproduit le passage concernant la journée du 6 février.

Face à la situation dans la rue, Doriot et Renaud Jean demandent à Thorez de lancer un appel à la classe ouvrière et de prendre immédiatement contact pour une rencontre au sommet avec les socialistes. Thorez refuse cette proposition comme contraire aux décisions de l'Internationale et du dernier Comité central...

Doriot réaffirme ses positions concernant le front unique et les événements du 6 février dans la *Lettre ouverte* qu'il adresse un peu plus tard au comité exécutif de l'IC (lettre ouverte dont nous publions un extrait parce que ce texte est révélateur de ce qui se passe à l'intérieur du PCF). Alors que Thorez continue la lutte contre le Parti socialiste, Doriot, très populaire dans le parti, joue la carte de l'alliance avec les socialistes pour lutter contre le fascisme.

Dans son article « *Où va la France ?* », dont nous reproduisons un large extrait en conclusion, Trotsky caractérise avec beaucoup de précision cette évolution. Il évoque le commencement du bonapartisme en France avec l'instauration du gouvernement Doumergue et analyse le rôle du Parti radical. Il conclut sur le rôle du front unique et la lutte pour le pouvoir : « *Le but du Front unique des partis socialiste et communiste ne peut être qu'un gouvernement de ce front, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un gouvernement Blum-Cachin* ». « *La campagne du Front unique doit s'appuyer sur un programme de transition bien élaboré...* » C'est-à-dire le contraire du Front populaire et de l'alliance avec les radicaux.

(1) Voir la notice biographique sur Doriot en fin de ce cahier.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

L'Humanité du 5 mars 1933

Un appel de l'Internationale communiste pour l'organisation de la lutte commune des travailleurs socialistes et communistes

La crise continue à s'étendre et à se développer. Le chômage croît sans cesse. Des couches toujours plus grandes d'ouvriers sont victimes de la faim et de la misère. L'offensive du capital s'accroît. La bourgeoisie mène campagne contre toutes les conquêtes politiques et économiques de la classe ouvrière. La réaction fasciste déferle d'un pays à l'autre. L'instauration de la dictature fasciste ouverte a placé des millions d'ouvriers de tous les pays en face de la nécessité d'organiser le front unique de lutte contre l'offensive de la bourgeoisie, et avant tout, de la bourgeoisie allemande, qui enlève pas à pas toutes les conquêtes économiques et politiques de la classe ouvrière et tente d'écraser le mouvement ouvrier par des méthodes de terreur implacable.

Le principal obstacle à la formation de front unique de combat des ouvriers communistes et socialistes fut la politique de collaboration de classes menée par les partis socialistes qui, actuellement, ont placé le prolétariat international sous la coupe de l'ennemi de classe. Cette politique de collaboration avec la bourgeoisie, dite « *du moindre mal* », a abouti en fait en Allemagne au triomphe de la dictature fasciste.

L'Internationale communiste et les partis communistes de tous les pays ont proclamé maintes fois, non seulement leur volonté de lutter en commun avec les ouvriers socialistes contre l'offensive du capital, contre la réaction politique et les menaces de guerre, mais aussi, ils ont organisé cette lutte commune des ouvriers communistes, socialistes et sans parti en dépit des chefs des partis socialistes qui ont brisé systématiquement le front unique des masses ouvrières.

Comme on le sait, le Parti Communiste allemand, le 20 juillet dernier, après que fut chassé par von Papen le gouvernement social-démocrate prussien, s'est déjà adressé au parti social-démocrate allemand et à la CGT allemande leur proposant d'organiser une grève en commun contre le fascisme. Mais le parti social-démocrate et la CGT allemande, avec l'approbation de toute la II^e Internationale, ont qualifié de provocation la proposition d'organiser la grève en commun. Le Parti communiste allemand a renouvelé sa proposition d'action commune au moment de l'avènement de Hitler au pouvoir et a appelé le comité Central du parti social-démocrate et la direction de la CGT à organiser la résistance au fascisme, mais, cette fois aussi, il a essuyé un refus. Bien plus, lorsqu'en novembre de l'année dernière, les ouvriers des transports de Berlin se sont mis unanimement en grève contre la diminution des salaires, la social-démocratie a fait échouer le front unique de lutte. La pratique du mouvement ouvrier international est pleine d'exemples semblables.

Or le bureau de l'Internationale ouvrière socialiste, dans son appel du 19 février de cette année, déclare que les partis socialistes adhérant à cette Internationale, sont prêts à établir le front unique avec les communistes pour lutter contre la réaction fasciste en Allemagne. Cette déclaration verbale est en contradiction flagrante avec tous les actes de l'Internationale socialiste et de ses partis jusqu'à ce jour. Tout la plate-forme politique de l'Internationale socialiste et tous ses actes donnent, jusqu'à présent, toute raison à l'Internationale communiste et aux partis communistes de ne pas croire à la sincérité de la déclaration

du bureau de l'Internationale socialiste ouvrière qui fait cette proposition au moment où, dans toute une série de pays et avant tout, en Allemagne, la masse ouvrière prend déjà l'initiative d'organiser le front unique de lutte.

Néanmoins, en face du fascisme qui mène son agression contre la classe ouvrière en Allemagne, qui développe toutes les forces de la réaction mondiale, le comité exécutif de l'Internationale communiste appelle tous les partis communistes à tenter encore une fois d'établir le front unique de lutte avec les masses des ouvriers socialistes par l'intermédiaire des partis socialistes.

Le front unique repousserait l'offensive du capital et du fascisme

Le comité exécutif de l'IC entreprend cette tentative dans la ferme conviction que le front unique de la classe ouvrière contre la bourgeoisie repousserait l'offensive du capital et du fascisme et accélérerait considérablement la fin inévitable de toute exploitation capitaliste. Tenant compte des particularités de chaque pays et de la différence dans les tâches concrètes de lutte qui se posent à la classe ouvrière dans chaque pays, tenant compte que les accords entre les partis communistes et les partis sociaux-démocrates en vue de l'action déterminée contre la bourgeoisie peuvent être réalisés avec plus de succès dans le cadre de chaque pays, le comité exécutif de l'IC recommande aux partis communistes de proposer aux comités centraux des partis socialistes adhérents à l'Internationale socialiste une action commune contre le fascisme et l'offensive du capital.

A la base de ces pourparlers, il faut poser les conditions élémentaires de la lutte commune sans laquelle il ne saurait y avoir de réelle action de masse contre l'offensive du capital et du fascisme. Sans un programme concret contre la bourgeoisie, tout accord entre les partis serait dirigé contre les intérêts de la classe ouvrière.

Le comité exécutif de l'Internationale communiste propose à cette fin de placer à la base de ces accords les conditions suivantes d'action commune :

Les communistes et les socialistes abordent immédiatement l'organisation et

la réalisation de la riposte aux attaques du fascisme et de la réaction, contre les organisations politiques, syndicales, coopératives et autres des ouvriers, contre la presse ouvrière, contre la liberté de réunion, de manifestation et de grève. Ils organisent la résistance commune aux attaques armées des bandes fascistes par des protestations de masse, des manifestations de rue, des grèves politiques de masse. Ils entreprennent l'organisation de comités d'action dans les entreprises, dans les bureaux de placement et dans les quartiers ouvriers, de même que l'organisation de détachements d'autodéfense.

Les communistes et les socialistes procèdent immédiatement à l'organisation de la protestation des ouvriers au moyen de meetings, de manifestations et de grèves contre toute réduction des salaires, contre toute aggravation des conditions de travail, contre toute atteinte aux assurances sociales, contre la diminution des allocations de chômage, contre les licenciements dans les entreprises.

Si ces deux conditions sont adoptées et mises en pratique, le comité exécutif de l'Internationale communiste croit possible de recommander aux partis communistes de renoncer aux attaques contre les organisations socialistes durant l'action commune contre l'offensive du capital et contre le fascisme ; la lutte la plus implacable devant être menée contre tous ceux qui enfreignent les conditions de l'accord conclu pour la réalisation du front unique comme étant des briseurs de grève qui sapent le front unique de la classe ouvrière.

Ces conditions qui visent les partis adhérent à l'Internationale socialiste s'adressent également aux autres partis tels que l'Independent Labour Party anglais qui s'est adressé à l'Internationale communiste pour lui proposer d'organiser le front unique de lutte.

En faisant ces propositions devant toute la classe ouvrière internationale, le comité exécutif de l'Internationale communiste invite tous les partis communistes, en premier lieu le Parti communiste allemand — et cela sans attendre les résultats des pourparlers et des accords avec la social-démocratie en vue d'une lutte commune — à

procéder immédiatement à l'organisation de comités de lutte commune avec les ouvriers socialistes, de même qu'avec les ouvriers de toutes les autres tendances.

Les communistes ont montré par la façon dont ils luttent depuis des années qu'ils étaient et seront toujours dans les premiers rangs pour le front unique, non pas en paroles, mais par les actes dans l'action de classe contre la bourgeoisie.

Le comité exécutif de l'Internationale communiste est fermement convaincu que les ouvriers socialistes et sans parti, quelle que soit l'attitude des chefs socialistes envers la création du front unique, viendront à bout de tous les obstacles et, de concert avec les communistes, réaliseront le front unique non pas en paroles mais par des

actes. C'est précisément maintenant, lorsque le fascisme allemand a organisé des provocations inouïes : incendie du Reichstag, faux documents au sujet d'une insurrection, etc., dans le but d'anéantir le mouvement ouvrier d'Allemagne, que chaque ouvrier doit comprendre son devoir de classe dans la lutte contre l'offensive du capital et la réaction fasciste.

A bas la réaction fasciste et la terreur contre la classe ouvrière !

Vive le front unique du prolétariat !

Pour combattre l'offensive du capital et le fascisme, prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Le comité exécutif
de l'Internationale communiste**

Le pacte de non-agression franco-soviétique est un succès de la politique de paix de l'URSS, démontre Jacques Doriot à la Chambre

L'Humanité du 17 mai 1933

Un appel de l'Internationale communiste pour l'organisation de la lutte commune des travailleurs socialistes et communistes

Qu'on en finisse avec l'activité provocatrice des gardes-blancs !

Notre camarade, analysant les mobiles égoïstes qui ont entraîné notre impérialisme à conclure ce pacte, victoire du prolétariat soviétique et français, établit que son efficacité dépend essentiellement de l'action ouvrière en France.

C'est un très important débat que celui qui s'est institué hier à la Chambre, dès la reprise des "travaux parlementaires".

M. Henry Torrès, rapporteur d'une résolution tendant à féliciter le gouvernement d'avoir conclu le pacte de non-agression franco-soviétique, ratifié en février dernier, a ouvert une large discussion sur les rapports entre la France et l'URSS.

Les lecteurs de L'Humanité connaissent la teneur du pacte.

Chacun des deux pays s'engage à ne pas prendre l'initiative d'une guerre contre l'autre et, en cas d'agression de la part d'une tierce puissance, à ne pas se joindre à l'agresseur. Les contractants, en outre, s'interdisent de participer à toute action de blocus économique visant l'un d'eux.

Tel, le pacte ouvre la porte à des accords commerciaux d'envergure.

Dans son discours, M. Henry Torrès n'a pas dissimulé que ce dernier point, pour la France capitaliste, minée par la crise, était d'importance décisive, et qu'il avait sans doute guidé plus que toute autre considération l'attitude du gouvernement français.

C'est ce qu'a relevé Jacques Doriot, intervenant ensuite. Et il a souligné avec force que la conclusion du pacte était

l'aveu éclatant de la puissance économique et politique grandissante de l'URSS du plan quinquennal, avec laquelle sont contraints de traiter ceux-là mêmes qui, depuis des années, agissent contre elle militairement et diplomatiquement.

Mais le pacte comporte d'autres clauses que celle de non-agression : il interdit à chacune des deux puissances d'entretenir ou de favoriser sur le territoire de l'autre toute propagande — et à plus forte raison toute activité matérielle — visant à bouleverser l'ordre politique et social établi.

Ces clauses ne sont source d'aucune difficulté pour l'URSS : c'est en vain, en effet, qu'on essaierait de confondre l'action du gouvernement soviétique avec celle de l'Internationale communiste, dont le pacte ne peut à aucun degré modifier l'attitude d'opposition révolutionnaire au régime capitaliste et à ses gouvernants. En revanche, il est clair que les formations des gardes-blancs, les 100 000 hommes organisés militairement du général Miller, prêts à la guerre antisoviétique, la presse provocatrice du genre de La Sentinelle et de La Renaissance, tous les Gorguloff qui complotent à l'abri du drapeau français — il est clair que toute cette pourriture contre-révolutionnaire doit être balayée.

Il serait naïf de compter pour cela sur la bonne volonté des gouvernants français : ils ont fait leurs preuves.

C'est au prolétariat de ce pays qu'il appartient de compléter la victoire diplomatique qu'est le pacte en rappelant en toute occasion notre bourgeoisie au respect de ses engagements solennels. »

F. F.

Les rapports entre l'URSS et l'Allemagne

Extrait du discours de Doriot à la Chambre

Un peu d'histoire...

[...] Je veux faire une mention spéciale aux rapports entre l'Union soviétique et l'Allemagne. En 1922, ces deux pays ont signé à Rapallo un traité et passé un accord commercial. En 1926, il a été renouvelé ; en 1933, il vient de l'être à nouveau. Cet accord a fait beaucoup de bruit à l'époque et il en fait encore quelque peu à cause de son renouvellement.

A Gênes, Tchitcherine, au nom de la délégation russe, a nettement défini sa position sur la question. Voici ses déclarations : « *Tout en conservant le point de vue communiste, la délégation reconnaît que la période actuelle de l'histoire permet l'existence parallèle de l'ancien ordre social et du nouvel ordre naissant, la collaboration économique entre les Etats représentant ces deux systèmes de propriété apparaît comme impérieusement nécessaire pour la reconstruction économique.* »

La délégation proposait d'engager des relations pratiques avec les gouvernements et les milieux commerciaux et industriels de tous les pays sur la base de la réciprocité, de l'égalité des droits et de la reconnaissance pleine et entière.

Seule, l'Allemagne a sauté sur l'occasion ; personne ne peut l'en blâmer, pas plus qu'on ne peut blâmer les Républiques soviétiques d'avoir établi des rapports avec un autre grand pays.

Rapallo n'était nullement une alliance, ce n'était qu'une affirmation de neutralité et de non-participation à une action de boycott.

Le représentant de la France, M. Barthon, a adopté dans cette question une position non seulement négative, mais encore profondément hostile. A l'époque, le gou-

vernement français n'avait d'espoir que dans l'aventurier Wrangel.

De l'aveu même des capitalistes allemands, l'accord commercial permet encore aujourd'hui de donner du travail à 500 000 ouvriers allemands. C'est cet accord commercial qui vient d'être renouvelé.

Contradictions et provocations des dirigeants socialistes

Est-ce une raison pour dire, comme M. Blum le fait dans *Le Populaire*, que Staline vient de trahir le prolétariat allemand ? Que fallait-il faire ? Rompre les relations diplomatiques et économiques entre les Soviets et l'Allemagne parce que Hitler est au pouvoir ? Je vois cependant qu'un ami de M. Blum, M. Fontanier, et un membre de la même majorité, M. Bastid, proposent à la France de continuer la propagande pour arriver à un rapprochement politique et économique avec le gouvernement de Hitler.

Fallait-il aussi, comme le suggèrent certains propagandistes socialistes, que l'Armée rouge vole au secours du prolétariat allemand ? Si cette éventualité se produisait, M. Léon Blum serait le premier à crier à « l'impérialisme rouge », il dirait que l'on ne porte pas la liberté à la pointe des baïonnettes et, par surcroît, je ne suis pas très certain que quelques-uns de ses frères en socialisme d'Allemagne ne soient pas les premiers à mettre sac au dos, sous la conduite de Hitler, pour combattre les libérateurs bolcheviks.

A ces mots, les députés socialistes, gênés et furieux, s'agitent. Mais ils ne trouvent rien à répliquer. Doriot poursuit :

L'Union soviétique poursuit sa besogne de paix, elle entend qu'on ne la provoque pas, et elle ne s'en laissera pas détourner par de vaines provocations. [...] »

La crise ministérielle

Le gouvernement Daladier, le troisième gouvernement radical, depuis 18 mois, est tombé, comme ses deux prédécesseurs — les gouvernements de Herriot et de Paul-Boncour — sous l'effet du mouvement de masse des ouvriers (grèves), des fonctionnaires et travailleurs des services publics (manifestations, menaces de grève). D'autre part, en cette situation, la bourgeoisie a considéré comme utile le remplacement de cette équipe usée par une nouvelle qui pourrait réaliser mieux sa politique.

*
* *

[...] Le vote du mois de février, des fameux articles 83-84 par les socialistes, articles réduisant pour la première fois les traitements de fonctionnaires, montre bien que le programme de solution capitaliste de la crise est aussi celui du Parti socialiste et de la CGT.

Et Daladier a raison quand il met en doute l'affirmation de Blum que la réduction des traitements des fonctionnaires « a heurté les sentiments profonds des socialistes » :

« Si vraiment nous avons heurté les sentiments profonds de votre parti par notre proposition, pourquoi donc avez-vous vous-même proposé la surtaxe de crise que vous condamniez à l'instant ? Pourquoi donc avez-vous négocié avec nous pendant trois jours ? »

Aucun doute n'est plus possible. Les socialistes étaient prêts de voter sous une autre modalité la réduction de traitements, allocations, pensions de guerre. Ils voulaient à tout prix sauver le gouvernement qui ne pourrait exister un seul jour sans leur soutien. Ils ont voulu camoufler cette politique par une phraséologie anti-déflationniste, par des affirmations sur la volonté de résister à la réduction des traitements, par des prêches et sermons sur la nuisibilité de cette mesure pour la bourgeoisie elle-même.

*
* *

Pourquoi donc l'ont-ils lâché au dernier instant ? Blum lui-même l'explique dans son discours précédant la chute du gouvernement. Il reproche à Daladier « d'avoir placé le Parti socialiste devant l'alternative cruelle, déchirante où il se débat depuis quelques jours ». Il avoue qu'il ne désirait pas la chute du gouvernement, qu'il désirait éviter la crise ministérielle. Quelle est donc cette alternative ?

« Pourquoi nous avez-vous obligés à choisir entre le désir de préserver une formation politique et, d'autre part, un acte qui aurait porté atteinte à la pensée de notre parti, à l'intégrité de sa doctrine et de son organisation, et à quelque chose aussi à quoi nous attachons tant de prix, à notre collaboration avec les organisations ouvrières ? »

[...] La politique socialiste apparaît ainsi dans toute sa clarté. Partisans, tout comme Tardieu et Daladier du redressement budgétaire au détriment des travailleurs, ils s'opposent seulement à la façon trop brutale avec laquelle cette offensive est menée. Ils voudraient que cette offensive soit menée de manière à ne pas heurter de front les travailleurs, de manière à leur laisser l'impression que les sacrifices sont demandés à tout le monde, qu'il ne s'agit donc pas ici d'une attaque de classe.

Cette tactique fut caractérisée comme suit par le XII^e Exécutif de l'IC :

« Les social-fascistes préfèrent l'application modérée et "légale" de la violence bourgeoise de classe parce qu'ils ne veulent pas réduire la base de la dictature bourgeoise, ils défendent sa façade "démocratique" et cherchent à conserver le plus possible ses formes parlementaires, sans lesquelles ils ne peuvent remplir effectivement leur fonction spéciale qui est de tromper les masses ouvrières. »

Les divergences entre la droite, les radicaux et les socialistes apparaissent ainsi comme des divergences de méthode, de tactique pour réaliser les mêmes programmes communs de la bourgeoisie. Daladier, en s'appuyant pendant neuf mois plus

particulièrement tantôt sur les socialistes — aile gauche de sa majorité — tantôt sur les radicaux du Sénat — son aile droite —, essayait de réaliser le programme de Tardieu tout en sauvegardant au maximum les apparences démocratiques, le caractère « gauche » de son gouvernement. [...]

Conclusion

La lutte, contre le fascisme et la guerre est inséparable de la lutte contre la dictature « démocratique » de la bourgeoisie, contre les gouvernements se parant des oripeaux démocratiques ou « jacobins », contre le parti socialiste qui la soutient. Seul le gouvernement ouvrier et paysan, seule la dictature du prolétariat peut empêcher le triomphe du fascisme en détruisant sa base — la domination capitaliste.

Le Parti communiste organise la lutte de masses contre la dictature de la bourgeoisie,

pour le gouvernement ouvrier et paysan ; lui seul appelle les travailleurs, les ouvriers socialistes en premier lieu, à réaliser le front unique de lutte contre le front capitaliste de Reynaud à Blum.

Comme l'a indiqué le dernier comité central du Parti communiste français dans son appel aux travailleurs :

« La victoire sur la bourgeoisie dépend de la vigueur et de l'ampleur de la lutte prolétarienne. Si nous sommes unis dans cette lutte, si nous savons éliminer de nos rangs la CGT et le Parti socialiste qui, par leur politique de collaboration de classe commettent le crime le plus grave contre la classe ouvrière en la divisant, en faisant la scission dans ses rangs, nous vaincrons ! (L'Humanité, 24 septembre).

Cahiers du bolchevisme,
n° 21, du 1^{er} novembre 1933

La classe ouvrière est en danger !...

Pierre Naville

L'émeute réactionnaire du 6 février

La semaine qui vient de s'écouler a hâté considérablement les événements. La venue au pouvoir de Daladier a précipité les tentatives de la droite de forcer la main à Lebrun, d'en finir avec les gouvernements de « gauche ». Les choses en sont venues à l'émeute réactionnaire du 6 février, après que Daladier eût révoqué Chiappe.

Nous donnons, par ailleurs, le tableau de ce que fut le 6 février, ainsi que la position adoptée par notre organisation. Ici, nous ferons le bilan politique général.

D'abord, il faut comprendre clairement ce que représente le gouvernement Daladier. C'est une tentative de « dictature » de gauche ; derrière lui restent encore des couches imposantes de la bourgeoisie, de la petite-bourgeoise, et des organisations ouvrières (CGT, Parti socialiste). Nous avons déjà déclaré la semaine dernière que Daladier « frapperait », tenterait de jouer au Bonaparte. Il use pour cela de toutes les ressources que lui offre la démocratie capitaliste — la police, l'armée et les mitrailleuses —, à fond. Le 6 février, il a imposé la loi. Mais nous devons répéter : la réaction et le fascisme, qui ont échoué dans leur tentative de coup d'Etat, utiliseront peut-être d'autres tactiques. Mais, dès aujourd'hui, les couches principales de la bourgeoisie exigent non le bonapartisme radical, non le jacobinisme de la franc-maçonnerie, mais l'autorité réactionnaire, la réaction chauvine et la révision de la Constitution contre les syndicats et les partis ouvriers.

Combien absurde est le point de vue de *L'Humanité* ! Daladier, d'après elle, faisant donner les fusils et les mitrailleuses, utilise des moyens fascistes ! Et les troupes de choc de l'AF, des JP, des Croix de Feu et Solidarité française, qu'est-ce que c'est, alors ? Oui ou non, leur agitation dans la

masse de la petite-bourgeoisie n'était-elle pas destinée à appuyer le coup de main armé des bandes fascistes et des réactionnaires, qui tous, pour l'instant, veulent en finir justement avec les moyens « normaux » de la domination capitaliste ?

Mais comment *L'Humanité* rend-elle compte des manifestations ? Elle prend le parti des manifestants, n'importe lesquels, contre la police. Lors de la tentative d'assaut contre la Chambre à 23 h 30, des communistes étaient alliés aux autres, jetés là par l'absence de mots d'ordre et de directives précises. « Pas d'énervement ! » Voilà comment l'inconsistance complète de la politique stalinienne prépare les pires lendemains.

Et la présence de l'ARAC parmi la manifestation de l'UNC ? Qu'est-ce que c'est ? Oui ou non est-ce destiné à accroître la conscience de la classe ouvrière en ses propres forces ? Nous allons plus loin : qui a décidé la présence de l'ARAC à cet endroit ?

Maintenant, un autre aspect de la question. Tout le déroulement des événements a montré qu'il existait indéniablement un plan de coup d'Etat de droite, Chiappe, Weygand, Tardieu tenaient et tiennent les ficelles des JP, de l'AF et du reste. La tentative était concertée. La révocation de Chiappe a déclenché leur réaction violente, une véritable contre-attaque. Ils décidèrent une pesée de masse, à l'extérieur, contre la Chambre et le gouvernement Daladier. D'où la manifestation du 6 février, qui était concertée entre la droite de la Chambre, les bandes réactionnaires, l'état-major de Chiappe et de Weygand, et avec leurs groupes de province.

Le conflit retenu de la bourgeoisie atteignit son point culminant avec les batailles de rues, autour du Palais-Bourbon. Les ré-

volvers fascistes crépitaient. Les mitrailleuses gouvernementales en action manifestaient l'extrême sursaut de la démocratie bourgeoise, qui cède sur toutes ses coutures devant la poussée du nationalisme agressif.

Or l'objectif principal de cette poussée, de cette hystérie chauvine et contre-révolutionnaire, c'est de se retourner contre la classe ouvrière.

Nul doute que demain, la pointe de l'attaque réactionnaire va se tourner contre les partis socialiste et communiste et les syndicats.

Voilà donc le problème central de l'heure : dresser le bloc prolétarien contre la réaction montante ! Chaque jour a vérifié d'une manière éclatante les positions que nous n'avons cessé de défendre, l'alerte que nous n'avons cessé de donner.

Fidèle à sa tactique, le Parti socialiste, tout en mobilisant ses forces, s'est abstenu de les jeter dans la bataille. Le 6 février, les militants socialistes, sans intervenir dans le mouvement, se sont bornés à la garde de leurs locaux.

Au Parlement, le PS s'est rallié à Daladier.

Mais, aujourd'hui, il s'agit de savoir si le Parti socialiste est disposé à jeter ses forces dans la bataille, à participer à un grand plan de résistance et d'action contre le fascisme en dehors du Parlement. Ses militants réclament la lutte, et que l'on passe des paroles aux actes.

Le fascisme manifeste en vomissant toute son hystérie réactionnaire, en exploitant les plus basses et réactionnaires passions petites-bourgeoises. Mais les ouvriers doivent manifester dans la cohésion, car ils sont la masse ; ils sont la classe consciente qui seule mettra un terme aux convulsions sanglantes de la société bourgeoise. Leur stratégie doit être clairement développée, à chaque étape, sans équivoques, ni faux-fuyants.

La Vérité,
8 février 1934

Publié dans *L'Entre-deux-guerres,*
« **Autour du 6 février 1934** »,
Editions EDI, p. 403.



L'émeute du 6 février 1934.

La journée du 6 février

Pierre Frank

Le mardi 6 février, le ministère Daladier-Frot se présentait pour la première fois devant les Chambres. Les interpellations les plus importantes visaient ses mesures administratives, c'est-à-dire le renvoi du préfet de police Chiappe. Les séances du Parlement, pendant cette journée, furent extrêmement houleuses ; les droites et les gauches se couvrirent mutuellement de paroles injurieuses ; des députés en venaient aux coups. La machine parlementaire ne fonctionnait plus. Pour éliminer toute obstruction de la droite, le gouvernement Daladier demanda d'abord la réduction du nombre des interpellations à quatre, puis le renvoi de toutes les interpellations. Posant la question de confiance à ce sujet, il obtint, dans un vacarme infernal, une majorité parlementaire de gauche (radicaux, socialistes, néo-socialistes, etc.).

Mais, en dehors du Parlement, sous les grilles du Palais-Bourbon, déferlait l'émeute réactionnaire. De sa préparation étaient informés non seulement le gouvernement, mais aussi maintes organisations et hommes politiques. Le développement continu des manifestations réactionnaires depuis un mois la laissait prévoir. Le coup de main réactionnaire visait à incendier le Palais-Bourbon ; sa technique avait été soigneusement étudiée. Deux manifestations étaient prévues, place de la Concorde et aux Champs-Élysées, pour cette journée. L'Union nationale des combattants, organisation réactionnaire de masse, avait convoqué ses membres pour une manifestation à 20 h 30 aux Champs-Élysées. Mais les troupes de choc de la réaction comme les JP, l'AF, la Solidarité française, et plus particulièrement les Croix de Feu qui s'étaient préparées pour une émeute, avaient, sur les lieux mêmes où devait se produire la manifestation de l'UNC, commencé les démonstrations violentes dès 18 h 30, avec destruction de matériel, incendie de voiture, autobus, etc., et

attaques armées (coups de rasoir, coups de feu, etc.) contre la police et les gardes mobiles.

Lorsque les manifestants répondant à l'appel de l'UNC arrivèrent, ils se trouvèrent pris dans de violentes bagarres, maltraités, chargés par la police et les gardes mobiles. Les troupes organisées des Croix de Feu et autres orientèrent la lutte. Des barrages furent forcés : l'émeute grandit ; le ministère de la Marine commença à brûler ; la Chambre manqua être envahie. Des colonnes marchèrent sur le ministère de l'Intérieur.

Le gouvernement ne resta maître de la situation qu'au bout de plusieurs heures, tard dans la nuit. L'émeute réactionnaire avait coûté la vie à une quinzaine de ses partisans et entraîné des blessures à plusieurs centaines d'autres.

Aujourd'hui, toute la presse bourgeoise parle de manifestation pacifique. L'émeute n'est plus qu'une légende. Les Croix de Feu des agneaux. Il est sûr que des études seront faites qui prouveront la préparation d'un coup de force. Dans cette brochure, bornons-nous à signaler qu'il est établi par de nombreux témoins que les troupes réactionnaires avaient prévu un service de médecins et d'infirmiers sur la rive droite ; que, par un singulier hasard, un des grands cafés de la rue Royale, connu comme un centre de réaction, fut dans la soirée même très rapidement aménagé en hôpital. Autre exemple, montrant qu'il s'agissait d'une émeute préméditée, préparée : vers 11 heures du soir, au cours d'un assaut des Croix de Feu sur le ministère de l'Intérieur, un de leurs chefs de section déploya un drapeau blanc, demanda une trêve pour enlever les blessés. Elle fut accordée. La trêve terminée, l'assaut recommença.

In Pierre Frank,
La Semaine du 6 au 12 février,
édité par la Ligue communiste en 1934

Au comité exécutif de l'Internationale communiste

Chers camarades,

La conférence de notre rayon a décidé, par 120 voix contre 55, de vous adresser une lettre traitant des événements qui se déroulent actuellement dans le pays. Nous nous proposons de vous informer sur la discussion qui s'est engagée dans notre Parti au sujet de l'appréciation de ces événements, de la tactique du front unique et de l'attitude générale du Parti au cours des journées historiques de février. Nous voudrions également exposer notre point de vue, sur la tactique à suivre après les événements de février et au cours de la période qui s'ouvre, pour mobiliser les masses ouvrières et paysannes contre les organisations fascistes et le danger imminent qu'elles représentent.

La majorité des délégués à notre conférence a adopté cette importante résolution pour les raisons suivantes :

1° Elle est convaincue que les résolutions du CC ne correspondent pas aux nécessités de la lutte révolutionnaire actuelle.

2° Elle est convaincue que les propositions formulées par Doriot au comité central du Parti correspondent, à l'étape actuelle de la lutte, à la volonté et aux aspirations de la classe ouvrière et peuvent permettre son rassemblement rapide pour l'action.

3° Elle est convaincue — ayant discuté profondément dans le Parti et avec les larges masses des travailleurs — que la tactique suivie par le comité central rend plus difficile le rassemblement contre le fascisme des masses laborieuses.

4° Parce que le comité central ne veut pas ouvrir dans le Parti une discussion approfondie sur tous les problèmes de tactique, alors qu'une telle discussion exprimerait le véritable sentiment de la base du Parti et renforcerait nos organisations.

5° Parce qu'au lieu d'accepter la discussion, le secrétariat du Parti a, de toute évidence, déformé les propositions faites au

comité central dans le but de montrer que l'unanimité du Parti (mal informé sur les véritables propositions faites) était contre l'union sans principe avec les chefs du Parti socialiste.

Nous considérons que tous ces faits paralysent le fonctionnement normal du Parti, empêchent le sentiment de la base d'être connu, détruisent l'initiative, affaiblissent le Parti au lieu de le renforcer et entravent la mobilisation des masses contre le fascisme. Ce sont les raisons pour lesquelles nous avons décidé de nous adresser à vous. [...]

Nous avons été fort surpris lorsque le secrétariat du comité central de janvier déclara que l'un de nos dirigeants, le camarade Doriot, avait fait au comité central des propositions tendant à abandonner la tactique du front unique à la base pour la remplacer par le front unique au sommet. Dans l'article paru dans *L'Humanité*, après le comité central des 24 et 25 janvier, on écrit : « *On veut remplacer le travail opiniâtre des communistes pour le front unique à la base par des propositions au sommet qui serviront uniquement les tendances de l'équipe Blum-Faure-Zyromski, en vue de faire croire à un redressement impossible de la SFIO.* »

Cette proposition, si elle avait été formulée par notre camarade Doriot, aurait été en contradiction absolue avec toute la pratique de notre rayon guidé politiquement par ce même camarade. Nous avons donc voulu connaître les textes exacts, nous avons voulu qu'une discussion dans le rayon et dans le Parti tire au clair toute cette affaire. Près de trente cellules, sur trente-cinq, ont demandé que la discussion soit ouverte, afin que notre camarade puisse exactement expliquer sa position. Le secrétariat du CC a refusé. Dans ces conditions, nous avons publié les textes du discours incriminé et nous avons convaincu la majorité de notre rayon, comme nous sommes sûrs que nous convaincrions la majorité du Parti et de l'Internationale, du fait que le secrétariat du

Parti a déformé les propositions exprimées par notre camarade.

En effet, au comité central, notre camarade avait déclaré : « *J'estime que dans la période de crise actuelle, c'est par une suite ininterrompue de propositions simultanées à la base et à la tête que nous parviendrons à accroître les difficultés du Parti socialiste et à renforcer le front révolutionnaire d'action.* » Il avait dit en outre : « *Comme on le voit par cette proposition, il s'agit bien de compléter et non d'opposer les propositions de front unique à la base par des propositions de front unique au sommet.* »

Il avait encore dit : « *Ce texte (c'est de la résolution du dernier exécutif pour la France dont il s'agit) oppose les propositions de front unique pour l'action à la tête du Parti socialiste aux propositions de front unique qui seraient faites à la base. Je défie qui que ce soit d'apporter un seul argument pour démontrer que j'aie jamais proposé de subordonner l'organisation du front unique à la base et les propositions en vue de le réaliser aux propositions éventuelles à la tête.* »

Plus loin, il ajoutait d'autre part : « *Au surplus, jamais des divergences ne se sont manifestées, sur les questions du front unique à la base, dans le bureau politique du Parti.* »

Et, en effet, les dirigeants du Parti n'ont jamais pu répondre à cette question.

Il avait aussi déclaré : « *Je ne crois pas que la tactique du front unique à la base soit suffisante ; dans cette situation nouvelle, avec le regain d'autorité de certains chefs sur les masses socialistes, il nous faut absolument compléter notre tactique de front unique à la base par des propositions opportunes au sommet.* » [...]

Les événements de février

[...] Passons maintenant à l'examen des problèmes politiques qui se sont posés depuis le comité central du mois de janvier.

Ce comité central se tenait au début de l'effervescence fasciste. Les manifestations de rues des fascistes énervaient la population parisienne et la classe ouvrière s'impatientait du manque de réaction des organisations révolutionnaires.

Au cours des débats de ce comité central notre camarade Doriot avait déclaré à propos du danger fasciste en France :

« *Notre stagnation a quelque chose de plus inquiétant qu'il y a quelques années. C'est qu'en face de nous les forces fascistes relèvent la tête ; chez les paysans, dans les classes moyennes, chez les petits commerçants, les contribuables intellectuels, de multiples manifestations montrent que l'idée fasciste mûrit et grandit. Des rassemblements de masse s'opèrent sous la direction de leurs comités. Et les dernières manifestations parisiennes que L'Humanité a estompées et dont elle a cherché, à tort, à diminuer l'importance en disant qu'elles étaient des manifestations organisées en accord avec Chiappe, montrent qu'ils sont même capables d'une certaine organisation dans la capitale.*

« *Il y a déjà entre le fascisme et nous une lutte pour gagner la masse. Un certain nombre de couches sociales qui paraissent décisives sont mobilisées derrière le fascisme, alors qu'elles devraient être une source d'appoint pour le prolétariat.* »

Voici quels commentaires ces explications inspiraient alors au secrétaire du comité central :

Thorez.- « *Ce serait compromettant. Je veux dire que, si l'appréciation de la situation pouvait résulter de ce que tu as dit dans ton rapport, ce serait compromettant pour la ligne du Parti* » (compte rendu du CC du 25 janvier 1934).

Sous-estimation du danger fasciste

Cette réponse de Thorez est caractéristique. Elle montre combien la direction sous-estimait, à cette époque, le danger fasciste. Au reste, même après la manifestation du 6 février, le jeudi 8, le camarade Thorez déclarait encore **que certains camarades faisaient preuve d'une émotion incompréhensible devant les menées fascistes.**

En réalité ces réponses montrent que la direction du Parti a mis longtemps à apprécier le péril fasciste : qu'elle sous-estimait absolument le danger que constituaient les organisations fascistes pour la classe ouvrière.

De même elle a compris tardivement l'état d'esprit qui animait la classe ouvrière et, en particulier, sa volonté de manifester contre le fascisme. De nombreuses organisations du Parti votaient des résolutions, écrivaient des lettres, demandaient plus d'activité de la part du Parti et souhaitaient l'organisation de contre-manifestations dans les quartiers où les fascistes, tous les soirs, se faisaient la main.

La direction du Parti se refusait à comprendre la véritable situation, la nécessité absolue de suivre les indications si nettes venant de la base du Parti. Au contraire, elle les contrecarrait officiellement dans *L'Humanité*. C'est alors qu'elle publiait l'article « *Pas d'énervement* ». En voici un extrait :

« Or, en présence des démonstrations tapageuses des groupes les plus réactionnaires et les plus chauvins de la bourgeoisie française, démonstrations organisées d'ailleurs par le gouvernement Chautemps-Chiappe, un certain énervement gagne quelques camarades. On réclame, par exemple, à tout propos, des manifestations "monstres" sur les grands boulevards de Paris. Ces conceptions se font jour même jusque dans notre parti, tentant de ressusciter la vieille théorie anarcho-syndicaliste des "minorités agissantes" condamnées par le marxisme et par les faits. La lutte contre le fascisme ne se mène pas à coups de manifestations répétées qui énerveraient vite les prolétaires et n'en peuvent actuellement grouper qu'une minorité. Elle se mène par l'action de masse avant tout, et surtout dans les entreprises. C'est là que nous pouvons gagner à notre doctrine, à nos méthodes, l'ensemble des travailleurs. Le débrayage dans une usine, ne serait-il que de quelques minutes, pour les revendications et contre le fascisme, la sortie en masse de l'usine avant la fermeture, ont mille fois plus d'importance que des manifestations impulsives et répétées dans un quartier bourgeois » (L'Humanité, 1^{er} février 1934).

Ce que nous proposons

Cet article provoqua un grand désarroi dans la masse. Notre camarade Doriot, en accord avec la direction du rayon, envoya alors les propositions suivantes à la direction du Parti :

« Chers camarades,

Au bureau politique d'hier, des camarades ont signalé qu'un nombre important de propositions émanaient de la base de notre Parti (région Paris-ville) en vue d'organiser des manifestations de rue à Paris.

Je suis également saisi de telles propositions par des militants de Saint-Denis.

Il ne me paraît pas que l'on puisse repousser purement et simplement ces propositions comme des manifestations d'impatience révolutionnaire. En effet, les "Jeunes patriotes" et l'"Action française" ont fait de multiples manifestations de rue depuis quinze jours. Cette attitude, en apparence résolue contre le gouvernement, a augmenté leur influence sur la masse petite-bourgeoise. Elle a aussi inquiété notre Parti qui y voit les prémices de l'action du fascisme en France.

Beaucoup de militants pensent sincèrement qu'il nous était possible de réagir d'une façon analogue contre le gouvernement Chautemps (à cause de son inaction dans l'affaire Stavisky).

A mon avis, il serait nécessaire de reprendre l'initiative de l'action en organisant à Paris une grande manifestation de masse. Pour que cette manifestation soit réellement une démonstration de masse, il faut donc qu'elle se réalise sous le signe de l'unité d'action. Il faut, par conséquent, qu'elle réunisse la masse essentielle des communistes, des unitaires, des socialistes et des confédérés.

Je crois qu'un sentiment correspondant à celui de nos militants existe aussi chez les travailleurs socialistes et confédérés inquiets de la naissance du fascisme. Ceux-ci considèrent Chiappe comme le principal responsable de cette croissance du fascisme.

Je crois donc qu'il serait utile de faire adresser par nos cellules à toutes les organisations socialistes de base et par les syndicats unitaires aux syndicats confédérés, des propositions en vue d'organiser en commun des contre-manifestations dans les quartiers et dans Paris.

Pour donner plus d'ampleur à nos propositions et malgré les récentes décisions du

il pu renverser l'Etat démocratique et amener le fascisme au pouvoir en Italie et en Allemagne ? Les petites gens désespérés voient avant tout dans le fascisme une force qui combat contre le grand capital et croient qu'à la différence des partis ouvriers qui travaillent seulement de la langue, le fascisme, lui, se servira de ses poings pour établir plus de « justice ».

Le paysan et l'artisan sont à leur manière des réalistes : ils comprennent qu'on ne pourra pas se passer des poings. Il est faux, trois fois faux, d'affirmer que la petite bourgeoisie actuelle ne se tourne pas vers les partis ouvriers parce qu'elle craint les « mesures extrêmes ». Bien au contraire. La couche inférieure de la petite bourgeoisie, ses grandes masses ne croient pas à la force des partis ouvriers, ne les croient pas capables de lutter, ni prêts cette fois à mener la bataille jusqu'au bout. S'il en est ainsi, vaut-il la peine de remplacer le radicalisme par ses confrères parlementaires de gauche ? Voilà comment raisonne ou réagit le propriétaire à demi exproprié, ruiné et révolté. Faute de comprendre cette psychologie des paysans, des artisans, des employés, des petits fonctionnaires — psychologie qui découle de la crise sociale —, il est impossible d'élaborer une politique juste.

La petite bourgeoisie est économiquement dépendante et politiquement morcelée. C'est pourquoi elle ne peut avoir une politique propre. Elle a besoin d'un « chef » qui lui inspire confiance. Ce chef, individuel ou collectif, individu ou parti, peut lui être donné par l'une ou l'autre des deux classes fondamentales, soit par la grande bourgeoisie, soit par le prolétariat. Le fascisme unit et arme les masses disséminées ; d'une « poussière humaine » — selon notre expression — il fait des détachements de combat. Il donne ainsi à la petite bourgeoisie l'illusion d'être une force indépendante. Elle commence à s'imaginer qu'elle commandera réellement à l'Etat. Rien d'étonnant à ce que ces espoirs et ces illusions lui montent à la tête.

Mais la petite bourgeoisie peut aussi trouver son chef dans la personne du prolétariat. [...]

Une alliance avec les radicaux serait une alliance contre les classes moyennes

Renaudel, Frossard et leurs semblables s'imaginent sérieusement qu'une alliance avec les radicaux est une alliance avec les classes moyennes et, par conséquent, une barrière contre le fascisme. Ces gens ne voient que les ombres parlementaires. Ils ignorent l'évolution réelle des masses et se tournent vers le Parti radical qui se survit, alors que celui-ci leur a entre-temps tourné le dos. Ils pensent qu'à une époque de grande crise sociale une alliance des classes mises en mouvement peut être remplacée par un bloc avec une clique parlementaire compromise et vouée à sa perte. Une véritable alliance du prolétariat et des classes moyennes n'est pas une question de statique parlementaire, mais de dynamique révolutionnaire. Cette alliance, il faut la créer, la forger dans la lutte. [...]

Faisons pourtant une autre hypothèse, non moins fantastique : imaginons que la police de Daladier-Frossard « désarme » les fascistes. La question est-elle résolue ? Qui désarmera la même police qui, de la main droite, rendrait aux fascistes ce qu'elle leur aurait pris de la gauche ? La comédie du désarmement par la police n'aurait fait qu'accroître l'autorité des fascistes qui auraient fait figure de véritables combattants contre l'Etat capitaliste. On ne peut porter de coups réels aux bandes fascistes que dans la mesure où elles sont, en même temps, politiquement isolées.

Un éventuel gouvernement Daladier-Frossard ne donnerait rien, ni aux ouvriers, ni aux masses petite-bourgeoises, car il ne pourrait attenter aux fondements de la propriété privée. Et sans expropriation des banques, des grandes entreprises commerciales, des industries clés, des transports, sans monopole du commerce extérieur et sans une série d'autres mesures profondes, il n'est nullement possible de venir en aide au paysan, à l'artisan, au petit commerçant. Par sa passivité, son impuissance, ses mensonges, le gouvernement Daladier-Frossard provoquerait une tempête de révolte dans la petite bourgeoisie et la pousserait définitivement dans la voie du fascisme si... si ce gouvernement était possible.

Il faut pourtant reconnaître que Frossard n'est pas seul. Le même 24 octobre où le modéré Zyromski intervenait dans *Le Populaire* contre la tentative de Frossard de faire revivre le Cartel, Cachin intervenait dans *L'Humanité* pour défendre l'idée d'un bloc avec les radicaux-socialistes. Lui, Cachin, saluait avec enthousiasme le fait que les radicaux s'étaient prononcés pour le « désarmement » des fascistes. Certes, les radicaux se sont prononcés pour le désarmement de tous, organisations ouvrières comprises. Certes, dans les mains de l'Etat bonapartiste, une telle mesure serait surtout dirigée contre les ouvriers. Certes, les fascistes « désarmés » recevraient le lendemain, et non sans l'aide de la police, deux fois plus d'armes.

Mais à quoi bon se faire du souci par de sombres réflexions ? Tout homme a besoin d'espoir. Et voilà Cachin qui s'en va sur les traces de Wels et d'Otto Bauer, lesquels attendirent, eux aussi, en leur temps, le salut d'un désarmement effectué par les polices de Brüning et de Dollfuss. Opérant un tournant à 180 degrés, Cachin identifie les radicaux aux classes moyennes. Les paysans opprimés ? Il ne les voit qu'à travers le prisme du radicalisme. L'alliance avec les petits propriétaires travailleurs ? Il ne se la représente que sous la forme d'un bloc avec les affairistes parlementaires qui commencent enfin à perdre la confiance des petits propriétaires. Au lieu de nourrir et d'attiser la révolte naissante du paysan et de l'artisan contre les exploités « démocratiques » et de la diriger sur la voie d'une alliance avec le prolétariat, Cachin s'appête à soutenir les banqueroutiers radicaux de l'autorité du « front commun » et à pousser ainsi dans la voie du fascisme la révolte des couches inférieures de la petite bourgeoisie. [...]

Le Front unique et la lutte pour le pouvoir

Nous l'avons déjà dit : le Front unique des partis socialiste et communiste renferme en soi des possibilités grandioses. Si seulement il le veut sérieusement, il deviendra demain le maître de la France. Mais il doit le vouloir.

Le fait que Jouhaux et, de façon générale, la bureaucratie de la CGT se tiennent

en dehors du Front unique et conservent leur « indépendance » semble contredire ce que nous avançons. Mais seulement à première vue. A une époque de grandes tâches et d'immenses dangers, où les masses se dressent, les cloisons disparaissent en effet entre organisations politiques et syndicales du prolétariat. Les ouvriers veulent savoir comment se sauver du chômage et du fascisme, comment conquérir leur indépendance envers le capital, et ils ne se soucient guère de l'« indépendance » de Jouhaux à l'égard de la politique prolétarienne (car Jouhaux, hélas, est fort dépendant de la politique bourgeoise).

Si l'avant-garde prolétarienne incarnée dans ce Front unique trace correctement la voie de la lutte, toutes les bornes placées par la bureaucratie syndicale seront renversées par le torrent vivant du prolétariat. La clé de la situation est maintenant entre les mains de ce Front unique des deux partis. S'il ne s'en sert pas, il jouera le rôle lamentable qu'aurait inévitablement joué en Russie le front unique des mencheviks et des « socialistes-révolutionnaires » en 1917 si... si les bolcheviks ne les en avaient empêchés.

Nous ne traitons pas séparément des partis socialiste et communiste parce que tous deux ont politiquement renoncé à leur indépendance en faveur du Front unique. Dès que les deux partis ouvriers qui, dans le passé, se concurrençaient vivement ont renoncé à se critiquer mutuellement et à se prendre l'un à l'autre des adhérents, ils ont par là cessé d'exister en tant que partis distincts. Invoquer les « divergences de principe » qui demeurent ne change rien à l'affaire. Dès que les divergences principales ne se manifestent pas ouvertement et activement, en un moment si lourd de responsabilités qu'aujourd'hui, elles cessent par là d'exister politiquement ; elles sont comme les trésors qui dorment au fond des océans. Le travail commun aboutira-t-il ou non à la fusion ? Nous ne voulons pas le prédire. Mais, dans la période actuelle, décisive pour les destinées de la France, ce Front unique des deux partis se comporte comme un parti inachevé qui serait construit sur le principe fédéraliste.

Quels sont les objectifs de ce Front unique ? Jusqu'à maintenant il ne l'a pas dit

aux masses. La lutte contre le fascisme ? Mais jusqu'à maintenant, il n'a même pas expliqué comment il pense lutter contre lui. D'ailleurs le bloc défensif contre le fascisme ne pourrait être suffisant que si, pour tout le reste, les deux partis conservaient une complète indépendance. Mais non : nous avons un Front unique qui embrasse presque toute l'activité politique des deux partis et exclut la lutte entre eux pour conquérir la majorité du prolétariat. Il faut dire toutes les conséquences de cette situation. La première et la plus importante est qu'il faut lutter pour le pouvoir. Le but du Front unique des partis socialiste et communiste ne peut être qu'un gouvernement de ce Front, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin. Il faut le dire ouvertement. Si ce Front unique se prend au sérieux — et c'est à cette seule condition que les masses populaires le prendront au sérieux —, il ne peut se dérober devant le mot d'ordre de conquête du pouvoir. Par quels moyens ? Par tous ceux qui mènent au but. Le Front unique ne renonce pas à la lutte parlementaire. Mais il se sert du Parlement avant tout pour démontrer son impuissance et expliquer au peuple que le gouvernement bourgeois actuel a sa base en dehors du Parlement et qu'on ne peut le renverser que par un puissant mouvement des masses.

La lutte pour le pouvoir signifie l'utilisation de toutes les possibilités qu'offre le régime bonapartiste semi-parlementaire pour le renverser lui-même par une poussée révolutionnaire et remplacer l'Etat bourgeois par un Etat ouvrier. [...]

Pas un programme de passivité, mais un programme de révolution

La lutte pour le pouvoir doit partir de l'idée fondamentale que si une opposition contre l'aggravation de la situation des masses dans le cadre du capitalisme est encore possible, aucune amélioration réelle de leur situation n'est concevable sans incursion révolutionnaire dans le droit de propriété capitaliste.

La campagne du Front unique doit s'appuyer sur un programme de transition bien élaboré, c'est-à-dire sur un système de mesures qui — avec un gouvernement

ouvrier et paysan — doivent assurer la transition du capitalisme au socialisme.

Or, s'il faut un programme, ce n'est pas afin de tranquilliser sa propre conscience, mais pour mener une action révolutionnaire. Que vaut un programme qui reste lettre morte ? Le parti ouvrier belge a adopté, par exemple, l'ambitieux plan De Man, avec toutes les « nationalisations ». Mais quel sens cela a-t-il, s'il n'est pas prêt à lever même le petit doigt pour le réaliser ? Les programmes du fascisme sont fantastiques, mensongers, démagogiques. Mais le fascisme mène une lutte enragée pour le pouvoir. Le socialisme peut lancer le programme le plus savant, sa valeur sera nulle si l'avant-garde du prolétariat ne déploie pas une lutte hardie pour s'emparer de l'Etat. La crise sociale, dans son expression politique, est la crise du pouvoir. Le vieux maître a fait faillite. Il en faut un nouveau. Si le prolétariat révolutionnaire ne s'empare pas du pouvoir, c'est le fascisme qui le prendra, inévitablement !

Un programme de revendications transitoires pour les « classes moyennes » peut naturellement revêtir une grande importance s'il répond, d'une part à leurs besoins réels, et de l'autre aux exigences de la marche vers le socialisme. Mais, encore une fois, le centre de gravité ne se trouve pas actuellement dans tel ou tel programme particulier, les classes moyennes ont vu et entendu bien des programmes. Ce qu'il leur faut, c'est la confiance que ce programme sera bien réalisé. Quand le paysan se dira : « Cette fois, il semble bien que le parti ouvrier ne reculera pas », la cause du socialisme sera gagnée. Mais pour y arriver, il faut d'abord démontrer par des actes que nous sommes fermement prêts à briser sur notre route tous les obstacles. [...]

Pour préparer la victoire, il est encore temps. Le fascisme n'est pas encore devenu un mouvement de masse. L'inévitable décomposition du capitalisme signifiera, pourtant, le rétrécissement de la base du bonapartisme, la croissance des camps extrêmes et l'approche du dénouement. Il ne s'agit pas d'années, mais de mois. Ce délai n'est assurément inscrit nulle part. Il dépend de la lutte des forces vives, au premier chef de la politique du prolétariat et de son Front unique. Les forces potentielles

de la révolution dépassent de beaucoup les forces du fascisme et, en général, celles de toute la réaction réunie. Les sceptiques qui pensent que tout est perdu doivent être impitoyablement chassés des rangs ouvriers. Les couches les plus profondes vibrent en écho à chaque parole hardie, à chaque mot d'ordre véritablement révolutionnaire. Les masses profondes veulent la lutte.

L'unique facteur progressif de l'histoire aujourd'hui n'est pas l'esprit de combinaison des députés et des journalistes : c'est la haine légitime et créatrice des opprimés contre les oppresseurs. Il faut se tourner vers les masses, vers leurs couches les plus

profondes. Il faut faire appel à leur raison et à leur passion. Il faut rejeter cette mensongère « prudence » qui sert de pseudonyme à la couardise et qui, dans les grands tournants historiques, équivaut à la trahison. Le Front unique doit prendre pour devise la formule de Danton : « *De l'audace, toujours de l'audace, et encore de l'audace.* »

Bien comprendre la situation et en tirer toutes les conclusions pratiques — hardiment, sans peur, jusqu'au bout — c'est assurer la victoire du socialisme.

**A Domène,
octobre 1934**

Notices biographiques

BARBÉ Henri (1902-1966) : ouvrier métallurgiste, il adhère à la Jeunesse socialiste en 1917. Délégué au congrès de Tours, il rejoint la Jeunesse communiste (JC) en 1920 à sa fondation. Délégué au V^e Congrès de l'Internationale communiste (IC), il perd son travail à son retour et devient alors permanent. En 1926, il devient secrétaire général de la Jeunesse communiste et siège au comité central. Son ascension continue : membre du secrétariat du parti après le VIII^e Plénum de l'exécutif de l'Internationale. Plusieurs fois condamné pour son action antimilitariste. Délégué à Moscou au présidium, il y est élu. De 1928 à 1930, il est l'un des principaux dirigeants du parti, en compagnie de Pierre Célor et Thorez (groupe des jeunes). Au printemps 1931, il perd la confiance de l'IC et est démis de toutes ses responsabilités, malgré ses autocritiques. Exclu, il suit Doriot en 1934 et sera secrétaire du Parti populaire français (PPF) en 1936. Il rejoint la collaboration pendant la guerre.

BARBUSSE Henri (1873-1935) : homme de lettres, engagé volontaire en 1914, il publie en 1916 *Le Feu*, roman sur les tranchées. Il fonde, en 1917, l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC) et, en 1918, la revue et le mouvement *Clarté*. Il adhère au PCF en 1923 et devient directeur de *L'Humanité* en 1926. Chef de file des écrivains pacifistes, il fonde le mouvement Amsterdam-Pleyel, qui marque l'évolution vers le Front populaire. Il meurt à Moscou lors du VII^e Congrès de l'IC.

BRÜNING Heinrich (1885-1970) : homme politique allemand représentant le parti catholique (Centrum). Il est nommé chancelier de la République de Weimar en mars 1930 et prend dès, le mois de juillet, les premiers décrets-lois de déflation. Il démissionne le 30 mai 1932 pour laisser la place au cabinet de von Papen.

CÉLOR Pierre (1902-1957) : travaille comme employé de commerce au Maroc, d'où il est expulsé en 1925 en raison de ses activités anticolonialistes. Elu en 1927 au comité central, puis au bureau politique et au secrétariat en 1929. Il fait partie du « groupe des jeunes » et est évincé lors de l'« affaire Barbé-Célor », véritable procès de Moscou à Paris. Il est exclu du parti en 1932.

CHIAPPE Jean (1878-1940) : haut fonctionnaire bien connu pour ses liens avec les milieux d'affaires et l'extrême droite. Préfet de police de 1927 à 1934, protecteur des ligues fascistes, sa révocation par Daladier sert de prétexte à l'émeute du 6 février 1934. Rallié à Vichy, il meurt en Syrie, son avion ayant été abattu par la Royal Air Force (RAF).

DALADIER Edouard (1884-1970) : fils d'un boulanger. Professeur agrégé d'histoire. Maire de Carpentras en 1911. Participe à la guerre de 1914. Elu député radical du Vaucluse en 1919 (il le restera jusqu'en 1940). Président du Parti radical de 1927 à 1930, puis de 1936 à 1938. Ministre des Colonies en 1924, de la Guerre en 1925, de l'Instruction publique en 1926, des Travaux publics (trois fois entre 1930 et 1932). Président du Conseil en 1933, puis en 1934 ; il démissionne après le 6 février.

Ministre de la Défense dans le gouvernement du Front populaire. Il est signataire des accords de Munich en 1938 en tant que président du Conseil. Le 3 septembre 1939, il déclare la guerre à l'Allemagne...

DOROT Jacques (1898-1945) : métallurgiste à Saint-Denis. Il adhère à la JC en 1920. Condamné à deux ans de prison pour activités antimilitaristes, il devient secrétaire général des Jeunesses communistes en 1923. Partisan du Front unique après la victoire de Hitler, il se heurte à Thorez et manifeste ouvertement son opposition en janvier et février 1934. Il refuse de se rendre à une convocation de l'exécutif à Moscou en juin 1934. Il quitte le Parti communiste pour fonder, en 1936, le Parti populaire français (PPF), parti fasciste, et devient un des chefs de la collaboration pendant la guerre.

FERRAT André (1901-1988) : interrompt ses études d'ingénieur et adhère au Parti communiste en 1921 ; il devient rapidement un des dirigeants de la Jeunesse communiste. Il est condamné à trois ans de prison pour activité antimilitariste ; il entre au comité central en 1927. Délégué à Moscou de 1930 à 1932, puis responsable de *L'Humanité* de 1932 à 1934, il partage le point de vue de Doriot sur le Front unique. Dès 1933, il organise un groupe d'opposition dans le parti avec Kagan et Lenoir. Il est écarté du bureau politique en 1936, avant d'être exclu pour son opposition à la ligne du Front populaire. Il rejoint le groupe *Que faire ?* et la SFIO en 1938.

FRIED Eugène (1900-1943) : né en Slovaquie. Etudiant en chimie à l'université de Budapest, il participe à la révolution hongroise de 1919. Elu au comité central du Parti communiste tchécoslovaque en 1923. Délégué au V^e Congrès de l'IC, il appartient à ce moment à la minorité de gauche du parti. Il est ensuite permanent pour le bureau d'organisation de l'Internationale. En 1929, il entre au bureau politique du parti derrière Gottwald, le nouveau leader. Condamné par l'IC pour « déviation », il est convoqué à Moscou où il participe à la XI^e Session de l'exécutif ; il devient alors un émissaire de l'IC chargé de contrôler les partis de Belgique, de France et d'Allemagne. Au début de l'été 1931, il est désigné comme chef du collège de direction du Parti communiste français. Il vient vivre en France, se lie d'amitié avec Thorez, et y reste jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Il est tué en 1943 par la Gestapo « *plus probablement par les services secrets russes* », selon Philippe Robrieux.

GITTON Marcel (1903-1941) : fils d'ouvrier, manœuvre, entre à la Jeunesse socialiste en 1919 et au PCF après le congrès de Tours. Il milite aussi à la CGTU, dont il est le secrétaire général pendant la « troisième période ». Par ailleurs membre du comité central du PCF et associé aux travaux du bureau politique à partir de 1929. En novembre 1932, il est membre du secrétariat avec Thorez, Duclos et Marty, chargé des questions d'organisation. Il se spécialise dans les attaques contre les trotskystes et les gauchistes. Il quitte le PCF en 1939, après le pacte germano-soviétique. Accusé par les dirigeants du PCF d'avoir été « *aux mains de la police* », il fonde le Parti ouvrier et paysan. Il est abattu en 1941 par un détachement armé du PCF.

HUGENBERG Alfred (1865-1951) : homme d'affaires et homme politique allemand. Il est, de 1905 à 1918, président du conseil d'administration de la firme Krupp qui produit l'essentiel de l'armement. Il devient chef du Parti national du peuple allemand qu'il contribue à radicaliser. Hostile à la République de Weimar, il collabore régulièrement avec le parti de Hitler, le NSPAD. Il entre, en janvier 1933, dans le gouvernement où Hitler est chancelier, et reste membre du Reichstag jusqu'en 1945.

JERRAM GUY (1876-1958) : typographe, il adhère au Parti communiste dès sa fondation. Il milite dans le Nord (d'où ses liens avec Thorez) et devient secrétaire de l'ARAC en 1920. Elu en 1922 au comité directeur du parti (comité central), il y reste jusqu'à sa rupture, en 1935. Il adhère par la suite à la SFIO.

MANOUILSKI Dimitri (1883-1959) : né en Ukraine, fils d'un prêtre orthodoxe. Il rejoint le mouvement ouvrier lors de ses études. Plusieurs fois arrêté, il vit en exil jusqu'à la révolution de 1917. Il rejoint alors l'organisation inter-rayons de Trotsky et entre avec ce groupe dans le Parti bolchevique. Il participe à la guerre civile ; il participe au II^e Congrès de l'IC en tant que secrétaire du Parti communiste ukrainien. Membre du comité central du Parti bolchevique à partir de 1923, il concentre ses activités au niveau de l'Internationale. De 1924 à la dissolution de l'Internationale, il conservera ses positions. En 1924, il succède à Trotsky pour le suivi des affaires du parti français. A partir de 1930, il est l'un des principaux dirigeants de l'Internationale. Il sera disgracié par Staline en 1950.

MARTY André (1886-1956) : fils d'un communard, il entre dans la marine nationale en 1908 comme ingénieur mécanicien. Envoyé en mer Noire en 1918 pour appuyer l'intervention russe, il participe à la mutinerie. Il est arrêté et condamné à vingt ans de travaux forcés. Il est libéré en juillet 1923, adhère au Parti communiste et devient député en 1924. Membre du comité central en 1925, il est de nouveau arrêté en 1927 pour sa participation à la campagne contre la guerre du Rif. Il participe à la campagne contre le groupe Barbé-Célor et devient membre du bureau politique en 1931. Membre du comité exécutif de l'Internationale à partir de 1932, il devient membre du secrétariat de l'IC en 1935. Commandant en chef des Brigades internationales durant la guerre d'Espagne. Il passe la guerre en Russie et participe à la dissolution de l'Internationale en 1943. Il s'est fréquemment violemment opposé tant à Thorez qu'à Duclos.

TILLON Charles (1897-1993) : ouvrier métallurgiste. Mobilisé pendant la guerre dans la marine en 1916, il est un des animateurs de la mutinerie des marins de la mer Noire. Condamné à cinq ans de travaux forcés, il adhère au Parti communiste à l'expiration de sa peine. Conseiller municipal à Douarnenez en 1925, il devient secrétaire de la fédération CGTU des produits chimiques (1930). Entre au comité central en 1932 et est élu député d'Aubervilliers en 1936. Il part comme volontaire durant la guerre d'Espagne. Pendant la guerre, il commande les Francs-tireurs et partisans ; à la Libération, il entre au bureau politique et devient ministre de l'Air (pendant la répression des émeutes de Sétif).

Bibliographie

- Collection de *L'Humanité* des années 1930, 1931, 1932, 1933, 1934
- *Les Cahiers du bolchevisme* des années 1930, 1931, 1932, 1933, 1934
- *La Vérité* des années 1930, 1931, 1932, 1933, 1934
- NAVILLE Pierre : *L'Entre-deux-guerres, la lutte des classes en France de 1926 à 1939*, éditions EDI, 1975
- ROBRIEUX Philippe : *Histoire intérieure du Parti communiste*, tome 1 (de 1920 à 1945), éditions Fayard, 1980
- ROBRIEUX Philippe : *Thorez, vie secrète et vie publique*, éditions Fayard, 1975
- TROTSKY Léon : *Comment vaincre le fascisme*, éditions Buchet-Chastel, 1973
- TROTSKY Léon : *Le Mouvement communiste en France*, textes choisis et commentés par Pierre Broué, éditions de Minuit, 1977

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0913 G 78360